

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

**Philippe MACHENAUD-JACQUIER**  
Mail : philippe.machenaud@mail.pf

PARAISANT LE JEUDI

Matahiti 164 N° 26	<b>TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI</b>	Mahana 31 no Mati 2015
-----------------------	---	---------------------------

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 50 05 85

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

##### ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Pages

###### EXTRAITS

- Arrêté n° 418 DIE/FIP du 23 mars 2015 portant attribution d'une dotation du Fonds intercommunal de péréquation (FIP) de 10 640 000 F CFP, soit 89 163,20 euros, à la commune de Ua Pou pour la rénovation de l'école maternelle de Hakahetau, volet : constructions scolaires, année de programmation : 2014. .... 2757
- Arrêté n° 419 DIE/FIP du 23 mars 2015 portant attribution d'une dotation du Fonds intercommunal de péréquation (FIP) de 10 134 454 F CFP, soit 84 926,72 euros, à la commune de Ua Pou pour l'installation de panneaux solaires sur l'amphithéâtre et la salle multimédia du CSP de Hakahau, volet : énergies renouvelables, année de programmation : 2014. .... 2758
- Arrêté n° 420 DIE/FIP du 23 mars 2015 portant attribution d'une dotation du Fonds intercommunal de péréquation (FIP) de 211 340 325 F CFP, soit 1 771 031,92 euros, à la commune de Hiva Oa pour la construction de la cuisine centrale du centre scolaire primaire, volet : constructions scolaires, année de programmation : 2014. .... 2759

#### ACTES PRIS CONJOINTEMENT (ETAT/POLYNESIE FRANÇAISE)

- Avenant n° 44-15 du 20 mars 2015 à la convention d'application n° 46-09 du 30 janvier 2009 modifiée entre l'Etat et la Polynésie française finançant les études préalables et les travaux de l'opération "Construction de l'abri paracyclonique de Aratika" inscrite à la programmation 2008, dans le cadre de la convention d'exécution relative au volet "abris de survie". .... 2760

#### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

##### ACTES DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

###### Délibérations de l'assemblée de la Polynésie française ou de sa commission permanente

- Délibération n° 2015-11 APF du 26 mars 2015 portant attribution d'une aide en nature au profit de la population du Vanuatu suite au passage du cyclone Pam. .... 2761

**ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES**

Arrêté n° 340 CM du 25 mars 2015 portant autorisation d'acquisition de la parcelle de terre détachée de la terre Propriété Largeteau cadastrée section AC n° 256 de 890 m2, sise commune de Punaauia, appartenant à la SARL Sermodis .....	2761
Avis n° 341 CM du 25 mars 2015 portant sur le projet de décret relatif aux conditions de qualifications professionnelles pour exercer des fonctions et des capacités à bord de navires battant pavillon français armés au commerce, à la plaisance, à la pêche et aux cultures marines, à la délivrance des titres de formation professionnelle maritime et à la formation professionnelle maritime .....	2762
Arrêté n° 342 CM du 25 mars 2015 fixant la valeur CAF barème représentative de la valeur en douane de certains produits hydrocarbures en Polynésie française .....	2762
Arrêté n° 343 CM du 25 mars 2015 fixant les montants de stabilisation applicables à certains hydrocarbures en Polynésie française .....	2763
Arrêté n° 344 CM du 25 mars 2015 fixant le prix maximal de gros de certains hydrocarbures en Polynésie française ...	2764
Arrêté n° 345 CM du 25 mars 2015 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française .....	2765
Arrêté n° 346 CM du 25 mars 2015 portant modification de l'arrêté n° 1550 CM du 12 octobre 2011 fixant les sigles attribués aux services administratifs et établissements publics de la Polynésie française .....	2767
Arrêté n° 347 CM du 25 mars 2015 portant sur les modalités d'application du régime d'admission temporaire spéciale des marchandises en Polynésie française .....	2767

**ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES****Présidence**

Arrêté n° 205 PR du 24 mars 2015 allouant aux élèves aide-soignant(e)s de l'IFPS "Mathilde-Frébault" une bourse de formation au titre de l'année scolaire 2015 (du 12 janvier au 18 décembre 2015) .....	2768
--	------

**Ministère de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises**

Décision n° 2854 MRE/DAE du 23 mars 2015 modifiant la décision n° 212 MRE/DAE du 8 janvier 2015 portant rejet des requêtes en extension des renouvellements des marques n° 94543251, n° 9454325 et n° 94543259 .....	2768
Arrêté n° 2855 MRE/DAE du 23 mars 2015 portant reconnaissance de 73 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle .....	2769
Arrêté n° 2861 MRE du 24 mars 2015 portant autorisation d'organiser une loterie au profit de l'association Tomite Taurua Oire No Papeari .....	2771

**Ministère du développement des activités du secteur primaire**

Arrêté n° 2860 MDA du 23 mars 2015 modifiant l'arrêté n° 4476 MAA du 5 juillet 2010 portant autorisation d'étendre un élevage à 20 000 poules pondeuses à Afaahiti, sur l'île de Tahiti (commune de Tairapu-Est) par M. Jean-Pierre Sangué, mandataire de la SCA Heia Tau Arii .....	2772
Arrêté n° 2872 MDA du 24 mars 2015 portant nomination des membres du comité d'orientation et d'évaluation de la politique agricole au titre de la profession agricole .....	2773
Arrêté n° 2873 MDA du 24 mars 2015 portant agrément des établissements pour la vente ou l'application des pesticides .....	2773
Arrêté n° 2874 MDA du 24 mars 2015 portant certification des personnes pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel .....	2774

**Ministère de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement**

Arrêté n° 2879 MET du 24 mars 2015 autorisant le navire Cobia II à desservir certains atolls des Tuamotu afin d'effectuer des transports scolaires en mars et avril 2015 .....	2775
--	------

Arrêté n° 2880 MET du 24 mars 2015 autorisant le navire Aremiti 1 à desservir certaines îles des Marquises afin d'effectuer des transports scolaires en mars et avril 2015 .....	2775
Arrêté n° 2882 MET du 24 mars 2015 portant autorisation d'extraction de matériaux dans le cadre du curage du domaine public fluvial, en faveur de l'Entreprise Léon Vernaudeau .....	2775
Arrêté n° 2883 MET du 24 mars 2015 portant autorisation d'extraction de matériaux dans le cadre du curage du domaine public fluvial, en faveur de l'Entreprise Tuterautua .....	2778
Arrêté n° 2884 MET du 24 mars 2015 abrogeant les dispositions de l'arrêté n° 484 MET du 20 janvier 2015 portant nomination de M. Yannick Terai, capitaine de 16e catégorie, en qualité de chef de la flottille administrative par intérim de la direction de l'équipement .....	2780
Arrêté n° 2890 MET du 24 mars 2015 portant approbation du dossier relatif aux 34 lots n° 601, n° 609 à n° 612, n° 630 à n° 636, n° 638 à n° 640, n° 648, n° 654, n° 655 et n° 681 à n° 696 du lotissement "Miri 6, 8e phase" sis à Punaauia .....	2780
Arrêté n° 2891 MET du 24 mars 2015 portant délégation de signature à M. Bernard Amigues, chef de service de l'urbanisme par intérim, et à certains de ses agents. ....	2781
Arrêté n° 2892 MET du 24 mars 2015 portant délégation de signature à M. Bernard Amigues, chef de service de l'urbanisme par intérim, en matière de travaux immobiliers .....	2783

### EXTRAITS

Arrêté n° 2885 MET du 24 mars 2015 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Tahuatara n° 6 nécessaire à la construction de l'aérodrome de Vahitahi dans l'archipel des Tuamotu .....	2784
Arrêté n° 2886 MET du 24 mars 2015 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 301 (plan 3), PV 309 (plan 11), PV 317 (plan 18) et PV 1139 (plan 41) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara dans l'archipel des Australes. ....	2784
Arrêté n° 2887 MET du 24 mars 2015 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Fenuaete 2 (plan 27) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara dans l'archipel des Australes .....	2784
Arrêté n° 2888 MET du 24 mars 2015 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 299 (plan 1) et PV 313 (plan 15) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara dans l'archipel des Australes .....	2784
Arrêté n° 2889 MET du 24 mars 2015 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 1161 (plan 47) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes .....	2784

### ACTES DU CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL

Avis n° 20 du 19 mars 2015 sur la proposition de la loi du pays relative à l'achat d'or et de métaux précieux auprès des consommateurs .....	2785
--	------

### ACTES MUNICIPAUX

#### Commune de Uturoa

Arrêté municipal n° 4-2015 du 13 mars 2015 réglementant le stationnement des véhicules de catégories "Taxis", commune de Uturoa .....	2788
---	------

### ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Décret n° 2015-316 du 19 mars 2015 modifiant les modalités d'instruction des demandes de naturalisation et de réintégration dans la nationalité française ainsi que des déclarations de nationalité souscrites à raison du mariage. ....	2790
--	------

Arrêté ministériel du 19 mars 2015 pris en application du décret n° 2015-316 du 19 mars 2015 modifiant les modalités d'instruction des demandes de naturalisation et de réintégration dans la nationalité française ainsi que des déclarations de nationalité souscrites à raison du mariage. . . . .	2791
---	------

Avenant n° 45-15 du 23 mars 2015 à la convention de financement n° HC 75-11 DIPAC/FIP du 22 février 2011 relative aux études pour la construction de classes, sanitaires, préau et restaurant à l'école primaire de Papetoai par la commune de Moorea-Maiao . . . . .	2792
---	------

### ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES

Service de l'urbanisme. — 1° Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles Sous-le-Vent pour la période du 2 au 6 mars 2015 . . . . .	2792
2° Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles Marquises pour la période du 2 au 13 mars 2015 . . . . .	2792

## PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales. . . . .	2793
Annonces diverses . . . . .	2810
Annonces marchés publics . . . . .	2814





# PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DU POUVOIR CENTRAL

### ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

**Par arrêté n° 418 DIE/FIP** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 23 mars 2015. — *Objet*

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, apporte son soutien financier à la commune de Ua Pou pour la réalisation de l'opération intitulée "Rénovation de l'école maternelle de Hakahetau", décrite ci-dessous, et dénommée ci-après "l'opération".

#### *Description de l'opération*

L'opération concerne la rénovation de la classe maternelle de l'école de Hakahetau. Les travaux consistent en une intervention sur les éléments de la charpente, toiture, plafond, murs et revêtement de sol ainsi que sur l'électricité et les menuiseries.

Le montant total de l'opération est fixé à 11 200 000 F CFP, soit 93 856 euros.

#### *Plan de financement*

Le plan de financement de l'opération est arrêté comme suit :

- FIP (95 %)	10 640 000 F CFP	89 163,20 euros
- Commune (5 %)	560 000 F CFP	4 692,80 euros
Total (100 %)	11 200 000 F CFP	93 856,00 euros

La programmation des crédits de paiement est répartie de la manière suivante :

Année	2015	2016	Total
Crédits de paiement	3 192 000 F CFP	7 448 000 F CFP	10 640 000 F CFP

#### *Montant de la dotation affectée*

Le fonds s'engage à apporter son concours financier à la commune de Ua Pou pour la réalisation de l'opération.

Le montant de la dotation est fixé à 95 % du montant réel de l'opération, dans la limite de 10 640 000 F CFP, soit 89 163,20 euros.

#### *Modalités de versement de la dotation affectée*

Le versement de la dotation s'effectuera dans la limite des crédits disponibles et selon les modalités suivantes :

- une avance de 30 % pourra être versée dès la signature du présent arrêté, sur production de l'imprimé FIP signé par le maire, accompagné d'un document justifiant le commencement d'exécution de l'opération (ordre de service, lettre ou bon de commande....) au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL ;

- des acomptes peuvent être versés au fur et à mesure de la réalisation effective de l'opération sur production de l'imprimé FIP accompagné d'un état des mandatements effectués, visé par le receveur municipal. Le montant cumulé de l'avance et des acomptes interviendra dans la limite des 95 % du montant total du financement ;
- le solde sera versé sur production de l'imprimé FIP, d'une attestation de réalisation de l'opération établie par le maire et d'un état de mandatement définitif visé par le receveur municipal. L'attestation du maire mentionnera la date effective de réalisation et le montant final de l'opération.

Les imprimés FIP seront signés par le maire et visés par le chef de la subdivision administrative. Les états de mandatement mentionneront les mandats validés et payés par le receveur municipal.

#### *Engagements de la commune*

La commune s'engage :

- à respecter le plan de financement défini ci-dessus ;
- à réaliser l'opération définie ci-dessus selon les règles de l'art, dans le respect de la réglementation et selon les dispositions du règlement intérieur du CFL ;
- à ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cet investissement sans accord préalable écrit du comité des finances locales chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation ;
- à partir de la date de signature du présent arrêté, le bénéficiaire disposera de 6 mois pour commencer l'opération. Au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL, faute de commencement dans ce délai, la dotation retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL ;
- à exécuter cette opération conformément au projet présenté, dans un délai maximum de 24 mois à compter du démarrage de l'opération au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL ;
- à demander le versement de l'intégralité de la dotation relative à cette opération dans un délai de 6 mois à partir de la date d'achèvement prévue ci-dessus ;
- à faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération en communiquant notamment au secrétariat du CFL tous documents nécessaires à ces contrôles.

#### *Conséquences du non-respect des engagements souscrits*

En cas d'inexécution de l'opération, ou d'une exécution non conforme au projet présenté et aux dispositions du présent arrêté, le CFL sera de plein droit libéré de son engagement et devra, le cas échéant, être remboursé par le bénéficiaire des sommes perçues au titre du présent arrêté.

### Modifications

Les dispositions du présent arrêté en particulier celles prévues ci-dessus, relatifs au respect du plan de financement et aux délais, peuvent être modifiées ou complétées par voie d'arrêté modificatif, sur demande justifiée du bénéficiaire :

- pour toute demande de prorogation du délai de commencement d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande un mois avant l'expiration du délai de commencement d'exécution mentionné ci-dessus. La prorogation du délai de commencement d'exécution accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois ;
- pour toute demande de prorogation du délai d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande un mois avant l'expiration du délai de réalisation mentionné ci-dessus ;
- pour toute demande de prorogation du délai de versement de l'intégralité de la dotation affectée, le bénéficiaire devra faire sa demande 15 jours avant l'expiration du délai mentionné ci-dessus. La prorogation du délai de versement accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois.

Faute de respect des délais de demande de prorogation mentionnés ci-dessus, la dotation affectée retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL.

**Par arrêté n° 419 DIE/FIP** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 23 mars 2015. — *Objet*

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, apporte son soutien financier à la commune de Ua Pou pour la réalisation de l'opération intitulée "Installation de panneaux solaires sur l'amphithéâtre et la salle multimédia du CSP de Hakahau", décrite ci-dessous, et dénommée ci-après "l'opération".

### Description de l'opération

L'opération consiste à installer une alimentation photovoltaïque de 140 modules de 250 Wc, soit 35 kWc, et ses équipements sur l'amphithéâtre et la salle multimédia du centre scolaire primaire de Hakahau.

Le montant total de l'opération est fixé à 12 668 067 F CFP, soit 106 158,40 euros.

### Plan de financement

Le plan de financement de l'opération est arrêté comme suit :

- FIP (80 %)	10 134 454 F CFP	84 926,72 euros
- Commune (20 %)	2 533 613 F CFP	21 231,68 euros
Total (100 %)	12 668 067 F CFP	106 158,40 euros

La programmation des crédits de paiement est répartie de la manière suivante :

Année	2015	2016	Total
Crédits de paiement	3 040 336 F CFP	7 094 118 F CFP	10 134 454 F CFP

### Montant de la dotation affectée

Le fonds s'engage à apporter son concours financier à la commune de Ua Pou pour la réalisation de l'opération.

Le montant de la dotation est fixé à 80 % du montant réel de l'opération, dans la limite de 10 134 454 F CFP, soit 84 926,72 euros.

### Modalités de versement de la dotation affectée

Le versement de la dotation s'effectuera dans la limite des crédits disponibles et selon les modalités suivantes :

- une avance de 30 % pourra être versée dès la signature du présent arrêté, sur production de l'imprimé FIP signé par le maire, accompagné d'un document justifiant le commencement d'exécution de l'opération (ordre de service, lettre ou bon de commande...) au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL ;
- des acomptes peuvent être versés au fur et à mesure de la réalisation effective de l'opération sur production de l'imprimé FIP accompagné d'un état des mandatemements effectués, visé par le receveur municipal. Le montant cumulé de l'avance et des acomptes interviendra dans la limite des 95 % du montant total du financement ;
- le solde sera versé sur production de l'imprimé FIP, d'une attestation de réalisation de l'opération établie par le maire et d'un état de mandatement définitif visé par le receveur municipal. L'attestation du maire mentionnera la date effective de réalisation et le montant final de l'opération.

Les imprimés FIP seront signés par le maire et visés par le chef de la subdivision administrative. Les états de mandatement mentionneront les mandats validés et payés par le receveur municipal.

### Engagements de la commune

La commune s'engage :

- à respecter le plan de financement défini ci-dessus ;
- à réaliser l'opération définie ci-dessus selon les règles de l'art, dans le respect de la réglementation et selon les dispositions du règlement intérieur du CFL ;
- à ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cet investissement sans accord préalable écrit du comité des finances locales chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation ;
- à partir de la date de signature du présent arrêté, le bénéficiaire disposera de 6 mois pour commencer l'opération. Au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL, faute de commencement dans ce délai, la dotation retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL ;
- à exécuter cette opération conformément au projet présenté, dans un délai maximum de 24 mois à compter du démarrage de l'opération au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL ;
- à demander le versement de l'intégralité de la dotation relative à cette opération dans un délai de 6 mois à partir de la date d'achèvement prévue ci-dessus ;
- à faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération en communiquant notamment au secrétariat du CFL tous documents nécessaires à ces contrôles.

### Conséquences du non-respect des engagements souscrits

En cas d'inexécution de l'opération, ou d'une exécution non conforme au projet présenté et aux dispositions du présent arrêté, le CFL sera de plein droit libéré de son engagement et devra, le cas échéant, être remboursé par le bénéficiaire des sommes perçues au titre du présent arrêté.

### Modifications

Les dispositions du présent arrêté en particulier celles prévues ci-dessus, relatifs au respect du plan de financement et aux délais, peuvent être modifiées ou complétées par voie d'arrêté modificatif, sur demande justifiée du bénéficiaire :

- pour toute demande de prorogation du délai de commencement d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande un mois avant l'expiration du délai de commencement d'exécution mentionné ci-dessus. La prorogation du délai de commencement d'exécution accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois ;
- pour toute demande de prorogation du délai d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande un

mois avant l'expiration du délai de réalisation mentionné ci-dessus ;

- pour toute demande de prorogation du délai de versement de l'intégralité de la dotation affectée, le bénéficiaire devra faire sa demande 15 jours avant l'expiration du délai mentionné ci-dessus. La prorogation du délai de versement accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois.

Faute de respect des délais de demande de prorogation mentionnés ci-dessus, la dotation affectée retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL.

**Par arrêté n° 420 DIE/FIP** du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 23 mars 2015. — *Objet*

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, apporte son soutien financier à la commune de Hiva Oa pour la réalisation de l'opération intitulée "Construction de la cuisine centrale du centre scolaire primaire", décrite ci-dessous, et dénommée ci-après "l'opération".

#### *Description de l'opération*

L'opération consiste à construire la cuisine centrale, les voiries et les réseaux du centre scolaire primaire de Atuona, sur le site actuel de la cantine scolaire.

Le montant total de l'opération est fixé à 222 463 500 F CFP, soit 1 864 244,13 euros.

#### *Plan de financement*

Le plan de financement de l'opération est arrêté comme suit :

- FIP (95 %)	211 340 325 F CFP	1 771 031,92 euros
- Commune (5 %)	11 123 175 F CFP	93 212,21 euros
Total (100 %)	222 463 500 F CFP	1 864 244,13 euros

La programmation des crédits de paiement est répartie de la manière suivante (en F CFP) :

Année	2014	2015	2016	Total
Crédits de paiement	63 402 098	63 402 097	84 536 130	211 340 325

#### *Montant de la dotation affectée*

Le fonds s'engage à apporter son concours financier à la commune de Hiva Oa pour la réalisation de l'opération.

Le montant de la dotation est fixé à 95 % du montant réel de l'opération, dans la limite de 211 340 325 F CFP, soit 1 771 031,92 euros.

#### *Modalités de versement de la dotation affectée*

Le versement de la dotation s'effectuera dans la limite des crédits disponibles et selon les modalités suivantes :

- une avance de 30 % pourra être versée dès la signature du présent arrêté, sur production de l'imprimé FIP signé par le maire, accompagné d'un document justifiant le commencement d'exécution de l'opération (ordre de service, lettre ou bon de commande....) au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL ;
- des acomptes peuvent être versés au fur et à mesure de la réalisation effective de l'opération sur production de l'imprimé FIP accompagné d'un état des mandatements effectués, visé par le receveur municipal. Le montant cumulé de l'avance et des acomptes interviendra dans la limite des 95 % du montant total du financement ;
- le solde sera versé sur production de l'imprimé FIP, d'une attestation de réalisation de l'opération établie par le maire et d'un état de mandatement définitif visé par le

receveur municipal. L'attestation du maire mentionnera la date effective de réalisation et le montant final de l'opération.

Les imprimés FIP seront signés par le maire et visés par le chef de la subdivision administrative. Les états de mandatement mentionneront les mandats validés et payés par le receveur municipal.

#### *Engagements de la commune*

La commune s'engage :

- à respecter le plan de financement défini ci-dessus ;
- à réaliser l'opération définie ci-dessus selon les règles de l'art, dans le respect de la réglementation et selon les dispositions du règlement intérieur du CFL ;
- à ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cet investissement sans accord préalable écrit du comité des finances locales chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation ;
- à partir de la date de signature du présent arrêté, le bénéficiaire disposera de 6 mois pour commencer l'opération. Au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL, faute de commencement dans ce délai, la dotation retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL ;
- à exécuter cette opération conformément au projet présenté, dans un délai maximum de 36 mois à compter du démarrage de l'opération au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL ;
- à demander le versement de l'intégralité de la dotation relative à cette opération dans un délai de 6 mois à partir de la date d'achèvement prévue ci-dessus ;
- à faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération en communiquant notamment au secrétariat du CFL tous documents nécessaires à ces contrôles.

#### *Conséquences du non-respect des engagements souscrits*

En cas d'inexécution de l'opération, ou d'une exécution non conforme au projet présenté et aux dispositions du présent arrêté, le CFL sera de plein droit libéré de son engagement et devra, le cas échéant, être remboursé par le bénéficiaire des sommes perçues au titre du présent arrêté.

#### *Modifications*

Les dispositions du présent arrêté en particulier celles prévues ci-dessus, relatifs au respect du plan de financement et aux délais, peuvent être modifiées ou complétées par voie d'arrêté modificatif, sur demande justifiée du bénéficiaire :

- pour toute demande de prorogation du délai de commencement d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande un mois avant l'expiration du délai de commencement d'exécution mentionné ci-dessus. La prorogation du délai de commencement d'exécution accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois ;
- pour toute demande de prorogation du délai d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande un mois avant l'expiration du délai de réalisation mentionné ci-dessus ;
- pour toute demande de prorogation du délai de versement de l'intégralité de la dotation affectée, le bénéficiaire devra faire sa demande 15 jours avant l'expiration du délai mentionné ci-dessus. La prorogation du délai de versement accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois.

Faute de respect des délais de demande de prorogation mentionnés ci-dessus, la dotation affectée retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL.

## ACTES PRIS CONJOINTEMENT (ETAT/POLYNESIE FRANÇAISE)

**AVENANT n° 44-15 du 20 mars 2015 à la convention d'application n° 46-09 du 30 janvier 2009 modifiée entre l'Etat et la Polynésie française finançant les études préalables et les travaux de l'opération "Construction de l'abri paracyclonique de Aratika", inscrite à la programmation 2008 dans le cadre de la convention d'exécution relative au volet "abris de survie".**

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013 ;

Vu le décret n° 82-1068 du 15 décembre 1982 relatif à la déconcentration du contrôle financier sur les dépenses d'investissements civils de l'Etat dans les territoires d'outre-mer, modifié ;

Vu le décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement, auquel il est fait référence à l'article 9.6 du contrat de projets, modifié ;

Vu le contrat de projets 2008-2014 signé entre l'Etat et la Polynésie française le 27 mai 2008 modifié ;

Vu la convention d'exécution n° 172-08 du 21 juillet 2008 relative au volet abris de survie modifiée ;

Vu la délégation d'autorisation d'engagement n° 123PFM0387006401 du 21 janvier 2009 d'un montant de 167 891 339 euros délégué sur le programme 123 "conditions de vie outre-mer" du ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales ;

Vu la MADI AE n° 2000015322 du 19 février 2013 d'un montant de 136 056 875,22 euros délégué sur le programme 123 "conditions de vie outre-mer" du ministère des outre-mer ;

Vu la demande présentée par le bénéficiaire le 31 octobre 2008, le dossier d'engagement (prévu à l'article 9.4 du contrat de projets) ayant été déclaré complet par accusé de réception n° 4521 MEF du 12 novembre 2008 ;

Vu la convention d'application n° 46-09 du 30 janvier 2009 relative aux études et travaux de la construction de l'abri paracyclonique de Aratika modifiée ;

Vu la lettre n° 7416 PR du 12 décembre 2014 présentée par le Président de la Polynésie française ;

Entre :

L'Etat (ministère des outre-mer), représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française,

*d'une part,*

Et :

La Polynésie française, représentée par le Président de la Polynésie française,

*d'autre part,*

Il a été convenu ce qui suit :

### Article 1er. — *Objet de l'avenant*

Le présent avenant à la convention n° 46-09 du 30 janvier 2009 modifiée repousse la date limite de réalisation au 31 décembre 2015 afin de terminer les installations photovoltaïques.

### Art. 2. — *Date limite de réalisation*

L'article 3, paragraphe 3 de la convention modifiée, est modifié comme suit :

*Au lieu de :* "La Polynésie française s'engage à terminer l'opération au plus tard le 10 décembre 2014" ;

*Lire :* "La Polynésie française s'engage à terminer l'opération au plus tard le 31 décembre 2015".

### Art. 3. — *Disposition finale*

Toutes les autres dispositions de la convention n° 46-09 du 30 janvier 2009 modifiée, restent inchangées.

Fait à Papeete, le 20 mars 2015.

Pour l'Etat :

Pour le haut-commissaire,  
par délégation :

*Le secrétaire général  
du haut-commissariat,  
Gilles CANTAL.*

Pour la Polynésie française :

*Le Président,  
Edouard FRITCH.*

## ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

### ACTES DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

#### DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE OU DE SA COMMISSION PERMANENTE

**DELIBERATION n° 2015-11 APF du 26 mars 2015 portant attribution d'une aide en nature au profit de la population du Vanuata suite au passage du cyclone Pam.**

NOR : DBF1520134DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'urgence à octroyer une aide à la population du Vanuata, dévasté par le cyclone Pam ;

Vu l'arrêté n° 297 CM du 17 mars 2015 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 603-2015 APF/SG du 20 mars 2015 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 19-2015 du 20 mars 2015 de la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique ;

Dans sa séance du 26 mars 2015,

Adopte :

**Article 1er.**— La Polynésie française décide d'apporter une aide en nature à la population sinistrée du Vanuata à la suite du passage du cyclone Pam les 13 et 14 mars 2015.

Cette aide en nature est constituée notamment de matériel, matériaux, fournitures et denrées de toute nature utiles au rétablissement des conditions normales de vie.

**Art. 2.**— Le budget affecté à cette opération est fixé à dix millions de francs CFP (10 000 000 F CFP).

La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française, sous-chapitre 960-06 "relations extérieures".

**Art. 3.**— Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,  
Loïs SALMON-AMARU.

Le président,  
Marcel TUIHANI.

### ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

**ARRETE n° 340 CM du 25 mars 2015 portant autorisation d'acquisition de la parcelle de terre détachée de la terre Propriété Largeau, cadastrée section AC, n° 256 de 890 mètres carrés, sise commune de Punaauia, appartenant à la SARL Sermodis.**

NOR : DAF1420216AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu la lettre de demande de la SARL Sermodis en date du 8 juillet 2013 ;

Vu l'avis de la commission des évaluations immobilières dans sa séance du 12 décembre 2013 ;

Vu la réponse de la SARL Sermodis en date du 30 janvier 2014 ;

Vu la lettre n° 7427 PR du 12 décembre 2014 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 15 décembre 2014 ;

Vu l'avis n° 215-2014 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'assemblée de la Polynésie française du 18 décembre 2014 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 12 mars 2015,

Arrête :

Article 1er.— La Polynésie française est autorisée à acquérir la parcelle de terre détachée de la terre Propriété Largeteau, cadastrée section AC, n° 256 de 890 mètres carrés, sise commune de Punaauia, appartenant à la SARL Sermodis.

Art. 2.— Le montant de l'acquisition est fixé à *vingt-six millions sept cent mille francs CFP* (26 700 000 F CFP).

Art. 3.— La dépense afférente à cette acquisition est imputée au budget de la Polynésie française, chapitre 916, AP 318-2014, AE 69-2014, article 211, pour terrain.

L'acte administratif est exonéré des frais d'enregistrement et de transcription.

Art. 4.— Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités, le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine et le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 mars 2015.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement  
et de la rénovation urbaine,  
de la politique de la ville,  
des affaires foncières et du domaine,*  
Tearii ALPHA.

*Le ministre de l'équipement,  
de l'aménagement et de l'urbanisme,  
des transports intérieurs  
et de l'environnement,*  
Albert SOLIA.

**AVIS n° 341 CM du 25 mars 2015 portant sur le projet de décret relatif aux conditions de qualifications professionnelles pour exercer des fonctions et des capacités à bord de navires battant pavillon français armés au commerce, à la plaisance, à la pêche et aux cultures marines, à la délivrance des titres de formation professionnelle maritime et à la formation professionnelle maritime.**

NOR : DAM1500438AV

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'article 10 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la lettre de saisine n° HC 188 DIRAJ/BAJC du 27 février 2015 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 mars 2015,

Emet l'avis suivant :

Article 1er.— Le projet de décret relatif aux conditions de qualifications professionnelles pour exercer des fonctions et des capacités à bord de navires battant pavillon français armés au commerce, à la plaisance, à la pêche et aux cultures marines, à la délivrance des titres de formation professionnelle maritime et à la formation professionnelle maritime appelle un avis très défavorable compte tenu de la compétence de la Polynésie française pour réglementer le champ de la formation professionnelle maritime.

De plus, et à titre totalement subsidiaire, le projet comporte de nombreux problèmes d'adaptation qui ne peuvent être levés par des seules améliorations rédactionnelles ou terminologiques.

Art. 2.— Le présent avis sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 mars 2015.  
Edouard FRITCH.

**ARRETE n° 342 CM du 25 mars 2015 fixant la valeur CAF barème représentative de la valeur en douane de certains produits hydrocarbures en Polynésie française.**

NOR : DAE1500382AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2009-12 du 3 août 2009 relative à la recherche et à la constatation des infractions en matière économique approuvée par le décret n° 2008-1022 du 3 octobre 2008 ratifié par l'article 66-I-13° de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 ;

Vu la délibération n° 80-36 AT du 13 mars 1980 relative à la détermination de la valeur en douane des produits pétroliers importés ;

Vu l'arrêté n° 447 CM du 23 avril 1990 modifié fixant le cadre général des prix de vente du gaz butane de numéro de nomenclature douanière 27.11.13.90 ;

Vu l'arrêté n° 898 CM du 27 août 1990 modifié fixant le cadre général des prix de vente de certains hydrocarbures importés en Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 mars 2015,

Arrête :

Article 1er. — La valeur CAF barème représentative de la valeur en douane des produits pétroliers suivants est fixée comme suit :

- Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 gramme par litre 27.10.12.23 54,039 F CFP/litre
- Pétrole lampant pour usage domestique 27.10.19.12 55,107 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse 27.10.19.25 54,399 F CFP/litre

Art. 2. — La valeur CAF barème représentative de la valeur en douane du gaz butane de nomenclature douanière 27.11.13.90 est fixée à 101,866 F CFP/kg.

Art. 3. — L'arrêté n° 187 CM du 18 février 2015 est abrogé.

Art. 4. — Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable à compter du 1er avril 2015 et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 mars 2015.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la relance économique,  
du tourisme et des transports  
aériens internationaux,  
de l'industrie, du commerce  
et des entreprises,*  
Jean-Christophe BOUISSOU.

**ARRETE n° 343 CM du 25 mars 2015 fixant les montants de stabilisation applicables à certains hydrocarbures en Polynésie française.**

NOR : DAE1500383AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2009-12 du 3 août 2009 relative à la recherche et à la constatation des infractions en matière économique approuvée par le décret n° 2008-1022 du 3 octobre 2008 ratifié par l'article 66-I-13° de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu l'arrêté n° 447 CM du 23 avril 1990 modifié fixant le cadre général des prix de vente du gaz butane de numéro de nomenclature douanière 27.11.13.90 ;

Vu l'arrêté n° 898 CM du 27 août 1990 modifié fixant le cadre général des prix de vente de certains hydrocarbures importés en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 342 CM du 25 mars 2015 fixant la valeur CAF barème représentative de la valeur en douane de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 mars 2015,

Arrête :

Article 1er. — Les montants de stabilisation, définis par la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée sont fixés comme suit :

- Gaz butane 27.11.13.90 + 10,995 F CFP/kilogramme
- Pétrole lampant pour usage domestique (27.10.19.12) + 22,785 F CFP/litre
- Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 gramme par litre (27.10.12.23) + 15,406 F CFP/litre
- Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 gramme par litre destinée à des entreprises pericoles agréées (27.10.12.23) + 31,906 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse (27.10.19.25) + 35,546 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire autre que celle entre Tahiti et Moorea (27.10.19.25) + 7,296 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire entre Tahiti et Moorea (27.10.19.25) + 9,296 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à des matériels utilisés exclusivement à des activités professionnelles agréées et soumises à une réglementation tarifaire (27.10.19.25) - 0,204 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires de pêche battant pavillon français munis d'un permis de navigation en cours de validité, dont l'armateur est titulaire d'une licence de pêche professionnelle (27.10.19.25) - 30,304 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des centrales de production d'énergie électrique dans les îles autres que Tahiti, consommé par des exploitants de service public (27.10.19.25) - 1,166 F CFP/litre



- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'avitaillement des navires de plaisance français ou étrangers immatriculés hors de la Polynésie française, à usage privé (27.10.19.25) + 0,046 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'avitaillement des navires équipés et armés pour la recherche scientifique français ou étrangers immatriculés hors de la Polynésie française (27.10.19.25) + 0,046 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des centrales de production d'énergie électrique de l'île de Tahiti, exploitées dans le cadre d'un service public (27.10.19.25) - 1,166 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné aux entreprises perlicoles dûment agréées 27.10.19.25 + 27,046 F CFP/litre

Art. 2. — L'arrêté n° 188 CM du 18 février 2015 est abrogé.

Art. 3. — Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable à compter du 1er avril 2015 et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 mars 2015.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la relance économique,  
du tourisme et des transports  
aériens internationaux,  
de l'industrie, du commerce  
et des entreprises,*  
Jean-Christophe BOUISSOU.

**ARRETE n° 344 CM du 25 mars 2015 fixant le prix maximal de gros de certains hydrocarbures en Polynésie française.**

NOR : DAE1500384AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2009-12 du 3 août 2009 relative à la recherche et à la constatation des infractions en matière économique approuvée par le décret n° 2008-1022 du 3 octobre 2008 ratifié par l'article 66-I-13° de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu l'arrêté n° 447 CM du 23 avril 1990 modifié fixant le cadre général des prix de vente du gaz butane de numéro de nomenclature douanière 27.11.13.90. ;

Vu l'arrêté n° 898 CM du 27 août 1990 modifié fixant le cadre général des prix de vente de certains hydrocarbures importés en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1827 CM du 12 décembre 2008 fixant les montants de la rémunération des prestations locales des sociétés pétrolières et des sociétés important, stockant, conditionnant et distribuant le gaz butane importé en vrac en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 342 CM du 25 mars 2015 fixant la valeur CAF barème représentative de la valeur en douane de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 343 CM du 25 mars 2015 fixant les montants de stabilisation applicables à certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 mars 2015,

Arrête :

Article 1er. — Le prix maximal de facturation aux revendeurs par les entreprises importatrices et distributrices est fixé comme suit pour les hydrocarbures suivants :

- Pétrole lampant pour usage domestique (27.10.19.12) 110,20 F CFP/litre
- Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 gramme par litre (27.10.12.23) 148,25 F CFP/litre
- Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 gramme par litre destinée à des entreprises perlicoles dûment agréées (27.10.12.23) 112,75 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse (27.10.19.25) 145,25 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire autre que celle entre Tahiti et Moorea (27.10.19.25) 78 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire entre Tahiti et Moorea (27.10.19.25) 80 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à des matériels utilisés exclusivement à des activités professionnelles agréées et soumises à une réglementation tarifaire (27.10.19.25) 72,20 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires de pêche battant pavillon français munis d'un permis de navigation en cours de validité, dont l'armateur est titulaire d'une licence de pêche professionnelle (27.10.19.25) 39 F CFP/litre



- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'avitaillement des navires de plaisance français ou étrangers immatriculés hors de la Polynésie française, à usage privé (27.10.19.25) 70,750 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'avitaillement des navires équipés et armés pour la recherche scientifique français ou étrangers immatriculés hors de la Polynésie française (27.10.19.25) 70,750 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné aux entreprises pericoles dûment agréées (27.10.19.25) 103,75 F CFP/litre

Art. 2.— Pour les essences à teneur en plomb inférieure à 0,013 g par litre (27.10.12.23) visées aux 2e et 3e lignes du tableau de l'article 1er et pour les gazoles d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse (27.10.19.25) visés aux 4e et 11e lignes du tableau de l'article 1er, les stations-services bénéficient d'une remise de 0,75 F/L sur les prix de gros définis à l'article 1er ci-dessus.

Art. 3.— Le prix maximal de facturation aux utilisateurs finaux par les entreprises importatrices et distributrices est fixé pour les produits suivants à :

- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire autre que celle Tahiti et Moorea (27.10.19.25) hors stations-services marines 78 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire entre Tahiti et Moorea (27.10.19.25) 80 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des moteurs des navires titulaires d'une licence de pêche (27.10.19.25) livrés par oléoduc ou camion-citerne et pour des commandes unitaires supérieures à 1 000 litres 44 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'alimentation des centrales de production d'énergie électrique dans les îles autres que Tahiti consommé par les exploitants de service public (27.10.19.25) 69,538 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse destiné à l'alimentation des centrales de production d'énergie électrique de l'île de Tahiti exploitées dans le cadre d'un service public (27.10.19.25) 71,238 F CFP/litre

Art. 4.— Les prix de vente maximaux des entreprises distributrices de gaz butane aux revendeurs sont fixés comme suit :

- bouteille de 13 kilos : 2 769 F CFP
- bouteille de 39 kilos : 8 307 F CFP
- bouteille de 50 kilos : 10 650 F CFP

Art. 5.— Est puni des peines prévues pour les contraventions de la 5e classe, soit 178 997 F CFP par infraction, le fait pour une entreprise importatrice ou distributrice :

- de vendre ou de proposer à la vente à un revendeur, un litre de produit hydrocarbure à un prix supérieur à celui fixé pour ce produit en application des dispositions des articles 1er et 2 du présent arrêté ;
- de vendre ou de proposer à la vente à un utilisateur final, un litre de produit hydrocarbure à un prix supérieur à celui fixé pour ce produit en application des dispositions de l'article 3 du présent arrêté ;
- de vendre ou de proposer à la vente à un revendeur, une bouteille de gaz butane à un prix supérieur à celui fixé à l'article 4 du présent arrêté.

Art. 6.— Les infractions à l'article 5 du présent arrêté sont recherchées et constatées conformément aux dispositions de procédure pénale applicables en matière de commerce, de concurrence et de réglementation des prix.

Sont notamment habilités pour rechercher et constater ces infractions, les agents assermentés du service en charge du contrôle de la réglementation des prix.

Art. 7.— L'arrêté n° 189 CM du 18 février 2015 est abrogé.

Art. 8.— Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable à compter du 1er avril 2015 et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 mars 2015.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la relance économique,  
du tourisme et des transports  
aériens internationaux,  
de l'industrie, du commerce  
et des entreprises,*  
Jean-Christophe BOUISSOU.

**ARRETE n° 345 CM du 25 mars 2015 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française.**

NOR : DAE1500385AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2009-12 du 3 août 2009 relative à la recherche et à la constatation des infractions en matière économique approuvée par le décret n° 2008-1022 du 3 octobre 2008 ratifié par l'article 66-I-13° de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures";

Vu l'arrêté n° 447 CM du 23 avril 1990 modifié fixant le cadre général des prix de vente du gaz butane de numéro de nomenclature douanière 27.11.13.90 ;

Vu l'arrêté n° 898 CM du 27 août 1990 modifié fixant le cadre général des prix de vente de certains hydrocarbures importés en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1208 CM du 29 août 2007 fixant la marge maximale de détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 344 CM du 25 mars 2015 fixant le prix maximal de gros de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 mars 2015,

Arrête :

Article 1er. — Sur l'ensemble de la Polynésie française, le prix maximal de vente au détail est fixé comme suit pour les hydrocarbures suivants :

- Pétrole lampant pour usage domestique (27.10.11.12)	117 F CFP/litre
- Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 g par litre (27.10.11.23)	158 F CFP/litre
- Essence à teneur en plomb inférieure à 0,013 g par litre destinée à des entreprises pericolas dûment agréées (27.10.11.23)	121 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse (27.10.19.25)	155 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse destiné à l'alimentation des moteurs des navires de commerce assurant la desserte maritime interinsulaire autre que celle entre Tahiti et Moorea (27.10.19.25) en stations-services marines	87 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse destiné à des matériels utilisés exclusivement à des activités professionnelles agréées et soumises à une réglementation tarifaire (27.10.19.25)	79 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse destiné à l'alimentation des moteurs des navires de pêche battant pavillon français munis d'un permis de navigation en cours de validité, dont l'armateur est titulaire d'une licence de pêche professionnelle (27.10.19.25)	46 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse destiné à l'avitaillement des navires de plaisance français ou étrangers immatriculés hors de la Polynésie française, à usage privé (27.10.19.25)	79 F CFP/litre
- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné à l'avitaillement des navires équipés et armés pour la recherche scientifique français ou étrangers immatriculés hors de la Polynésie française (27.10.19.25)	79 F CFP/litre

- Gazole d'une teneur en soufre inférieure ou égale à 0,05 % en masse, destiné aux entreprises pericolas dûment agréées (27.10.19.25)	112 F CFP/litre
---	-----------------

Art. 2. — Sur l'ensemble de la Polynésie française, le prix maximal de vente au détail du gaz butane est fixé comme suit :

- bouteille de 13 kilos :	2 964 F CFP
- bouteille de 39 kilos :	8 892 F CFP
- bouteille de 50 kilos :	11 400 F CFP

Art. 3. — L'achat d'une bouteille pleine de gaz butane donne droit à la reprise d'une bouteille vide complète de même capacité sans qu'aucun supplément de prix ne puisse être perçu par le vendeur. Les bouteilles de 13 kilos de gaz sont consignées au prix de 3 000 F CFP, celles de 39 kilos et de 50 kilos au prix de 8 000 F CFP, sans majoration possible.

Art. 4. — Est puni des peines prévues pour les contraventions de la 5e classe, soit 178 997 F CFP par infraction, le fait :

- de vendre ou de proposer à la vente un litre de produit hydrocarbure à un prix supérieur au prix fixé pour ce produit à l'article 1er ci-dessus ;
- de vendre ou de proposer à la vente un kilogramme de gaz butane, quel que soit le conditionnement utilisé, à un prix supérieur à celui fixé à l'article 2 ci-dessus ;
- de pratiquer un prix pour la consigne d'une bouteille de gaz supérieur au prix fixé à l'article 3 ci-dessus ;
- de refuser, de reprendre ou de reprendre avec un supplément de prix, une bouteille de gaz vide complète de même capacité lors de la vente d'une bouteille de gaz pleine.

Art. 5. — Les infractions à l'article 4 du présent arrêté sont recherchées et constatées conformément aux dispositions de procédure pénale applicables en matière de commerce, de concurrence et de réglementation des prix.

Sont notamment habilités pour rechercher et constater ces infractions, les agents assermentés du service en charge du contrôle de la réglementation des prix.

Art. 6. — L'arrêté n° 190 CM du 18 février 2015 est abrogé.

Art. 7. — Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable à compter du 1er avril 2015 et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 mars 2015.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :  
*Le ministre de la relance économique,  
du tourisme et des transports  
aériens internationaux,  
de l'industrie, du commerce  
et des entreprises,*  
Jean-Christophe BOUISSOU.

**ARRETE n° 346 CM du 25 mars 2015 portant modification de l'arrêté n° 1550 CM du 12 octobre 2011 fixant les sigles attribués aux services administratifs et établissements publics de la Polynésie française.**

NOR : SGG1520122AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1550 CM du 12 octobre 2011 fixant les sigles attribués aux services administratifs et établissements publics de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 mars 2015,

Arrête :

Article 1er.— Les lignes 28 et 33 de l'annexe 1 de l'arrêté n° 1550 CM du 12 octobre 2011 susvisé sont modifiées comme suit :

"28 - Direction de la modernisation et des réformes de l'administration - DMRA - IGA"

"33 - Direction de la jeunesse et des sports - DJS - SJS"

Art. 2.— Le vice-président et tous les ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 mars 2015.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

*Le ministre de la relance économique,  
du tourisme et des transports  
aériens internationaux,  
de l'industrie, du commerce  
et des entreprises,*  
Jean-Christophe BOUISSOU.

*Le ministre du développement des activités  
du secteur primaire,*  
Frédéric RIVETA.

*Le ministre du travail  
et du dialogue social,  
de l'emploi, de la formation  
professionnelle, de la recherche  
et de la condition féminine,*  
Priscille Tea FROGIER.

*Le ministre du logement  
et de la rénovation urbaine,  
de la politique de la ville,  
des affaires foncières et du domaine,*  
Tearii ALPHA.

*Le ministre de l'éducation,  
de l'enseignement supérieur,  
de la promotion des langues,  
de la culture et de la communication,*  
Nicole SANQUER-FAREATA.

*Le ministre de la jeunesse  
et des sports,*  
René TEMEHARO.

*Le ministre de l'équipement,  
de l'aménagement et de l'urbanisme,  
des transports intérieurs  
et de l'environnement,*  
Albert SOLIA.

**ARRETE n° 347 CM du 25 mars 2015 portant sur les modalités d'application du régime de l'admission temporaire spéciale des marchandises en Polynésie française.**

NOR : DDI1402718AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code des douanes de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 25 mars 2015,

Arrête :

Article 1er.— Dans le cadre de l'admission temporaire spéciale définie aux articles 144 à 147 du code des douanes, l'absence d'équivalence ou de disponibilité en Polynésie française de machines, appareils et engins, devra être confirmée préalablement :

- soit par une attestation délivrée par le ministère technique concerné selon le type de marchandise importée ;
- soit par une attestation de l'importateur validée et contre-signée par ce même ministère technique concerné.

Art. 2.— Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 25 mars 2015.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

# ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

## PRESIDENCE

ARRETE n° 205 PR du 24 mars 2015 allouant aux élèves aide-soignant(e)s de l'IFPS "Mathilde-Frébault" une bourse de formation au titre de l'année scolaire 2015 (du 12 janvier au 18 décembre 2015).

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 678 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du vice-président du gouvernement de la Polynésie française, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités ;

Vu l'arrêté n° 2014-125 APF du 5 décembre 2014 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2015 ;

Vu l'arrêté n° 673 CM du 15 avril 2004 modifié portant organisation de la direction de la santé ;

Vu l'arrêté n° 1532 CM du 17 septembre 2009 modifié portant repositionnement de l'Institut de formation des professions de santé "Mathilde-Frébault" au sein du service de la direction de la santé ;

Vu l'arrêté n° 853 CM du 17 août 2006 modifié relatif aux bourses de formation versées dans le cadre de la formation des étudiants infirmiers, des sages-femmes et aides-soignants ;

Vu l'arrêté n° 666 VP du 28 janvier 2015 fixant le nombre de bourses des élèves aide-soignant(e)s de l'IFPS "Mathilde-Frébault" au titre de l'année scolaire 2015 (du 12 janvier au 18 décembre 2015) ;

Vu le courrier de Mlle Heinarii Tetuanui en date du 3 mars 2015,

Arrête :

Article 1er.— Du 12 janvier au 18 décembre 2015, une bourse de formation, d'un montant mensuel de 100 000 F CFP brut, soit 99 000 F CFP net, est allouée aux élèves aide-soignant(e)s de l'IFPS "Mathilde-Frébault", dont les noms sont mentionnés ci-après :

### Taux plein

- 1) Mlle Rosemary Casado ;
- 2) Mlle Mildriana Faaeva ;
- 3) Mlle Irène Faahipa ;
- 4) M. Raiarii Faatomo ;
- 5) Mme Poerava Gilkey épouse Faatiarau ;
- 6) M. Andrew Graffe ;
- 7) Mlle Poerava Hanere ;
- 8) Mlle Rose Ly Yen Fock ;
- 9) M. Heimana Manutahi ;
- 10) Mlle Eulalie Mare ;
- 11) Mlle Thérèse Pouira ;
- 12) Mlle Vaimeho Tehaavi ;
- 13) Mlle Irea Teheiuira ;
- 14) Mlle Wanda Tematahotoa ;
- 15) Mlle Temaehaga Tetua ;
- 16) Mlle Ramona Touaitahuata ;
- 17) Mme Mira Utia épouse Paoaafaite ;
- 18) Mlle Vaitiare Zillig.

Art. 2.— Renonce à sa demande de bourse l'élève aide-soignante dont le nom suit :

- Mlle Heinarii Tetuanui.

Art. 3.— La dépense correspondant à la période du 12 janvier 2015 au 18 décembre 2015 est imputable au budget local de la Polynésie française, centre de travail 80012-F, chapitre 967, sous-chapitre 96703, article 6513.

Art. 4.— Le vice-président, ministre du budget, des finances, de la fonction publique, des énergies, de la santé et des solidarités est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 mars 2015.  
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

## MINISTRE DE LA RELANCE ECONOMIQUE, DU TOURISME ET DES TRANSPORTS AERIENS INTERNATIONAUX, DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DES ENTREPRISES

DECISION n° 2854 MRE/DAE du 23 mars 2015 modifiant la décision n° 212 MRE/DAE du 8 janvier 2015 portant rejet des requêtes en extension des renouvellements des marques n° 94543251, n° 9454325 et n° 94543259.

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 201 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 11058 MRE du 16 décembre 2014 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension), et notamment son article 9 conférant un délai de 2 mois à la Polynésie française pour prendre sa décision d'extension ou de refus d'extension ;

Vu les demandes d'extension de renouvellement des marques n° 94543251, n° 94543252 et n° 94543259 publiées au BOPI 2014-47 du 21 novembre 2014 ;

Vu la décision n° 212 MRE/DAE du 8 janvier 2015 portant rejet des requêtes en extension des renouvellements des marques n° 94543251, n° 94543252 et n° 94543259,

Par ces motifs, décide :

Article 1er. — Dans le titre et l'intégralité du contenu de la décision n° 212 MRE/DAE du 8 janvier 2015, le numéro "9454325" est remplacé par le numéro "94543252".

Art. 2. — La présente décision sera notifiée à l'intéressé (e) et publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 mars 2015.  
Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur de la direction générale  
des affaires économiques,  
Hervé DUQUESNAY.

**ARRETE n° 2855 MRE/DAE du 23 mars 2015 portant reconnaissance de 73 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle.**

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1858 CM du 10 décembre 201 portant nomination de M. Hervé Duquesnay en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 11058 MRE du 16 décembre 2014 portant délégation de signature à M. Hervé Duquesnay, directeur du service dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 précisant les conditions de mise en œuvre du dispositif de reconnaissance,

Arrête :

Article 1er. — Les titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) au sens de la LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée susvisée, et listés en annexe au présent arrêté sont reconnus par la Polynésie française, où ils produisent strictement les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

Art. 2. — Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 mars 2015.  
Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur de la direction générale  
des affaires économiques,  
Hervé DUQUESNAY.

ANNEXE A L'ARRETE PORTANT RECONNAISSANCE DE 73 TITRES DE PROPRIETE INDUSTRIELLE DELIVRES PAR L'INPI				
Nom du titulaire/déposant du titre	Titre de propriété Industrielle	Numéro d'enregistrement par l'INPI	Date de dépôt de la demande auprès INPI	Numéro du BOPI
AMORA MAILLE SOCIETE INDUSTRIELLE	MARQUE	3355063	22/04/2005	2005-45
ARCHER DANIELS MIDLAND COMPANY	MARQUE	94544897	10/11/1994	2005-07
ARCHER DANIELS MIDLAND COMPANY	MARQUE	94544896	10/11/1994	2005-07
ART GRAND PRIX	MARQUE	3341254	15/02/2005	2005-31
CALVET, SAS	MARQUE	3132723	21/11/2001	2012-03
CALVET, SAS	MARQUE	3081365	07/02/2001	2011-06
CALVET, SAS	MARQUE	1898079	13/02/1990	2010-11
CALVET, SAS	MARQUE	1413899	16/06/1987	2008-09
CALVET, SAS	MARQUE	1335486	18/12/1985	2006-40
CALVET, SAS	MARQUE	3076346	12/01/2001	2011-06
CALVET, SAS	MARQUE	3074256	02/01/2001	2011-06
CALVET, SAS	MARQUE	1369603	05/09/1986	2007-20
CALVET, SAS	MARQUE	1330332	08/11/1985	2006-40
CALVET, SAS	MARQUE	1532440	23/05/1989	2009-27
CALVET, SAS	MARQUE	3193410	12/11/2002	2012-35
CALVET, SAS	MARQUE	1241387	21/07/1983	2013-33
CALVET, SAS	MARQUE	1241388	21/07/1983	2013-33
CALVET, SAS	MARQUE	1228859	01/03/1983	2013-20
CALVET, SAS	MARQUE	1321264	27/08/1985	2006-07
CALVET, SAS	MARQUE	1330331	08/11/1985	2006-40
CALVET, SAS	MARQUE	1698077	13/02/1990	2010-11
CALVET, SAS	MARQUE	1698078	13/02/1990	2010-11
CALVET, SAS	MARQUE	3193409	12/11/2002	2012-33
CALVET, SAS	MARQUE	1615537	14/09/1990	2010-42
CALVET, SAS	MARQUE	3132722	21/11/2001	2012-01
CALVET, SAS	MARQUE	1224357	13/01/1983	2013-04
CALVET, SAS	MARQUE	1638382	11/01/1991	2011-06
CALVET, SAS	MARQUE	1335487	18/12/1985	2006-40
CALVET, SAS	MARQUE	1484678	23/08/1988	2008-42
CALVET, SAS	MARQUE	1638383	11/01/1991	2011-06
CALVET, SAS	MARQUE	98746773	19/08/1998	2008-43
CALVET, SAS	MARQUE	3104395	07/06/2001	2011-29
CHARAL	MARQUE	3324915	12/11/2004	2005-17
CHARAL	MARQUE	1430142	05/11/1984	2005-02
CHARAL	MARQUE	1430141	05/11/1984	2005-02
CHARAL	MARQUE	1316219	05/11/1984	2005-02
CHARAL	MARQUE	1289747	15/11/1984	2005-02
CHARAL	MARQUE	1288696	05/11/1984	2005-02
CHARAL	MARQUE	1288694	05/11/1984	2005-02
CHATEAU D'ESCLANS DOMAINES SACHA LICHINE	MARQUE	95568845	24/04/1995	2005-28
CHATEAU D'ESCLANS DOMAINES SACHA LICHINE	MARQUE	95575803	14/06/1995	2005-43
CONSEIL NATIONAL DE L'ORDRE DES PHARMACIENS	MARQUE	3371009	19/07/2005	2005-51
ÉTABLISSEMENTS TOURAL S.A.	MARQUE	95561934	07/03/1995	2005-43
FIESTA	MARQUE	1302281	13/03/1985	2005-30
GARCIN-LEVÉQUE Hélène	MARQUE	3346827	15/03/2005	2005-33
HERTZ SYSTEM, INC	MARQUE	3339403	07/02/2005	2005-28
HERTZ SYSTEM, INC	MARQUE	3339404	07/02/2005	2005-28
HERTZ SYSTEM, INC	MARQUE	3339409	07/02/2005	2005-28
JP SAUER & SOHN GMBH GEGR	MARQUE	1305977	16/04/1985	2005-40
KNORR NÄHRMITTEL AKTIENGESELLSCHAFT	MARQUE	3334102	10/01/2005	2005-24
LABORATOIRES CARILENE	MARQUE	3374853	09/08/2005	2006-02
LAITA	MARQUE	3349184	25/03/2005	2005-34
L'INSTITUT NATIONAL DU CANCER	MARQUE	3331555	24/12/2004	2005-21
MAISON BOINAUD	MARQUE	95577991	28/06/1995	2006-09
MARTIN Jean Bernard	MARQUE	3336333	11/01/2005	2005-26
SACHA LICHINE	MARQUE	3366328	22/06/2005	2005-47
SACHA LICHINE	MARQUE	3348476	23/03/2005	2005-34
SACHA LICHINE	MARQUE	3374359	05/08/2005	2006-01
STARBUCKS CORPORATION	MARQUE	97660303	23/01/1997	2008-06
STARBUCKS CORPORATION	MARQUE	3245154	11/09/2003	2013-44
STARBUCKS CORPORATION	MARQUE	3245152	11/09/2003	2013-44
STARBUCKS CORPORATION	MARQUE	3245156	11/09/2003	2013-44
STARBUCKS CORPORATION	MARQUE	3759928	11/08/2010	2011-05
STARBUCKS CORPORATION	MARQUE	3825230	20/04/2011	2012-05
STARCK PHILIPPE	MARQUE	3299854	25/08/2004	2004-49
SUEZ ENVIRONNEMENT	MARQUE	3346717	14/03/2005	2005-33
TECHNICO CHIMIE AUTO	MARQUE	95572834	23/05/1995	2005-31
THYSSENKRUPP ELEVATOR MANUFACTURING FRANCE	MARQUE	94549991	20/12/1994	2005-08
UNILEVER N.V	MARQUE	1300128	22/02/1985	2006-49
VALEO	MARQUE	1296210	18/01/1985	2005-13
VECTEC	MARQUE	3346409	11/03/2005	2005-32
VIKIM DIFFUSION	MARQUE	3333570	06/01/2005	2005-23
VISA INTERNATIONAL SERVICE ASSOCIATION	MARQUE	95572189	18/05/1995	2005-18

**ARRETE n° 2861 MRE du 24 mars 2015 portant autorisation d'organiser une loterie au profit de l'association Tomite Taurua Oire No Papeari.**

Le ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, du tourisme et des transports aériens internationaux, de l'industrie, du commerce et des entreprises, porte-parole du gouvernement ;

Vu la délibération n° 99-164 APF du 30 septembre 1999 modifiée portant réglementation des loteries organisées dans un but social, culturel, scientifique, éducatif ou sportif ;

Vu la demande présentée par l'association Tomite Taurua Oire No Papeari reçue le 13 mars 2015 et complétée le 18 mars 2015,

Arrête :

Article 1er. — L'association Tomite Taurua Oire No Papeari, représentée par son président M. Tonyo Toomaru, dont le siège social est situé à la mairie annexe de Papeari, PK 53,300, côté montagne, tél. : 40 57 13 13, est autorisée à organiser une loterie au capital d'émission de 2 500 000 F CFP, composée de 25 000 billets à 100 F CFP l'un et dont le tirage aura lieu en une seule fois, le 27 juin 2015, à la salle omnisports Matairea, à Papeari, PK 53,200, côté montagne.

Art. 2. — Le bénéfice de cette autorisation ne peut être cédé aux tiers.

Art. 3. — Le produit de la loterie, sous réserve d'une déduction maximum de 5 % du capital d'émission consacré aux frais d'organisation, est intégralement et exclusivement affecté à couvrir les dépenses liées à la présentation du groupe de danse de l'association au Heiva 2015.

Art. 4. — La liste des lots est jointe en annexe au présent arrêté, pour les valeurs totales suivantes :

Total des lots achetés : 249 850 F CFP ;

Total des lots offerts : 0 F CFP ;

Total des lots (achetés et offerts) : 249 850 F CFP.

Art. 5. — Le quart du montant total des lots, soit la somme de 62 463 F CFP, doit être versé à la paierie de la Polynésie française avant toute impression de billets de loterie. Le solde, soit la somme de 187 387 F CFP, doit être versé à la paierie de la Polynésie française au plus tard 10 jours avant le tirage, soit le 17 juin 2015.

Art. 6. — Les billets sont numérotés de façon continue et conditionnés en carnets de dix billets. Chaque billet doit comporter :

- la dénomination de la personne morale organisatrice ;
- les adresses postale et géographique de la personne morale organisatrice ;
- le numéro téléphonique de la personne morale organisatrice ;
- le numéro et la date du présent arrêté ;
- la liste des premiers lots ;
- le prix du billet, le nombre de billets émis et le numéro du billet ;
- la date du tirage ;

- l'obligation, pour les vendeurs, de remettre ou de faire parvenir aux organisateurs de la loterie, 2 heures au moins avant le tirage, le produit de leur vente ainsi que les billets invendus ;
- l'obligation pour les gagnants, de retirer leurs lots dans le délai de 4 mois à compter de la publication des résultats du tirage (les lots non réclamés à l'expiration de ce délai seront acquis de plein droit à l'organisateur).

Art. 7. — Avant toute émission, le libellé des billets prévu à l'article 6 doit être approuvé par le directeur des affaires économiques. A cet effet, une épreuve d'imprimé lui est adressée avant l'impression définitive.

Le bon à tirer n'est délivré que sur présentation du reçu du payeur de la Polynésie française attestant que la somme de 62 463 F CFP a été versée.

La délivrance du bon à tirer ne permet plus de modifier le libellé des billets.

Aucun retrait de fonds ne peut être effectué avant le tirage.

Art. 8. — Les vendeurs de billets sont tenus de remettre ou de faire parvenir aux organisateurs de la loterie, deux heures au moins avant le tirage, le produit de leur vente ainsi que les billets invendus. Il leur est interdit de garder par-devers eux des billets qu'ils n'ont pas vendus, faute de quoi ils doivent les rembourser aux organisateurs.

En aucun cas, les organisateurs de la loterie ne peuvent se porter acquéreurs des billets invendus.

Art. 9. — Le tirage aura lieu en une seule fois à la date fixée par l'arrêté d'autorisation. Il sera effectué en public en présence d'un huissier chargé de constater la régularité des opérations prévues au présent arrêté.

Avant le tirage, l'huissier doit être en possession des billets invendus remis par les organisateurs.

Tout billet invendu, dont le numéro sort au tirage, est immédiatement annulé et il est procédé à un nouveau tirage jusqu'à ce que le sort ait favorisé le porteur d'un billet placé.

Tous les billets invendus sont remis à l'association Tomite Taurua Oire No Papeari, qui doit les garder pendant 1 an à partir de la date du tirage.

Art. 10. — Dans les 2 mois suivant la date du tirage, les résultats doivent obligatoirement être publiés par les organisateurs au *Journal officiel* de la Polynésie française et faire l'objet d'un communiqué dans la presse écrite.

Art. 11. — Le directeur des affaires économiques fait procéder à la mainlevée de la caution dès réception des pièces suivantes :

- le procès-verbal de tirage effectué sous contrôle d'huissier ;
- la liste des lots et les numéros gagnants correspondants ainsi que l'identité du bénéficiaire ;
- le compte-rendu financier de l'opération comprenant l'affectation des bénéfices ;
- l'extrait du *Journal officiel* de la Polynésie française contenant le communiqué des résultats du tirage.

Art. 12. — Si l'association Tomite Taurua Oire No Papeari, pour raison dûment motivée, présente une demande de report de date de tirage, celle-ci ne pourra être instruite que si l'obligation du dépôt du montant des lots prévue à l'article 5 du présent arrêté a été accomplie.

Art. 13. — En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, la présente dérogation est réputée caduque.

Art. 14. — Le présent arrêté sera notifié à l'association Tomite Taurua Oire No Papeari et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 mars 2015.  
Jean-Christophe BOUISSOU.

# **ANNEXE A L'ARRETE N° 2861 / MRE DU 4 MAR. 2015**

## **LISTE DES LOTS DE LA LOTERIE DE L'ASSOCIATION TOMITE TAURUA OIRE NO PAPEARI**

1 <sup>er</sup> lot	1 paddle 9'6 x 29 x 4, acheté	89 990 F CFP
2 <sup>ème</sup> lot	1 Xbox 360 Halo 4, acheté	36 990 F CFP
3 <sup>ème</sup> lot	1 camera Hero, achetée	19 990 F CFP
4 <sup>ème</sup> lot	1 tablette Archos, achetée	12 990 F CFP
5 <sup>ème</sup> lot	1 enceinte nomade, achetée	12 990 F CFP
6 <sup>ème</sup> lot	1 micro chaine, achetée	12 990 F CFP
7 <sup>ème</sup> lot	1 micro onde Galanz, acheté	9 990 F CFP
8 <sup>ème</sup> lot	1 autoradio Kenwood, acheté	9 990 F CFP
9 <sup>ème</sup> lot	1 New ipod shuffle, acheté	8 990 F CFP
10 <sup>ème</sup> lot	1 disque dur, acheté	7 990 F CFP
11 <sup>ème</sup> lot	1 lecteur MP 3 aqua, acheté	7 990 F CFP
12 <sup>ème</sup> lot	1 casque hp lenco, acheté	5 990 F CFP
13 <sup>ème</sup> lot	1 écouteur MP3, acheté	4 990 F CFP
14 <sup>ème</sup> lot	1 casque audio skull, acheté	4 990 F CFP
15 <sup>ème</sup> lot	1 radio réveil, acheté	2 990 F CFP

<b>Total des lots offerts</b>	<b>0 F CFP</b>
<b>Total des lots achetés</b>	<b>249 850 F CFP</b>
<b>Total des lots (offerts et achetés)</b>	<b>249 850 F CFP</b>

### **MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES DU SECTEUR PRIMAIRE**

**ARRETE n° 2860 MDA du 23 mars 2015 modifiant l'arrêté n° 4476 MAA du 5 juillet 2010 portant autorisation d'étendre un élevage à 20 000 poules pondeuses à Afaahiti, sur l'île de Tahiti (commune de Taïarapu-Est) par M. Jean-Pierre Sangue, mandataire de la SCA Heia Tau Arii.**

Le ministre du développement des activités du secteur primaire,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 680 PR du 17 septembre 2014 relatif aux attributions du ministre du développement des activités du secteur primaire ;

Vu la délibération n° 2000-40 APF du 30 mars 2000 réglementant la création ou l'extension d'élevage de poules pondeuses en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 739 CM du 29 mai 2000 fixant les règles de fonctionnement de la commission pour la création ou l'extension d'élevage de poules pondeuses ;

Vu la demande d'extension d'élevage de 30 000 poules pondeuses de la SCA Heia Tau Arii, représentée par M. Jean-Pierre Sangue, reçue le 4 février 2015 ;



Vu l'arrêté n° 4476 MAA du 5 juillet 2010 portant autorisation d'étendre un élevage à 20 000 poules pondeuses à Afaahiti, sur l'île de Tahiti (commune de Taiarapu-Est) par M. Jean-Pierre Sangue, mandataire de la SCA Heia Tau Arii ;

Vu la demande de création et/ou d'extension d'élevage de 30 000 poules pondeuses formulée par M. Jean-Pierre Sangue, mandataire de la SCA Heia Tau Arii, reçue le 4 février 2015 ;

Vu l'avis de la commission pour la création et l'extension des élevages de poules pondeuses du mardi 24 février 2015,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 4476 MAA du 5 juillet 2010 portant autorisation d'étendre un élevage à 20 000 poules pondeuses à Afaahiti, sur l'île de Tahiti (commune de Taiarapu-Est) par M. Jean-Pierre Sangue, mandataire de la SCA Heia Tau Arii, est ainsi modifié :

- 1° Dans l'intitulé, les mots : "d'étendre un élevage à 20 000" sont remplacés par : "d'exploiter un élevage de" ;
- 2° L'article 1er de l'arrêté est modifié comme suit : le nombre 20 000 est remplacé par le nombre 25 000.

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 mars 2015.  
Frédéric RIVETA.

**ARRETE n° 2872 MDA du 24 mars 2015 portant nomination des membres du comité d'orientation et d'évaluation de la politique agricole au titre de la profession agricole.**

Le ministre du développement des activités du secteur primaire,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 680 PR du 17 septembre 2014 relatif aux attributions du ministre du développement des activités du secteur primaire ;

Vu l'arrêté n° 130 CM du 2 février 2011 modifié portant création du comité d'orientation et d'évaluation de la politique agricole de la Polynésie française ;

Vu la lettre du 10 février 2015 du directeur de l'EPEFPA ;

Vu la lettre du 15 février 2015 de la présidente de la Chambre de l'agriculture et de la pêche lagonaire,

Arrête :

Article 1er. — Sont nommés en qualité de membres et de suppléants du Comité d'orientation et d'évaluation de la politique agricole (COEPA) de la Polynésie française au titre de la profession agricole, en application des dispositions de l'article 3 de l'arrêté du 2 février 2011 susvisé :

- M. Matahi Tom Sing Vien, représentant des étudiants ou des anciens étudiants de l'Etablissement public d'enseignement et de formation professionnels agricoles suivant ou ayant suivi une formation pour l'obtention d'un diplôme équivalent à Bac + 2 ou plus, et M. Teata Oito dit Capo, son suppléant ;
- M. Jerry Brothers, représentant de la filière culture maraîchère, et M. Aivanaa Utia, son suppléant ;
- M. Paul Yeung, représentant de la filière culture fruitière, et M. Abel Iorss, son suppléant ;
- Mme Elisabeth Ah-Scha, représentante de la filière culture vivrière, et M. Henri Tauraa, son suppléant ;
- M. Hans Rauscher, représentant de la filière horticulture, et Mme Patricia Hoata, sa suppléante ;
- M. Eric Coppenrath, représentant de la filière élevage, et M. Christian Yeou, son suppléant ;
- M. Noël Choune, représentant de la filière agriculture traditionnelle, biologique ou permaculture, et Mme Heia Teina, sa suppléante ;
- Mme Lidia Roopinia, représentante des groupements agréés des îles Sous-le-Vent, et M. Vincent Vahinetua, son suppléant ;
- Mme Yolande Viriamu, représentante des groupements agréés des îles Australes, et Mme Marceline Tanepau, sa suppléante ;
- Mme Elisabeth Ah-Scha, représentante des groupements agréés des îles Marquises, et M. Jean Gendron, son suppléant ;
- M. Jacques Raioha, représentant des groupements agréés des îles Tuamotu et Gambier, et M. Roland Laine, son suppléant ;
- le président du conseil d'administration de la SA Kai Hotu Rau, représentant de la société anonyme Kai Hotu Rau SA, et l'administrateur délégué le suppléant.

Art. 2. — La durée du mandat des membres du COEPA et de leur suppléant est de 3 ans à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 mars 2015.  
Frédéric RIVETA.

**ARRETE n° 2873 MDA du 24 mars 2015 portant agrément des établissements pour la vente ou l'application des pesticides.**

Le ministre du développement des activités du secteur primaire,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 680 PR du 17 septembre 2014 relatif aux attributions du ministre du développement des activités du secteur primaire ;

Vu la loi du pays n° 2011-19 du 19 juillet 2011 relative à l'importation, la commercialisation et l'utilisation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 16 février 2012 fixant la composition et le fonctionnement de la commission des pesticides ;

Vu l'arrêté n° 139 CM du 4 février 2013 fixant les prescriptions techniques des locaux et du matériel professionnels des établissements titulaires de l'agrément de vente ou d'application des pesticides ;

Vu l'arrêté n° 2914 MAE du 23 avril 2012 portant agrément des établissements pour la vente ou l'application des pesticides ;

Vu l'arrêté n° 9579 MAA du 19 novembre 2013 portant agrément d'établissements pour la vente ou l'application des pesticides ;

Vu l'avis de la commission des pesticides en sa séance du 12 février 2015,

Arrête :

Article 1er.— Les établissements listés ci-après sont titulaires de l'agrément de vente des pesticides. Ils sont autorisés à importer et à commercialiser des pesticides de toutes catégories dans le respect de la loi du pays n° 2011-19.

Etablissement	N° TAHITI	Lieu géographique	Responsable
Cultiland Arue	A81 072	PK 4,900, côté montagne, Arue (Tahiti)	Valérie Tsau Tsen
Green Zone	631 325	Immeuble Chonel, Taravao (Raïatea)	Jonathan Michel
Jardine Land	891 879	Taravao centre (Tahiti)	Denis Tenant

L'agrément de vente est valable cinq ans à compter de la parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française. Il est renouvelable sur demande de son titulaire.

Art. 2.— Les informations concernant l'établissement Kilimoana Services de l'article 1er de l'arrêté n° 9579 MAA du 19 novembre 2013 sont modifiées comme suit :

Etablissement	N° TAHITI	Lieu géographique	Responsable
Kilimoana Services	686 584	Zone industrielle de la Punaruu, lotissement Sage, Punaauia (Tahiti)	Jean-Hubert Laughlin

Art. 3.— Les informations concernant l'établissement Killing Insectes de l'article 3 de l'arrêté n° 2914 MAE du 23 avril 2012 sont modifiées comme suit :

Etablissement	N° TAHITI	Lieu géographique	Responsable
Killing Insects	612 721	PK 12,500, côté montagne, Punaauia (Tahiti)	Stéphane Perchaud

Art. 4.— Le directeur de la santé et le chef du service du développement rural sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 mars 2015.

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du développement  
des activités du secteur primaire,*  
Frédéric RIVETA.

**ARRETE n° 2874 MDA du 24 mars 2015 portant certification des personnes pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel.**

Le ministre du développement des activités du secteur primaire,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 680 PR du 17 septembre 2014 relatif aux attributions du ministre du développement des activités du secteur primaire ;

Vu la loi du pays n° 2011-19 du 19 juillet 2011 relative à l'importation, la commercialisation et l'utilisation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 241 CM du 16 février 2012 fixant la composition et le fonctionnement de la commission des pesticides ;

Vu l'arrêté n° 766 CM du 20 juin 2012 fixant les conditions de délivrance du certificat d'aptitude à la commercialisation ou à la manipulation des pesticides en Polynésie française ;

Vu l'avis de la commission des pesticides en sa séance du 12 février 2015 ;

Vu les procès-verbaux des examens des 22 juillet 2014, 25 novembre 2014 et 9 décembre 2014,

Arrête :

Article 1er.— Les personnes dont les noms suivent sont certifiées pour la commercialisation et la manipulation des pesticides à titre professionnel :

Au titre de la délivrance du certificat à l'issue de la réussite à l'examen :

*Examen du 22 juillet 2014* : Tihoti Graffe ; Josua Hiro ; Ilona Taurra ; Denis Tenant.

*Examen du 25 novembre 2014* : Vanina Faua ; Jacky Heimanu Mataitai ; Mearii Paheo ; Delphine Teraituri épouse Richmond ; Vaite Tetavahi ; Kevin Tupuai-Tearia.

*Examen du 9 décembre 2014* : Linda Chung Sao ; Wilfried Chung Sao ; Tiaitau Domingo ; Hina Guillain ; Stéphane Perchaud ; Ignace Peterano ; Sterio Rari ; Ariirau Rattissamy ; Eric Taata ; Kalani Teixeira ; Laury Tournant ; Ken Turi.

Au titre de la délivrance du certificat à l'issue de la validation des acquis de l'expérience professionnelle : Yoann Moussu.

Art. 2.— Le certificat est valable cinq ans à compter de la parution du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française. Il est renouvelable sur demande de son titulaire.

Art. 3.— Le directeur de la santé et le chef du service du développement rural sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 mars 2015.

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du développement  
des activités du secteur primaire,*  
Frédéric RIVETA.

**MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT,  
DE L'AMÉNAGEMENT ET DE L'URBANISME,  
DES TRANSPORTS INTÉRIEURS  
ET DE L'ENVIRONNEMENT**

**ARRETE n° 2879 MET du 24 mars 2015 autorisant le navire Cobia II à desservir certains atolls des Tuamotu afin d'effectuer des transports scolaires en mars et avril 2015.**

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement ;

Vu la délibération n° 77-47 AT du 15 mars 1977 modifiée portant création en Polynésie française de la licence d'armateur et fixant certains principes d'organisation des liaisons maritimes interinsulaires ;

Vu l'arrêté n° 58 MDA du 26 juillet 2007 modifié portant octroi d'une licence d'armateur à la SNC Degage et Cie pour l'exploitation du navire Cobia II sur la desserte des Tuamotu du Centre et Ouest ;

Vu la demande de la SNC Degage et Cie réceptionnée le 17 mars 2015,

Arrête :

Article 1er. — A titre exceptionnel et par dérogation à l'article 3 de l'arrêté n° 58 MDA du 26 juillet 2007 modifié susvisé, le navire Cobia II est autorisé à desservir en mars et avril 2015 les îles de Rangiroa, Makatea, Taenga, Nihiru et Raraka au titre du transport scolaire, en remplacement du navire Aremiti 1.

Art. 2. — Cette autorisation exclut toute autre opération commerciale, sans lien direct avec l'objet du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 mars 2015.  
Albert SOLIA.

**ARRETE n° 2880 MET du 24 mars 2015 autorisant le navire Aremiti 1 à desservir certaines îles des Marquises afin d'effectuer des transports scolaires en mars et avril 2015.**

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement ;

Vu la délibération n° 77-47 AT du 15 mars 1977 modifiée portant création en Polynésie française de la licence d'armateur et fixant certains principes d'organisation des liaisons maritimes interinsulaires ;

Vu la demande de la SNC Degage et Cie réceptionnée le 17 mars 2015,

Arrête :

Article 1er. — Le navire Aremiti 1, exploité par la SNC Degage et Cie, est autorisé à desservir les îles de Hiva Oa, Fatu Hiva et Tahuata afin d'y effectuer des transports scolaires en mars et avril 2015

Art. 2. — Cette autorisation exclut toute autre opération commerciale, sans lien direct avec l'objet du présent arrêté.

Art. 3. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 mars 2015.  
Albert SOLIA.

**ARRETE n° 2882 MET du 24 mars 2015 portant autorisation d'extraction de matériaux dans le cadre du curage du domaine public fluvial, en faveur de l'Entreprise Léon Vernaudo.**

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement ;

Vu la délibération n° 88-142 AT du 13 octobre 1988 modifiée portant création du service dénommé "direction de l'équipement" ;

Vu la délibération n° 68-136 du 12 décembre 1968 modifiée portant réglementation de l'extraction de sable, des roches et des cailloux dans les rivières, cours d'eau et sur les bords de mer ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu les avis de la commune de Mahina et de la subdivision territoriale de Tahiti de la direction de l'équipement ;

Vu la demande en date du 23 janvier 2015, reçue au GEGDP le 23 janvier 2014, formulée par l'Entreprise Léon Vernaudoon,

Arrête :

Article 1er.— La présente autorisation d'extraction de matériaux est délivrée sous les conditions suivantes :

1. L'Entreprise Léon Vernaudoon, BP 140597, 98701 Arue, désignée ci-après le bénéficiaire, est autorisée à extraire mille mètres cubes (1 000 m<sup>3</sup>) de tout-venant, à l'exclusion des gros éléments de Ø > 300 millimètres, dans une zone située à 2,100 kilomètres en amont de la RC et s'étendant sur 50 mètres, dans la rivière Tuauru, commune de Mahina, île de Tahiti.
2. Les matériaux sont destinés à la vente.
3. Les matériaux seront extraits à l'aide de pelle mécanique (drague), de brise-roche et transportés par des camions de l'entreprise.
4. L'extraction et l'enlèvement des matériaux ne pourront s'effectuer que pendant le jour, du lever au coucher du soleil, et uniquement les jours non fériés et non chômés, du lundi au jeudi de 7 heures à 15 heures, et le vendredi de 7 heures à 14 heures.
5. Le bénéficiaire s'interdit toute extraction en dehors des limites mentionnées au plan n° 2015-250-101 DEQ /GEGDP ci-annexé. Les travaux d'extraction se feront sur une profondeur variant de 0,50 mètre à 1 mètre, selon les prescriptions des contrôleurs de la direction de l'équipement.
6. Le bénéficiaire s'engage à prendre toutes les précautions utiles pour la protection de l'environnement, à savoir :
  - a) manœuvres adéquates afin de limiter la mise en suspension des fines ;
  - b) mise en place d'un cribleur sur le site d'extraction ou aux abords immédiats ;
  - c) montage d'un cordon de protection à l'avancement des travaux de curage réalisé en moellons Ø > 300 millimètres et gros blocs trouvés sur place, destiné à renforcer les berges de la rivière et protéger les propriétés riveraines.
7. Le bénéficiaire devra, suivant les indications de la direction de l'équipement, maintenir la libre circulation aux abords du lieu d'extraction. Il devra de plus faire son affaire personnelle des éventuelles autorisations de passage en terrain privé pour accéder au site d'extraction.
8. Avant de commencer à extraire, le bénéficiaire fera approuver sur place le piquetage de la zone d'extraction autorisée ainsi que le relevé de l'état des lieux permettant de calculer le volume des matériaux à extraire. Le chantier devra être signalé par un panneau indiquant le numéro et la date de l'autorisation

d'extraction, la quantité de matériaux à extraire et la date d'expiration de l'autorisation d'extraction. Les instructions qui seront données au bénéficiaire ultérieurement par la direction de l'équipement devront être scrupuleusement et impérativement suivies.

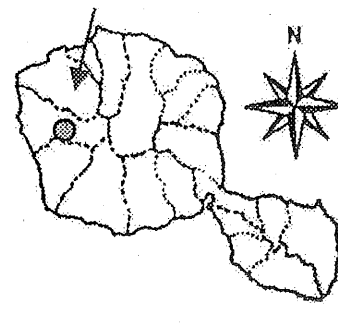
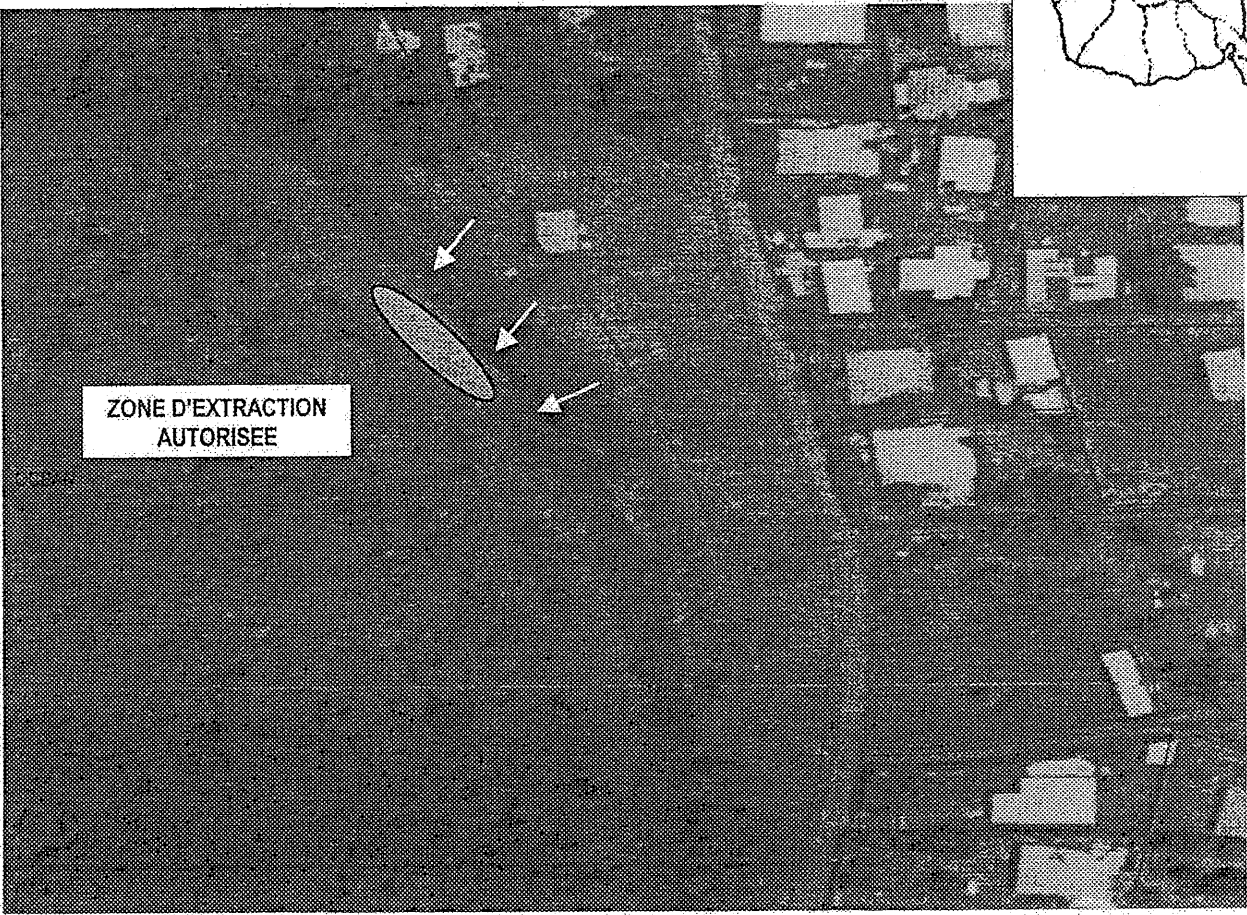
9. Le bénéficiaire est tenu de produire un état à jour des quantités journalières des matériaux extraits et de le présenter à toute réquisition des agents assermentés de la direction de l'équipement, pour visa.
10. A l'expiration du délai d'exécution, il sera établi par la direction de l'équipement un procès-verbal de conformité sur lequel sera porté le volume des matériaux extraits réellement, permettant de calculer le solde de la redevance d'extraction des matériaux à la caisse de la direction des affaires foncières, division recette et conservation des hypothèques.
11. Le bénéficiaire versera à titre d'acompte à la caisse de la direction des affaires foncières, division recette et conservation des hypothèques, la première fraction de la redevance correspondant à la moitié du cubage autorisé, soit la somme de *deux cent mille francs CFP* (soit 1 000 m<sup>3</sup> : 2 = 500 m<sup>3</sup> à 400 F CFP/m<sup>3</sup> = 200 000 F CFP).  
Le bénéficiaire fournira à la direction de l'équipement une copie du récépissé attestant le paiement de la redevance avant notification de l'autorisation. Cette autorisation ne sera valable qu'accompagnée de ce récépissé.  
La seconde fraction de la redevance sera acquittée en fonction de la quantité réellement retirée, déduction faite de la première fraction, après achèvement des travaux avec présentation du récépissé de paiement à la direction de l'équipement.
12. Sous peine de retrait de l'autorisation et des poursuites judiciaires dont le bénéficiaire pourrait faire l'objet, le bénéficiaire, son représentant sur les lieux et les conducteurs de camions devront, sur le site d'extraction, être constamment porteurs de l'autorisation et de l'état des quantités extraites journalièrement et les présenter à toute réquisition des agents de la force publique et des agents assermentés de la direction de l'équipement.
13. La présente autorisation n'est accordée qu'à titre précaire. Elle est révocable sans indemnité à la première réquisition de la direction de l'équipement. Le non-respect des engagements pris par le bénéficiaire et des prescriptions des contrôleurs de la direction de l'équipement, entraînera notamment la résiliation immédiate de l'autorisation.

Art. 2.— L'autorisation est valable à compter de la date de notification du présent arrêté pour une durée de deux (2) mois. Cette autorisation sera périmée de plein droit :

- à l'expiration du délai ci-dessus ;
- dans le cas où l'arrêté n'a pas été notifié trois (3) mois après la date de sa délivrance du fait de la non-présentation du bénéficiaire auprès de la direction de l'équipement.

Art. 3.— Le directeur de l'équipement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 mars 2015.  
Albert SOLIA.

<b>DIRECTION DE L'EQUIPEMENT</b> Groupement d'Etudes et de Gestion du Domaine Public Tel. 48 54 74 – Fax 48 54 69 <a href="http://www.equipement.gov.pf">http://www.equipement.gov.pf</a>	<b>SITE D'EXTRACTION</b>		
<b>ILE DE TAHITI</b>			
<b>COMMUNE DE MAHINA</b>			
<b>LIEU :</b> <i>RIVIERE TUAURU DANS UNE ZONE SITUÉE A 2,100 KM EN AMONT DU PONT DE LA RC ET S'ÉTENDANT SUR 50 M SISE A MAHINA PK 10,5</i>			
<b>QUANTITÉ :</b> <i>1.000 M<sup>3</sup> DE TOUT-VENANT</i>			
<b>DEMANDE DE :</b> <i>Entreprise Léon VERNAUDON</i> <b>EN DATE DU :</b> 23/01/2015			
<b>PLAN N°</b> <i>2014-250-101 DEQ/GEGDP</i> <b>DRESSE LE 21/07/2014</b>			
<b>DOSSIER N° 2015-147</b>			

**ARRETE n° 2883 MET du 24 mars 2015 portant autorisation d'extraction de matériaux dans le cadre du curage du domaine public fluvial, en faveur de l'Entreprise Tuterautua.**

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifiée portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 88-142 AT du 13 octobre 1988 modifiée portant création du service dénommé "direction de l'équipement" ;

Vu la délibération n° 68-136 du 12 décembre 1968 modifiée portant réglementation de l'extraction de sable, des roches et des cailloux dans les rivières, cours d'eau et sur les bords de mer ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu les avis de la commune de Taiarapu-Est, de la commune associée de Faaone et de la subdivision territoriale de Tahiti de la direction de l'équipement ;

Vu la demande en date du 11 septembre 2014, reçue au GEGDP le 24 septembre 2014, présentée par M. Bruno Vaitu, gérant de l'Entreprise Tuterautua,

Arrête :

Article 1er. — La présente autorisation d'extraction de matériaux est délivrée sous les conditions suivantes :

1. L'Entreprise Tuterautua, BP 8614 Afaahiti, 98719 Taravao, désignée ci-après le bénéficiaire, est autorisée à extraire mille mètres cubes (1 000 m<sup>3</sup>) de tout-venant, à l'exclusion des gros éléments de Ø > 300 millimètres, dans le cadre du curage de la rivière Vaiha, dans une zone située à 950 mètres en amont du pont de la RC et s'étendant sur 2,4 kilomètres vers l'amont, sise à Faaone, PK 44, commune de Taiarapu-Est, île de Tahiti.
2. Les matériaux sont destinés à la vente (concassage et construction).
3. Les matériaux seront extraits à l'aide de pelles mécaniques et transportés par les camions de l'entreprise et de location.
4. L'extraction et l'enlèvement des matériaux ne pourront s'effectuer que pendant le jour, et uniquement les jours non fériés et non chômés, du lundi à jeudi, de 7 heures à 15 heures, et le vendredi, de 7 heures à 14 heures.
5. Le bénéficiaire s'interdit toute extraction en dehors des limites mentionnées au plan n° 2015-472-104 DEQ/GEGDP ci-annexé. Les travaux d'extraction se feront sur une profondeur variant de 0,50 mètre à 1 mètre, selon les prescriptions des contrôleurs de la direction de l'équipement.
6. Le bénéficiaire s'engage à prendre toutes les précautions utiles pour la protection de l'environnement, à savoir :
  - manœuvres adéquates afin de limiter la mise en suspension des fines ;
  - mise en place d'un cribleur sur le site d'extraction ou aux abords immédiats ;

- montage d'un cordon de protection à l'avancement des travaux de curage réalisé en moellons Ø > 300 mm et gros blocs trouvés sur place, destiné à renforcer les berges de la rivière et protéger les propriétés riveraines.
7. Le bénéficiaire devra, suivant les indications de la direction de l'équipement, maintenir la libre circulation aux abords du lieu d'extraction. Il devra de plus faire son affaire personnelle des éventuelles autorisations de passage en terrain privé pour accéder au site d'extraction.
  8. Avant de commencer à extraire, le bénéficiaire fera approuver sur place le piquetage de la zone d'extraction autorisée ainsi que le relevé de l'état des lieux permettant de calculer le volume des matériaux à extraire. Le chantier devra être signalé par un panneau indiquant le numéro et la date de l'autorisation d'extraction, la quantité de matériaux à extraire et la date d'expiration de l'autorisation d'extraction. Les instructions qui seront données au bénéficiaire ultérieurement par la direction de l'équipement devront être scrupuleusement et impérativement suivies.
  9. Le bénéficiaire est tenu de produire un état à jour des quantités journalières des matériaux extraits et de le présenter à toute réquisition des agents assermentés de la direction de l'équipement, pour visa.
  10. A l'expiration du délai d'exécution, il sera établi par la direction de l'équipement un procès-verbal de conformité sur lequel sera porté le volume des matériaux extraits réellement, permettant de calculer le solde de la redevance d'extraction des matériaux à la caisse de la direction des affaires foncières, division recette et conservation des hypothèques.
  11. Le bénéficiaire versera à titre d'acompte à la caisse de la direction des affaires foncières, division recette et conservation des hypothèques, la première fraction de la redevance correspondant à la moitié du cubage autorisé, soit la somme de *deux cent mille francs CFP* (soit 1 000 m<sup>3</sup> : 2 = 500 m<sup>3</sup> à 400 F CFP/m<sup>3</sup> = 200 000 F CFP).  
Le bénéficiaire fournira à la direction de l'équipement une copie du récépissé attestant le paiement de la redevance avant notification de l'autorisation. Cette autorisation ne sera valable qu'accompagnée de ce récépissé.  
La seconde fraction de la redevance sera acquittée en fonction de la quantité réellement retirée, déduction faite de la première fraction, après achèvement des travaux avec présentation du récépissé de paiement à la direction de l'équipement.
  12. Sous peine de retrait de l'autorisation et des poursuites judiciaires dont le bénéficiaire pourrait faire l'objet, le bénéficiaire, son représentant sur les lieux et les conducteurs de camions devront, sur le site d'extraction, être constamment porteurs de l'autorisation et de l'état des quantités extraites journalièrement et les présenter à toute réquisition des agents de la force publique et des agents assermentés de la direction de l'équipement.
  13. La présente autorisation n'est accordée qu'à titre précaire. Elle est révocable sans indemnité à la première réquisition de la direction de l'équipement. Le non-respect des engagements pris par le bénéficiaire et des prescriptions des contrôleurs de la direction de l'équipement, entraînera notamment la résiliation immédiate de l'autorisation.

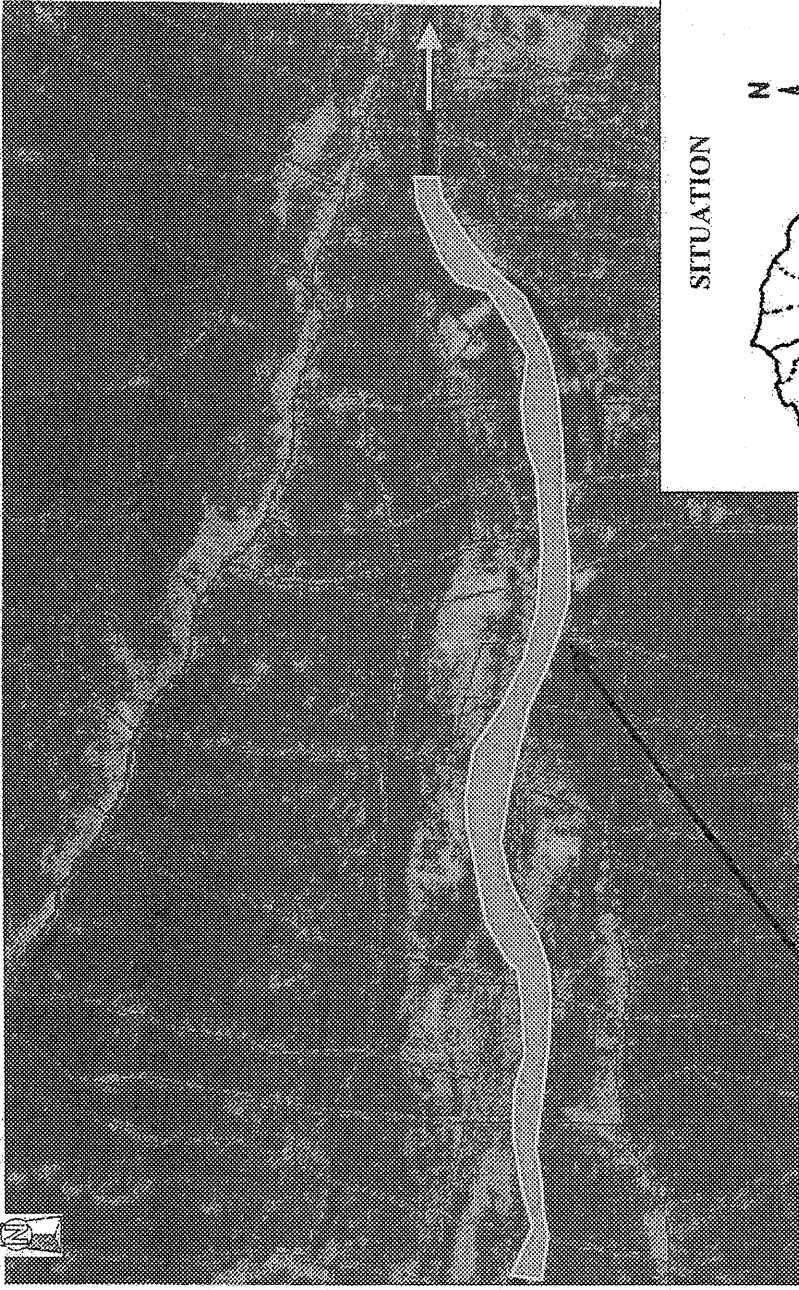
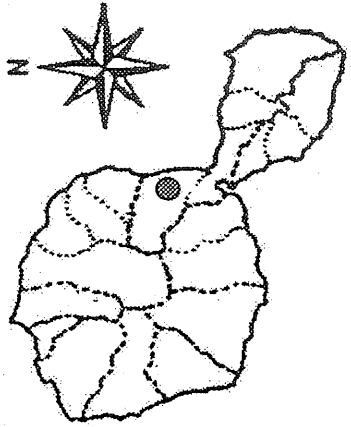
Art. 2. — L'autorisation est valable à compter de la date de notification du présent arrêté pour une durée de deux (2) mois. Cette autorisation sera périmée de plein droit :

- à l'expiration du délai ci-dessus ;
- dans le cas où l'arrêté n'a pas été notifié trois (3) mois après la date de sa délivrance du fait de la non-présentation du bénéficiaire auprès de la direction de l'équipement.



Art. 3.— Le directeur de l'équipement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 mars 2015.  
Albert SOLIA.

<p><b>DIRECTION DE L'EQUIPEMENT</b> Groupement d'Etudes et de Gestion du Domaine Public Tel. 48 54 75 - Fax 48 54 69 <a href="http://www.equipement.govt.pf">http://www.equipement.govt.pf</a></p>	<p><b>ILE DE TAHITI</b></p>	<p><b>COMMUNE DE TAIARAPU EST</b> (Section FAAONE)</p>	<p><b>LIEU :</b> RIVIERE VAIHA PK 44 A 950 M EN AMONT DU PONT DE LA RC ET S'ÉTENDANT SUR 2,4 KM VERS L'AMONT</p>	<p><b>QUANTITÉ :</b> 1.000 M<sup>3</sup> DE TOUT-VENANT</p>	<p><b>DEMANDE DE :</b> ENTREPRISE TUTERAUTUA <b>EN DATE DU :</b> 11/09/2014</p>	<p><b>PLAN N° :</b> 2015-472-104 /DEQ/GE GDP <b>DRESSÉ LE :</b> 02/01/2015</p>	<p><b>DOSSIER N° : 2015-105</b></p>
<div style="display: flex; justify-content: space-between; align-items: flex-start;"> <div style="writing-mode: vertical-rl; transform: rotate(180deg); border: 1px solid black; padding: 5px; margin-top: 10px;"> <b>ZONE D'EXTRACTION</b> </div> <div style="text-align: center;">  </div> <div style="text-align: center;"> <p><b>SITUATION</b></p>  </div> </div> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin-top: 10px; text-align: center;"> <p>Zone d'extraction autorisée L'attribution et l'implantation des zones se feront en fonction du gisement présent sur site, après notification de l'arrêté</p> </div>							

**ARRETE n° 2884 MET du 24 mars 2015 abrogeant les dispositions de l'arrêté n° 484 MET du 20 janvier 2015 portant nomination de M. Yannick Terai, capitaine de 16e catégorie, en qualité de chef de la flottille administrative par intérim de la direction de l'équipement.**

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement ;

Vu la délibération n° 88 AT du 13 octobre 1988 modifiée et complétée portant création du service dénommé "direction de l'équipement" ;

Vu l'arrêté n° 69 CM du 17 janvier 1992 modifié et complété portant organisation interne du service dénommé "direction de l'équipement" ;

Vu l'arrêté n° 8751 MET du 26 septembre 2014 portant délégation de signature à M. Jean-Paul Le Caill, directeur de l'équipement, des pièces relatives aux marchés publics ;

Vu l'arrêté n° 8752 MET du 26 septembre 2014 portant délégation de signature à M. Jean-Paul Le Caill, directeur de l'équipement ;

Vu l'arrêté n° 851 MET du 29 janvier 2014 portant nomination de M. Frédéric Lejeune, capitaine de 16e catégorie, en qualité de chef de la flottille administrative de la direction de l'équipement ;

Vu l'arrêté n° 2119 MET du 7 mars 2014 portant nomination de M. Yannick Terai, capitaine de 16e catégorie, en qualité d'adjoint au chef de la flottille administration de la direction de l'équipement ;

Vu le certificat administratif n° 102 DEQ/FA/pel du 2 mars 2015 constatant la reprise de fonctions de M. Frédéric Lejeune le 1er mars 2015,

Arrête :

Article 1er. — Les dispositions de l'arrêté n° 484 MET du 20 janvier 2015 portant nomination de M. Yannick Terai, capitaine de 16e catégorie, en qualité de chef de la flottille administrative par intérim de la direction de l'équipement à compter du 19 janvier 2015, en remplacement de M. Frédéric Lejeune, titulaire d'un congé de maladie, sont abrogées à compter du 1er mars 2015.

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié à MM. Yannick Terai et Frédéric Lejeune et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 mars 2015.  
Albert SOLIA.

**ARRETE n 2890 MET du 24 mars 2015 portant approbation du dossier relatif aux 34 lots n° 601, n° 609 à n° 612, n° 630 à n° 636, n° 638 à n° 640, n° 648, n° 654, n° 655 et n° 681 à n° 696 du lotissement Miri 6, 8e phase, sis à Punaauia.**

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961 relatif aux lotissements ;

Vu l'arrêté n° 1933 CM du 18 décembre 2014 portant nomination de M. Bernard Amigues en qualité de chef du service de l'urbanisme par intérim ;

Vu l'arrêté n° 186 MET du 7 janvier 2015 portant délégation de signature à M. Bernard Amigues, chef de service de l'urbanisme par intérim, et à certains de ses agents ;

Vu l'arrêté n° 187 MET du 7 janvier 2015 portant délégation de signature à M. Bernard Amigues, chef de service de l'urbanisme par intérim, en matière de travaux immobiliers ;

Vu la délibération n° 79-50 du 5 avril 1979 et l'arrêté n° 1763 OPT du 16 septembre 1980 modifié relatifs à la mise en place d'installations de télécommunications dans les immeubles et les lotissements ;

Vu l'arrêté n° 9891 MAA du 29 décembre 2011 autorisant le permis de lotir redemandé par M. Thierry Barbion pour le compte des SNC Delano 4, 6 et 7 concernant la réalisation des travaux du lotissement Miri 6 de 199 lots sur les parcelles cadastrées section CD n° 16 et n° 14 (partie) sises à Punaauia ;

Vu la demande en date du 11 février 2015 présentée par M. Thierry Barbion pour le compte des SNC Delano 4, 6 et 7 concernant la délivrance du certificat de conformité des 34 lots n° 601, n° 609 à n° 612, n° 630 à n° 636, n° 638 à n° 640, n° 648, n° 654, n° 655 et n° 681 à n° 696 du lotissement Miri 6, 8e phase, sis à Punaauia ;

Vu les procès-verbaux de réception des ouvrages de desserte en eau potable et des poteaux d'incendie en date du 6 février 2015 cosignés par le représentant de la commune, des sapeurs-pompiers et de la Polynésienne des eaux ;

Vu les réceptions des infrastructures de télécommunications (génie civil) en dates des 11 février et 10 mars 2015 ;



Vu le rapport final de conformité n° A61-LB-15 établi par apiGEO concernant la validation des déblais et remblais des zones situées dans la phase 8 du lotissement Miri 6 ;

Vu le sixième additif au cahier des charges du lotissement Miri 6, déposé le 9 mars 2015 au service de l'urbanisme ;

Vu l'avis de la direction de la santé en date du 20 mars 2015 ;

Vu l'avis du chef de service de l'urbanisme par intérim en date du 23 mars 2015,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvé le dossier du lotissement Miri 6, 8e phase relatif aux 34 lots n° 601, n° 609 à n° 612, n° 630 à n° 636, n° 638 à n° 640, n° 648, n° 654, n° 655 et n° 681 à n° 696, sis à Punaauia, enregistré au service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction) en date du 9 mars 2015 sous le n° IDV-2015-115 et L/2011-11 et composé comme suit :

- plan de bornage 15 lots n° 601, n° 609 à n° 612 et n° 681 à n° 690 (planche 1) ;
- plan de bornage 19 lots n° 630 à n° 636, n° 638 à n° 640, n° 648, n° 654, n° 655 et n° 691 à n° 696 (planche 2) ;
- plan tous réseaux 15 lots n° 601, n° 609 à n° 612 et n° 681 à n° 690 (planche 1) ;
- plan tous réseaux 19 lots n° 630 à n° 636, n° 638 à n° 640, n° 648, n° 654, n° 655 et n° 691 à n° 696 (planche 2).

Art. 2. — Le présent arrêté et le dossier correspondant sont mis à la disposition du public, conformément aux dispositions de l'article D. 141-22 du code de l'aménagement de la Polynésie française, aux secrétariats :

- de la mairie de Punaauia ;
- du service de l'urbanisme (section urbanisme opérationnel et construction).

Art. 3. — Le chef de service de l'urbanisme est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 mars 2015.  
Albert SOLIA.

**ARRETE n° 2891 MET du 24 mars 2015 portant délégation de signature à M. Bernard Amigues, chef de service de l'urbanisme par intérim, et à certains de ses agents.**

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SGG du 12 septembre 2014 portant proclamation du président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 677 PR du 16 septembre 2014 constatant la qualité d'ordonnateur du vice-président gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 portant délégation de pouvoirs de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 88-18 AT du 11 février 1988 modifiée portant création du service de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté n° 347 CM du 6 avril 1988 portant organisation du service de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté n° 639 CM du 29 juin 1988 créant une subdivision du service de l'urbanisme aux îles marquises ;

Vu l'arrêté n° 640 CM du 29 juin 1988 relatif à la subdivision du service de l'urbanisme aux îles Sous-le-Vent ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu l'arrêté n° 1933 CM du 18 décembre 2014 portant nomination de M. Bernard Amigues en qualité de chef du service de l'urbanisme par intérim ;

Vu la note de service n° 620 MET/AU.D du 3 mars 2015 portant nomination de Mme Laurence Casimir en qualité d'adjointe au chef de service de l'urbanisme par intérim,

Arrête :

Article 1er. — M. Bernard Amigues, chef du service de l'urbanisme par intérim, est habilité à signer pour le ministre et par délégation, dans la limite de ses attributions, les actes et correspondances définis aux paragraphes 1.1, 1.2, 1.3, 1.4, 1.5, 1.6, 2.1 et 2.2 de la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984.

Art. 2. — En particulier, M. Bernard Amigues est habilité à signer les actes et correspondances suivants :

*1° En matière de gestion du personnel :*

- 1.1 Les ordres de déplacement n'excédant pas 6 (six) jours à l'intérieur du pays ainsi que les réquisitions de passage et de bagages correspondantes ;
- 1.2 Les certificats administratifs, de travail et attestations de salaire ou autres prévus par la réglementation sociale ;
- 1.3 La notation définitive et l'avancement des agents placés sous son autorité ;
- 1.4 Les sanctions disciplinaires jusqu'au blâme inclus ;
- 1.5 Les autorisations spéciales d'absence pour événements familiaux prévues par la réglementation ;
- 1.6 Les congés annuels, congés de maternité, congés de maladie et les autorisations d'absence ;
- 1.7 Les conventions de stage et conventions d'engagement de volontaire au développement.

*2° En matière de gestion de crédits :*

- 2.1 Les engagements dans la limite d'un plafond de 2 000 000 F CFP sur le budget de fonctionnement et de 4 000 000 F CFP sur le budget d'investissement ;

- 2.2 Les certifications du service fait et liquidation des dépenses et des recettes imputables au budget local ;
- 2.3 Les conventions, avenants, actes et correspondances relatifs aux prestations de service ou de location de matériels nécessaires à l'exercice des missions dévolues au service.

*3° En matière de réglementation relative à l'urbanisme et à la construction et pour les procédures correspondantes :*

- 3.1 Les renseignements et explications nécessaires aux administrés ;
- 3.2 Les avis, explications et notifications établis dans le contexte du contentieux de l'urbanisme ;
- 3.3 Les avis, explications et notifications établis dans le contexte du constat des infractions.

*4° En matière d'instruction de dossiers de demande d'autorisation :*

- 4.1 Les transmissions et communications pour avis des dossiers dont l'instruction lui est confiée, à tous services ou organismes concernés par la demande et dont la consultation est prévue par les textes ;
- 4.2 L'établissement des avis incombant au service de l'urbanisme dans le cadre des procédures de consultation dont la responsabilité est confiée à d'autres services.

*5° En matière d'aménagement et de plans de prévention des risques naturels et pour les procédures correspondantes :*

- 5.1 Les renseignements et explications nécessaires aux administrés ;
- 5.2 Les actes, avis et renseignements liés à l'élaboration des documents et règlements y afférents ;
- 5.3 L'établissement des avis incombant au service de l'urbanisme dans le cadre des procédures de consultation dont la responsabilité est confiée à d'autres services.

*6° En matière de mise à disposition de données numériques :*

- 6.1 Les conventions simples et les conventions cadres de mise à disposition de données numériques.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bernard Amigues, la même délégation est donnée à Mme Laurence François-Casimir, adjointe au chef de service.

En cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers, la même délégation est donnée à M. Antoine Nesa, chef de la section urbanisme opérationnel et construction.

En cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers, cette même délégation est attribuée à :

- Mlle Turiya Kim Lan Chin Foo, adjoint au chef de la section urbanisme opérationnel et construction, pour les actes, avis, renseignements et transmissions visés aux 3.1, 3.3 du 3° et au 4° du présent article ;
- M. Nicolas Bernon, ingénieur géologue de la section études et plans, pour les avis, explications et notifications visés au paragraphe 5° du présent article, et notamment les notes techniques relatives aux projets et plans de prévention des risques naturels ;
- M. Pascal Correia, chef de la section topographie, pour les conventions de mise à disposition de données numériques mentionnées aux 6° du présent article ;

- M. Eric Poinsignon, Mme Angèle Joux, architectes-urbanistes, et M. Alexandre Vodicka, ingénieur subdivisionnaire, pour les actes, avis, renseignements et transmissions visés aux 3.1 et 5° du présent article, en ce qui concerne l'aménagement.

Sont, de plus, habilités à signer les transmissions et actes visés au 4.1 du 4° du présent article, dans la limite de leurs attributions et des dossiers qui leur sont dévolus, Mmes et MM. les contrôleurs et inspecteurs d'urbanisme, Diane Perry épouse Marmouyet, Lovaina Toriki épouse Terii, Vaimuna Robson, Adrien Law, Wilfrid Frogier, Cédric Chene, Jeanne Manarani et Pascal Pellerin.

Art. 3.— Dans le cadre de l'antenne du service de l'urbanisme à Taravao, en cas d'absence et d'empêchement de M. Bernard Amigues, chef du service par intérim, Mlle Nancy Oopa, responsable de l'antenne est habilité à signer, dans la limite de ses attributions, les actes, avis, renseignements et transmissions visés aux 3.1, 3.3, 4°, 5.1 et 5.2 de l'article 2 ci-dessus, pour les communes de Taiarapu et Teva I Uta.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bernard Amigues et Mlle Nancy Oopa, la même délégation est donnée à Mme Laurence François-Casimir, adjointe au chef de service.

En cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers susmentionnés, la présente délégation est donnée à M. Antoine Nesa, chef de la section urbanisme opérationnel et construction.

Sont habilités, de plus, à signer les transmissions et actes visés au 4.1 du 4° de l'article 2 ci-dessus, dans la limite de leurs attributions et des dossiers qui leur sont dévolus, MM. les inspecteur et contrôleur d'urbanisme, Heimana Bessert et Marius Anania.

Art. 4.— Dans le cadre de la subdivision des îles Sous-le-Vent, en cas d'absence et d'empêchement de M. Bernard Amigues, chef du service par intérim, M. Jacky Tefaatau, chef de ladite subdivision, est habilité à signer, dans les limites de ses attributions :

- pour le personnel, les actes visés aux 1.1, 1.2, 1.5 et 1.6 du 1° de l'article 2 ci-dessus ;
- pour les actes, avis, renseignements et transmissions visés aux 2.1, 3.1, 3.3, 4°, 5.1 et 5.2 de l'article 2 ci-dessus.

En cas d'absence ou d'empêchement de MM. Bernard Amigues et Jacky Tefaatau, la même délégation est donnée à Mme Laurence François-Casimir, adjointe au chef de service.

Sont, de plus, habilités à signer les transmissions et actes visés au 4.1 du 4° de l'article 2 ci-dessus, dans la limite de leurs attributions et des dossiers qui leur sont dévolus, MM. les contrôleurs et inspecteurs d'urbanisme, Lucien Ariitai, Thierry Lucas et Henri Tuheiava.

Art. 5.— Dans le cadre de la subdivision des îles Marquises, en cas d'absence et d'empêchement de M. Bernard Amigues, chef du service par intérim, Mme Debora Kimitete, chef de ladite subdivision, est habilitée à signer, dans la limite de ses attributions :

- pour le personnel, les actes visés aux 1.1, 1.2, 1.5 et 1.6 du 1° de l'article 2 ci-dessus ;
- pour les actes, avis, renseignements et transmissions visés aux 2.1, 3.1, 3.3, 4°, 5.1 et 5.2 de l'article 2 ci-dessus.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bernard Amigues et Mme Debora Kimitete, la même délégation est donnée à Mme Laurence François-Casimir, adjointe au chef de service.

Sont, de plus, habilités à signer les transmissions et actes visés au 4.1 du 4° de l'article 2 ci-dessus, dans la limite de leurs attributions et des dossiers qui leur sont dévolus, MM. les contrôleurs Gérard Heitaa et Jean-Jacques Mendiola.

Art. 6.— Dans le cadre de l'antenne du service de l'urbanisme aux îles Australes, en cas d'absence et d'empêchement de M. Bernard Amigues, chef du service par intérim, M. Georges Fevre, responsable de l'antenne, est habilité à signer, dans la limite de ses attributions :

- pour le personnel, les actes visés aux 1.1, 1.2, 1.5 et 1.6 du 1° de l'article 2 ci-dessus ;
- pour les actes, avis, renseignements et transmissions visés aux 2.1, 3.1, 3.3, 4°, 5.1 et 5.2 de l'article 2 ci-dessus.

En cas d'absence ou d'empêchement de MM. Bernard Amigues et Georges Fevre, la même délégation est donnée à Mme Laurence François-Casimir, adjointe au chef de service.

M. Gene-Autry Tehoiri, contrôleur d'urbanisme, est de plus, habilité à signer les transmissions et actes visés au 4.1 du 4° de l'article 2 ci-dessus, dans la limite de ses attributions et des dossiers qui lui sont dévolus.

Art. 7.— Les articles 1er à 6 visés au présent arrêté prennent effet à compter du 1er avril 2015.

Art. 8.— Les dispositions de l'arrêté n° 186 MET du 7 janvier 2015 sont abrogées à compter du 1er avril 2015.

Art. 9.— Le chef de service par intérim est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 mars 2015.  
Albert SOLIA.

**ARRETE n° 2892 MET du 24 mars 2015 portant délégation de signature à M. Bernard Amigues, chef de service de l'urbanisme par intérim, en matière de travaux immobiliers.**

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SGG du 12 septembre 2014 portant proclamation du président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 677 PR du 16 septembre 2014 constatant la qualité d'ordonnateur du vice-président gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 portant délégation de pouvoirs de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 88-18 AT du 11 février 1988 modifiée portant création du service de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté n° 347 CM du 6 avril 1988 portant organisation du service de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté n° 639 CM du 29 juin 1988 créant une subdivision du service de l'urbanisme aux îles marquises ;

Vu l'arrêté n° 640 CM du 29 juin 1988 relatif à la subdivision du service de l'urbanisme aux îles Sous-le-Vent ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu l'arrêté n° 1933 CM du 18 décembre 2014 portant nomination de M. Bernard Amigues en qualité de chef du service de l'urbanisme par intérim ;

Vu la note de service n° 620 MET/AU.D du 3 mars 2015 portant nomination de Mme Laurence Casimir en qualité d'adjointe au chef de service de l'urbanisme par intérim,

Arrête :

Article 1er.— M. Bernard Amigues, chef du service de l'urbanisme par intérim, est habilité à signer pour le ministre et par délégation, les notes de renseignements d'aménagement, les autorisations, décisions et actes afférents à l'application de la réglementation des autorisations de travaux immobiliers, des lotissements et groupements d'habitation, à l'exception de ceux relatifs :

- aux opérations de constructions de plus de 20 logements ;
- aux hôtels de plus de 20 chambres ou plus de 20 bungalows ;
- aux autres constructions présentant une surface de plancher supérieure à 600 mètres carrés ;
- aux lotissements de plus de 20 lots ;
- aux groupes d'habitations comportant plus de 20 logements.

Cette délégation vaut également pour les actes relatifs à la modification et à l'extension de travaux immobiliers, de lotissements ou de groupes d'habitations, dans la mesure où ces modifications et extensions respectent les limites définies précédemment.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bernard Amigues, chef du service par intérim, la même délégation est dévolue à Mme Laurence François-Casimir, adjointe au chef de service, pour les projets situés aux Tuamotu-Gambier et aux îles du Vent, à l'exclusion des projets se situant sur les communes de Tiarapu-Est, Tiarapu-Ouest et Teva I Uta.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bernard Amigues et de Mme Laurence François-Casimir, la même délégation est donnée à M. Antoine Nesa, chef de la section urbanisme opérationnel et construction.

En cas d'absence ou d'empêchement de ces derniers susmentionnés, la même délégation est donnée à Mlle Turiya Kim Lan Chin Foo, adjointe au chef de la section urbanisme opérationnel et construction.

Art. 2.— Dans le cadre de l'antenne du service de l'urbanisme à Taravao, en cas d'absence et d'empêchement de M. Bernard Amigues, chef du service par intérim, Mlle Nancy Oopa, responsable de l'antenne, est habilitée à signer pour les projets situés sur les communes de Taiarapu-Est, Taiarapu-Ouest et Teva I Uta :

- les autorisations, décisions, et actes afférents à l'application de la réglementation des autorisations de travaux immobiliers, des lotissements et groupements d'habitation, dans les mêmes conditions que celles mentionnées à l'article 1er ;
- les notes de renseignements d'aménagement.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bernard Amigues et de Mlle Nancy Oopa, la même délégation est donnée à Mme Laurence François-Casimir, adjointe au chef de service.

Art. 3.— Dans le cadre de la subdivision des îles Sous-le-Vent, en cas d'absence et d'empêchement de M. Bernard Amigues, chef du service par intérim, M. Jacky Tefaatau, chef de ladite subdivision, est habilité à signer pour les îles Sous-le-Vent :

- les autorisations, décisions, et actes afférents à l'application de la réglementation des autorisations de travaux immobiliers, des lotissements et groupements d'habitation, dans les mêmes conditions que celles mentionnées à l'article 1er ;
- les notes de renseignements d'aménagement.

En cas d'absence ou d'empêchement de MM. Bernard Amigues et Jacky Tefaatau, la même délégation est donnée à Mme Laurence François-Casimir, adjointe au chef de service.

Art. 4.— Dans le cadre de la subdivision des îles Marquises, en cas d'absence et d'empêchement de M. Bernard Amigues, chef du service par intérim, Mme Debora Kimitete, chef de ladite subdivision, est habilitée à signer pour les îles Marquises :

- les autorisations, décisions, et actes afférents à l'application de la réglementation des autorisations de travaux immobiliers, des lotissements et groupements d'habitation, dans les mêmes conditions que celles mentionnées à l'article 1er ;
- les notes de renseignements d'aménagement.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bernard Amigues et de Mme Debora Kimitete, la même délégation est donnée à Mme Laurence François-Casimir, adjointe au chef de service.

Art. 5.— Dans le cadre de l'antenne du service de l'urbanisme aux îles Australes, en cas d'absence et d'empêchement de M. Bernard Amigues, chef du service par intérim, M. Georges Fevre, responsable de l'antenne, est habilité à signer :

- les autorisations, décisions, et actes afférents à l'application des autorisations de travaux immobiliers, des lotissements et groupements d'habitation, dans les mêmes conditions que celles mentionnées à l'article 1er ;
- les notes de renseignements d'aménagement.

En cas d'absence ou d'empêchement de MM. Bernard Amigues et Georges Fevre, la même délégation est donnée à Mme Laurence François-Casimir, adjointe au chef de service.

Art. 6.— Les articles 1er à 5 visés au présent arrêté prennent effet à compter du 1er avril 2015.

Art. 7.— Les dispositions de l'arrêté n° 187 MET du 7 janvier 2015 sont abrogées à compter du 1er avril 2015.

Art. 8.— Le chef de service par intérim est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 mars 2015.  
Albert SOLIA.

**Par arrêté n° 2885 MET du 24 mars 2015.**— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Tahuatara n° 6 nécessaire à la construction de l'aérodrome de Vahitahi, dans l'archipel des Tuamotu. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

*Indemnités à déconsigner* : 1 453 F CFP.

*Bénéficiaire* : Tevavaro Kavera épouse Tereroa (bf 4.4).

**Par arrêté n° 2886 MET du 24 mars 2015.**— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 301 (plan 3), PV 309 (plan 11), PV 317 (plan 18) et PV 1139 (plan 41) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner		Bénéficiaire
Plan 3	496	Tetefano Roger Teanotoga (bf 1.4.3.6.5)
Plan 11	398	
Plan 18	277	
Plan 41	735	

**Par arrêté n° 2887 MET du 24 mars 2015.**— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Fenuaete 2 (plan 27) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

*Indemnités à déconsigner* : 53 730 F CFP.

*Bénéficiaire* : Tetefano Roger Teanotoga (bf 3.6.5).

**Par arrêté n° 2888 MET du 24 mars 2015.**— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres cadastrées PV 299 (plan 1) et PV 313 (plan 15) nécessaires à la construction de l'aérodrome de Rimatara, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après (en F CFP) :

Indemnités à déconsigner		Bénéficiaire
Plan 1	61	Tetefano Roger Teanotoga (bf 1.4.3.6.5)
Plan 15	2 248	

**Par arrêté n° 2889 MET du 24 mars 2015.**— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre cadastrée PV 1161 (plan 47) nécessaire à la construction de l'aérodrome de Rimatara, route d'accès, dans l'archipel des Australes. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

*Indemnités à déconsigner* : 77 F CFP.

*Bénéficiaire* : Tetefano Roger Teanotoga (bf 1.4.3.6.5).

## ACTES DU CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET CULTUREL

### AVIS n° 20 du 19 mars 2015 sur la proposition de loi du pays relative à l'achat d'or et de métaux précieux auprès des consommateurs.

Saisine du Président de la Polynésie française,

*Rapporteurs* : MM. Félix Fong et Mahinui Temarii.

Vu les dispositions de l'article 151 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la saisine n° 47-2015 APF/PR du 4 mars 2015 du président de l'assemblée de la Polynésie française reçue le même jour, sollicitant l'avis en urgence du CESC sur une proposition de loi du pays relative à l'achat d'or et de métaux précieux auprès des consommateurs ;

Vu la décision du bureau réuni le 4 mars 2015 ;

Vu le projet d'avis de la commission "Economie" en date du 18 mars 2015 ;

Le Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française a adopté, lors de la séance plénière du 19 mars 2015, l'avis dont la teneur suit :

#### I - OBJET DE LA SAISINE

La présente saisine du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française (CESC) a pour objet une proposition de loi du pays relative à l'achat d'or et de métaux précieux auprès des consommateurs.

#### II - CONTEXTE

L'achat d'or est pratiqué par certains bijoutiers grossistes de la place depuis les années 80. Les bijoux rachetés sont parfois fondus pour former des lingotins "déchets", composés d'or et d'autres métaux. Ceux-ci sont ensuite exportés à l'étranger pour traitement afin que seul l'or pur débarrassé de toute impureté en soit extrait. Cet or permet alors la création de nouveaux bijoux.

Ces deux dernières années, faisant suite à l'augmentation du prix du gramme d'or (environ 4 000 F CFP contre 1 800 F CFP par le passé, soit une augmentation de 122 %), plusieurs officines proposant aux particuliers le rachat de leurs bijoux ou objets personnels en or sont apparues.

Bien que seules six entreprises aient été répertoriées à l'ISPF (dont quatre auraient sollicité leur radiation en 2014), de nombreuses offres de rachat d'or sont formulées via les réseaux sociaux ou les petites annonces sur internet.

Ce type d'activité requiert la plus grande vigilance car la cession par des particuliers de leurs bijoux ou objets personnels témoigne souvent de leur vulnérabilité, dictée par des difficultés financières auxquelles ils doivent faire face.

Par ailleurs, en l'absence de réglementation, la forte demande de rachat d'or par les officines peut laisser supposer que cette activité, échappant à tout contrôle, a pu favoriser l'émergence d'une nouvelle forme de délinquance (vols pour revente, escroquerie et recels).

Compte tenu de ces constats, et à l'initiative de la Chambre syndicale des bijoutiers et joailliers de la Polynésie française, une proposition de loi du pays encadrant l'activité d'achat d'or et autres métaux précieux auprès des consommateurs a été rédigée. Elle nous est soumise pour avis.

#### III - OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS

##### A. Le champ d'application (article LP. 1er)

La proposition de loi du pays a pour objectif d'encadrer l'activité des professionnels qui proposent des opérations d'achat de métaux précieux, et notamment d'or, auprès des particuliers. Sont expressément exclus les établissements de crédit.

Le CESC relève que la réglementation vise à encadrer l'activité des officines dont l'activité principale est le rachat d'or auprès des particuliers, mais également celle des bijoutiers qui exercent cette activité de façon marginale. En revanche, les transactions entre particuliers, lorsqu'elles ne se font pas à titre habituel, ne sont pas concernées.

Il note également que seuls les métaux précieux sont visés. Les perles et pierres composant des bijoux ne seront pas soumises au texte.

Bien que nécessaire, le CESC déplore que la proposition reste limitée à l'encadrement de l'activité et aux contrats. Elle ne traite pas de l'exportation des métaux précieux, qui nécessite pourtant plus de contrôle.

Le CESC émet donc le souhait que l'exportation de ces métaux fasse l'objet d'une réglementation spécifique, avec une déclaration en douane plus élaborée que celle qui existe actuellement, reprenant les informations figurant dans le livre de police (cf : art. LP. 10). Il souhaite de plus que, dans ce cadre strictement commercial, seuls les professionnels répertoriés à la Direction générale des affaires économiques (DGAE) aient la possibilité d'exporter de l'or fondu issu de bijoux ou de biens en or rachetés.

De plus, afin de lutter contre les fonderies artisanales clandestines, le CESC souhaite qu'une déclaration préalable à la destruction des bijoux soit mise en place. L'autorité administrative désignée procéderait alors à un contrôle physique ou documentaire sur la date, l'heure et le lieu de la fonte, sur le nombre de bijoux, leur descriptif, leur poids et valeur, ainsi que sur les informations inscrites au livre de police.

##### B. L'encadrement de l'activité professionnelle (art. LP. 2 et LP. 3)

La proposition de loi du pays prévoit que le professionnel qui souhaite exercer l'activité de rachat d'or devra au préalable faire une déclaration à la DGAE, de manière à ce qu'il soit identifié et connu de ce service jusqu'à l'arrêt de son activité.

La proposition prévoit également qu'il devra souscrire une assurance en responsabilité civile professionnelle pour couvrir les risques tels que la perte ou la détérioration de bijoux, ou les gestes indelicats d'un employé par exemple.

Le CESC considère que la déclaration auprès de l'administration chargée du contrôle de l'activité est nécessaire. En effet, seule cette déclaration permettra à la DGAE d'identifier les professionnels et d'avoir connaissance des lieux dans lesquels ils exercent.

S'agissant de l'obligation d'assurance, à l'instar des bijoutiers, il est utile que les officines procédant au rachat d'or y soient soumises.

C. L'information du consommateur-vendeur (art. LP. 4 à LP. 6)

La proposition de loi du pays instaure des obligations à l'égard du professionnel, protectrices du consommateur. En effet, le professionnel devra assurer la bonne information du consommateur-vendeur, notamment sur son identité et son obligation de déclaration à la DGAE, sur les cours officiels de l'or et des autres métaux précieux, sur les conditions générales d'achat qu'il pratique, sur les conditions de formation du prix et sur le délai de rétractation.

Par ailleurs, toute publicité portant sur le rachat d'or devra comporter les mentions permettant d'identifier le professionnel : nom, prénom, raison sociale, adresse, numéro d'immatriculation au registre du commerce...

Lorsqu'un consommateur-vendeur présentera des bijoux ou autres biens à la vente, le professionnel devra procéder à sa pesée devant lui. Puis, il devra lui remettre un devis gratuit mentionnant le prix proposé et, le cas échéant, la nature et le montant des frais, taxes ou autres sommes à verser.

Ces dispositions emportent l'approbation du CESC. Elles assurent la transparence quant à l'évaluation du prix d'achat, ainsi qu'une bonne information du particulier. Celui-ci pourra, grâce au devis, avoir un délai de réflexion avant de s'engager dans la vente effective de son bien. Il pourra également comparer les prix qui seraient proposés par d'autres professionnels.

Par ailleurs, le CESC souhaite que la publicité soit également traduite en langue polynésienne.

D. L'origine des biens (art. LP. 7)

La proposition de loi du pays prévoit qu'avant toute transaction, le professionnel devra :

- contrôler la provenance du bien : le consommateur-vendeur attestera qu'il est bien propriétaire par la production de tout document telle une facture. A défaut, il devra attester sur l'honneur de l'origine du bien et de sa qualité de propriétaire ;
- prendre copie de la pièce d'identité et d'un justificatif de domicile du consommateur-vendeur.

L'article LP. 7 a pour objet de s'assurer de l'origine du bijou et du fait que le consommateur en est bien propriétaire. Or, la dernière phrase du premier alinéa de cet article permet au consommateur-vendeur de produire une simple attestation sur l'honneur lorsqu'il ne dispose pas de document justificatif.

Bien qu'en pratique la majorité des personnes ne conserve pas les factures liées à l'achat de bijoux (notamment lorsqu'ils sont de faible valeur), le CESC regrette que le recours à l'attestation sur l'honneur risque de faciliter la vente de bijoux volés d'une part, et d'entacher la réputation de l'acheteur qui pourrait être accusé de recel alors même qu'il serait de bonne foi d'autre part. La pérennité de son activité serait dès lors compromise.

Puisque selon l'article 2276 du code civil, "en fait de meubles, la possession vaut titre", le CESC considère que le document justificatif et l'attestation sur l'honneur sont inutiles. Il préconise donc le retrait du premier alinéa de l'article LP. 7 : ne serait plus requis la justification de l'origine du bien. Seuls seraient exigés la pièce d'identité du consommateur-vendeur et son justificatif de domicile.

E. Le contrat d'achat (art. LP. 8)

L'article LP. 8 prévoit qu'un exemplaire du contrat sera remis au consommateur-vendeur. Il devra comporter un certain nombre de mentions : sa date, l'identité du professionnel, la date de déclaration d'activité à la DGAE, l'identité du consommateur-vendeur, la nature des documents produits pour justifier l'origine du bien et sa description détaillée, les conditions de formation du prix et le droit de rétractation.

Le CESC approuve la liste des informations qui devront figurer au contrat. Il souhaite néanmoins que soit également rendue obligatoire la photographie des biens vendus. De cette manière, lors d'un contrôle de police ou de gendarmerie, des comparatifs d'albums pourront être effectués.

F. Le droit de rétractation (art. LP. 8 *in fine* et LP. 9)

S'il souhaite finalement récupérer son bien, le consommateur-vendeur pourra se rétracter grâce à un formulaire détachable du contrat qu'il devra remplir et remettre au professionnel, ou lui adresser par lettre recommandée avec accusé de réception. La proposition de loi du pays prévoit que cette rétractation devra intervenir dans un délai de trois jours à Tahiti et sept jours dans les autres îles, à compter de la signature du contrat.

Pendant ce délai, le professionnel sera donc dans l'obligation de conserver le bien en l'état.

Si le consommateur-vendeur exerce son droit de rétractation, il devra rembourser le professionnel. Pour cela, un délai maximum lui est laissé : trois jours à Tahiti et sept jours dans les autres îles, à compter de la réception du formulaire de rétractation par le professionnel. A défaut, le contrat sera de plein effet et le professionnel pourra disposer du bien acquis.

Le CESC est favorable à la mise en place d'un droit de rétractation. Il considère toutefois que les délais prévus sont insuffisants et propose un délai de quinze jours pour Tahiti et de 30 jours pour les autres îles. L'allongement de ce délai permettra une meilleure réflexion des particuliers lorsqu'ils vendent des biens familiaux de grande valeur financière ou sentimentale.

G. Le livre de police (art. LP. 10)

La proposition de loi du pays impose au professionnel la tenue d'un livre de police qui répertorie un certain nombre d'informations : la date du contrat, l'identité du consommateur-vendeur, la description détaillée du bien, les conditions de formation du prix... Ce livre de police devra être présenté à toute réquisition des services de contrôle.

Le professionnel devra également conserver une copie des contrats et des documents remis par le consommateur-vendeur (pièce d'identité et justificatif de domicile).

Le CESC approuve la mise en place d'un registre répertoriant les informations relatives aux consommateurs-vendeurs, aux biens et à l'évolution de la transaction jusqu'à la rétractation ou la vente effective. Il relève toutefois qu'un registre est déjà prévu par l'article 321-7 du code pénal, applicable en Polynésie française.

En tout état de cause, et quelles que soient les modalités de mise en place d'un tel registre, le CESC y est favorable puisqu'il assure la traçabilité des transactions.

Par ailleurs, conscient des difficultés de la Direction de la sécurité publique (DSP) pour retrouver les auteurs de vols de bijoux (mais aussi d'autres biens de consommation courante tels que les ordinateurs portables et l'alcool), le CESC concède que le paiement en espèces de ces objets volés empêche l'identification des auteurs des vols.

Sur cette question, à la demande du gouvernement, l'article L. 112-6 du code monétaire et financier pourrait être modifié afin que tout achat de métaux précieux ne puisse se faire que par chèque barré ou par virement à un compte ouvert au nom du vendeur.

Cependant, en pratique de nombreux particuliers vendent des bijoux de faible valeur et n'ont ni chéquier, ni compte bancaire.

Aussi, le CESC recommande que le paiement par chèque barré ou par virement ne soit obligatoire qu'au-delà du montant de 30 000 francs CFP. En-deçà, les paiements pourraient alors être effectués en espèces.

H. Le contrôle, les sanctions pénales et les dispositions transitoires (art. LP. 11 à LP. 13)

Les agents de la DGAE seront chargés du contrôle du respect de cette réglementation et les infractions seront passibles d'une peine d'emprisonnement de deux ans et d'une amende de 17 800 000 F CFP.

La proposition de loi du pays prévoit par ailleurs que les professionnels exerçant l'activité d'achat de métaux précieux auprès des particuliers devront se mettre en conformité avec la loi du pays dans un délai de trois mois à compter de sa promulgation.

Le CESC est favorable à ces dispositions et souligne que la désignation de la DGAE pour exercer les contrôles nécessite que ce service enregistre les déclarations d'activité des professionnels pratiquant l'activité de rachat d'or (et autres métaux précieux).

Il note que les sanctions pénales sont analogues à celles prévues en métropole.

#### I. Le prêt sur gage

Compte tenu des conséquences de la crise économique sur la situation financière des familles et de la croissance des vols d'objets destinés à être revendus, le CESC suggère la mise en place d'un dispositif de prêt sur gage (à l'instar du Mont-de-Piété, appelé aujourd'hui le Crédit Municipal de Paris).

Ainsi, les personnes en difficulté financière souhaitant obtenir un prêt pourront déposer en gage un objet de valeur, pour le récupérer au moment du remboursement de ce prêt.

Dans la mesure où cette proposition serait retenue, le pays devra mettre en place une réglementation adéquate autorisant la création de ce type d'organisme.

#### J. Le projet de loi du pays du gouvernement

Ayant pris connaissance de l'existence de travaux du gouvernement sur un projet de loi du pays d'ordre plus général, incluant des dispositions sur le rachat d'or, le CESC regrette que ce projet et la proposition de texte qui lui est soumise par le président de l'assemblée de la Polynésie française n'aient pas fait l'objet d'une étude commune donnant lieu à la rédaction d'un texte unique.

L'examen des atouts et des faiblesses de chacun de ces deux projets aurait permis la production d'un texte combinant toutes les dispositions, assurant ainsi une meilleure lisibilité de la réglementation.

Le CESC émet donc le vœu que les deux projets soient complémentaires.

### IV - CONCLUSION

Conscient de la nécessité que soit mis en place un encadrement réglementaire de l'activité de rachat d'or en Polynésie française, le CESC approuve les dispositions de la proposition de loi du pays qui lui est soumise pour avis.

Il souhaite néanmoins, sur certains points, apporter les recommandations suivantes :

- l'exportation des métaux précieux doit faire l'objet d'une réglementation spécifique comprenant une déclaration en douane plus complète que celle qui existe actuellement ;
- une déclaration préalable à la destruction des bijoux doit être mise en place afin de lutter contre les fonderies artisanales clandestines ;
- le premier alinéa de l'article LP. 7 doit être retiré de sorte qu'au moment de la transaction, ne soient exigée que la production par le consommateur-vendeur de sa pièce d'identité et de son justificatif de domicile ;
- afin de faciliter la traçabilité des biens vendus, leur photographie doit être rendue obligatoire ;
- le délai de rétractation dont bénéficie le consommateur-vendeur doit être allongé à quinze jours lorsqu'il réside à Tahiti et à 30 jours lorsqu'il réside dans une autre île ;
- le paiement des métaux précieux acquis par les professionnels ne doit être exigé par chèque barré ou par virement qu'au-delà du montant de 30 000 francs CFP. La possibilité de paiement en espèces doit être préservée en-dessous de ce montant ;
- la mise en place d'un dispositif de prêt sur gage pourrait constituer une solution adaptée aux difficultés financières aujourd'hui rencontrées par les personnes qui voudraient éviter de vendre leurs bijoux ;
- enfin, afin d'assurer la lisibilité des textes, les dispositions de la proposition de loi du pays de l'assemblée de la Polynésie française d'une part, et celles du projet du Gouvernement en préparation d'autre part, devront être complémentaires.

Sous réserve des observations et recommandations qui précèdent, le CESC émet un avis favorable à la proposition de loi du pays qui lui est soumise.



**ACTES MUNICIPAUX****COMMUNE DE UTUROA****ARRETE MUNICIPAL n° 4-2015 du 13 mars 2015  
réglementant le stationnement des véhicules de  
catégories "Taxis", commune de Uturoa.**

Le maire de la commune de Uturoa,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, promulguée par l'arrêté n° 119 DRCL du 3 mars 2004 ;

Vu la loi organique n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu les lois organiques n° 2007-1719 et n° 2007-1720 du 7 décembre 2007 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française ;

Vu le code général des collectivités territoriales applicables en Polynésie française ;

Vu le code de la route applicable en Polynésie française ;

Vu le décret n° 45-1349 du 18 juin 1945 instituant la commune de Uturoa, chef-lieu des îles Sous-le-Vent ;

Vu la délibération n° 87-112 AT du 12 octobre 1987 portant délimitation des agglomérations sur les routes classées territoriales dans les communes des îles de la Société ;

Vu le courrier de M. Germain Guilloux, représentant les chauffeurs de taxis de Raiatea en date du 30 octobre 2014 ;

Vu le plan de circulation routière ;

Considérant la réunion tenue le 27 octobre 2014 avec les entrepreneurs de taxi demandant des nouveaux emplacements parkings supplémentaire avec identification de plages horaires ;

Considérant la nécessité de réglementer le stationnement des véhicules de catégories "Taxi" dans le centre-ville, par la pose de panneaux de signalisations routières verticales réglementaires,

Arrête :

Article 1er.— Pour compter du 14 mars 2015, le stationnement des véhicules de catégories "Taxi" est réglementé au droit de la ruelle située entre le supermarché Liaut et le parvis du marché.

Art. 2.— L'implantation d'un poteau surmonté d'un panneau C5 et d'un panonceau de type M9z s'effectue à droite de la chaussée côté parvis, devant le kiosque et dans le sens de circulation des véhicules :

- un (1) panneau de type C5 "Station de taxis. L'arrêt et le stationnement y sont réservés aux taxis en service ; le marquage approprié signale l'étendue de cette réservation" ;
- un (1) panonceau de type M9z indiquant "Du lundi au vendredi de 6 heures à 18 heures, le samedi et jours fériés de 6 heures à 12 heures".

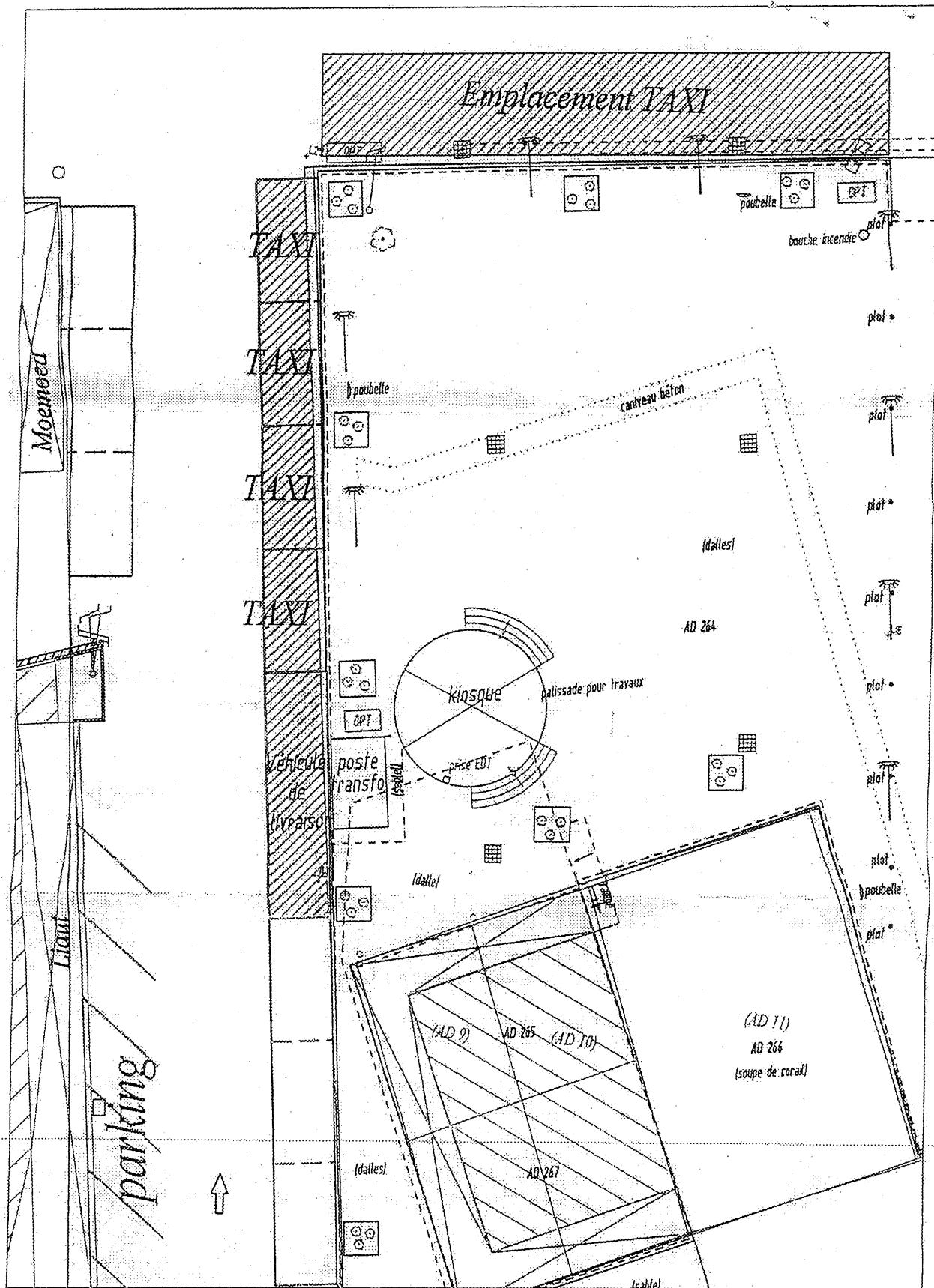
Art. 3.— Le dispositif de signalisation routière sera posé et entretenu par le service des travaux municipaux de la commune.

Art. 4.— Toutes infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois.

Art. 5.— Le commandant de la brigade de gendarmerie, le chef de la brigade de police municipale et le chef du service des travaux municipaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché partout où besoin sera.

Fait à Uturoa, le 13 mars 2015.  
Sylviane TEROOATEA.





## ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

**DECRET n° 2015-316 du 19 mars 2015 modifiant les modalités d'instruction des demandes de naturalisation et de réintégration dans la nationalité française ainsi que des déclarations de nationalité souscrites à raison du mariage.**

*Publics concernés : étrangers demandant l'acquisition de la nationalité française par décision de l'autorité publique ou par déclaration à raison du mariage, administrations de l'Etat.*

*Objet : modification des modalités de réception et d'instruction des demandes de naturalisation, de réintégration dans la nationalité française et des déclarations de nationalité française à raison du mariage.*

*Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur de manière échelonnée, selon des dates fixées par arrêté du ministre chargé des naturalisations et au plus tard le 31 mars 2016.*

*Notice : le décret généralise et pérennise l'expérimentation prévue par le décret n° 2013-795 du 30 août 2013 et mise en œuvre depuis le 1er septembre 2013. Dans chacune des trois régions Lorraine, Franche-Comté et Picardie, une préfecture a été chargée de recevoir et d'instruire les demandes de naturalisation et de réintégration et les déclarations de nationalité française à raison du mariage pour le compte des autres préfectures. Ce dispositif interdépartemental d'instruction des dossiers ayant donné satisfaction, le décret prévoit de l'étendre de manière progressive à l'ensemble du territoire national.*

*Références : le décret n° 93-1362 du 30 décembre 1993 modifié par le présent décret peut être consulté, dans sa version issue de cette modification, sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).*

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre et du ministre de l'intérieur,

Vu la Constitution, notamment son article 37-1 ;

Vu le code civil, notamment le titre Ier bis de son livre Ier ;

Vu le décret n° 93-1362 du 30 décembre 1993 modifié relatif aux déclarations de nationalité, aux décisions de naturalisation, de réintégration, de perte, de déchéance et de retrait de la nationalité française ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2013-795 du 30 août 2013 modifiant l'article 26 du code civil et tendant à expérimenter de nouvelles modalités d'instruction des demandes de naturalisation et de réintégration ainsi que des déclarations de nationalité souscrites à raison du mariage ;

Vu le décret n° 2014-994 du 1er septembre 2014 portant modification du décret n° 2013-795 du 30 août 2013 modifiant l'article 26 du code civil et tendant à expérimenter de

nouvelles modalités d'instruction des demandes de naturalisation et de réintégration ainsi que des déclarations de nationalité souscrites à raison du mariage ;

Vu l'avis du comité technique spécial des préfectures en date du 12 février 2015 ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu ;

Le conseil des ministres entendu,

Décète :

Chapitre Ier

*Dispositions modifiant le décret n° 93-1362 du 30 décembre 1993*

Article 1er. — Le décret du 30 décembre 1993 susvisé est modifié conformément aux dispositions des articles 2 à 10 du présent décret.

Art. 2. — Au premier alinéa de l'article 10, sont supprimés les mots : "qui est reçue par le préfet du département de résidence du déclarant ou, à Paris, par le préfet de police".

Art. 3. — L'article 15 est ainsi modifié :

1° L'alinéa suivant est inséré au début de l'article :

"La déclaration de nationalité souscrite au titre de l'article 21-2 du code civil est reçue par le préfet désigné, selon le département de résidence du déclarant, par arrêté du ministre chargé des naturalisations ou, à Paris, par le préfet de police. Les services placés sous l'autorité du préfet qui a reçu la déclaration procèdent à son instruction." ;

2° Au premier, qui devient deuxième, alinéa, les mots : "le préfet du département de résidence du déclarant ou, à Paris, le préfet de police" sont remplacés par les mots : "l'autorité administrative qui a reçu la déclaration" ;

3° Le deuxième, qui devient troisième, alinéa est supprimé ;

4° A l'avant-dernier alinéa, les mots : "le préfet ou l'autorité consulaire" sont remplacés par les mots : "l'autorité administrative qui a reçu la déclaration" et le mot : "premier" est remplacé par le mot : "deuxième" ;

5° Au dernier alinéa, les mots : "de son avis motivé" sont remplacés par les mots : "si le déclarant réside à l'étranger, de son avis motivé ou, si le déclarant réside en France, de l'avis motivé du préfet du département de résidence du déclarant ou, à Paris, du préfet de police".

Art. 4. — L'article 35 est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, les mots : "à la préfecture du département où le postulant a établi sa résidence effective," sont remplacés par les mots : "auprès du préfet désigné, selon le département de résidence du postulant, par arrêté du ministre chargé des naturalisations ou" ;

2° Après le premier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

"Les services placés sous l'autorité du préfet chargé de recevoir la demande en application du premier alinéa procèdent à son instruction." ;

3° Au troisième, devenu quatrième, alinéa, les mots : “de la résidence habituelle” sont remplacés par les mots : “chargée de la recevoir en application du premier alinéa”.

Art. 5.— Au premier alinéa de l'article 41, les mots : “le préfet ou l'autorité consulaire” sont remplacés par les mots : “l'autorité administrative chargée de recevoir la demande”.

Art. 6.— Les deux premiers alinéas de l'article 43 sont remplacés par un alinéa ainsi rédigé :

“Le préfet du département de résidence du postulant ou, à Paris, le préfet de police déclare la demande irrecevable si les conditions requises par les articles 21-15, 21-16, 21-17, 21-22, 21-23, 21-24 et 21-27 du code civil ne sont pas remplies.”

Art. 7.— Au premier alinéa de l'article 44, après les mots : “Si le préfet”, sont insérés les mots : “du département de résidence du postulant” et les mots : “auprès duquel la demande a été déposée” sont supprimés.

Art. 8.— A l'article 46, les mots : “le préfet ou, à Paris, le préfet de police transmet au ministre chargé des naturalisations le dossier assorti de sa proposition dans les six mois” sont remplacés par les mots : “le préfet du département de résidence du postulant ou, à Paris, le préfet de police émet une proposition en ce sens. Le dossier assorti de cette proposition est transmis au ministre chargé des naturalisations dans les six mois”.

Art. 9.— Au troisième alinéa de l'article 53, les mots : “du département où il a établi sa résidence” sont remplacés par les mots : “désigné selon le département de résidence de l'intéressé par arrêté du ministre chargé des naturalisations”.

Art. 10.— L'article 54 est complété par une phrase ainsi rédigée : “Lorsque le postulant réside en France, l'avis motivé est émis par le préfet du département de résidence ou, à Paris, par le préfet de police.”

## Chapitre II

### Dispositions diverses

Art. 11.— La date d'entrée en vigueur du présent décret est arrêtée, dans chaque département, dans chaque collectivité d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie, par le ministre chargé des naturalisations, de telle sorte que ce décret soit partout applicable au plus tard le 31 mars 2016.

Art. 12.— I. - Les demandes de naturalisation ou de réintégration dans la nationalité française reçues par un préfet de département antérieurement à la date d'entrée en vigueur du présent décret dans ce département et qui n'ont pas fait l'objet à cette date de l'une des mesures suivantes :

a) Classement sans suite en application du quatrième alinéa de l'article 35 du décret du 30 décembre 1993 susvisé ou du second alinéa de l'article 40 du même décret ;

b) Déclaration d'irrecevabilité en application du premier alinéa de l'article 44 du même décret ;

c) Rejet en application du premier alinéa de l'article 44 du même décret ;

d) Ajournement en application du deuxième alinéa de l'article 44 du même décret ;

e) Transmission au ministre chargé des naturalisations en application de l'article 46 du même décret,

sont transmises par ce préfet, s'il n'est plus chargé, à compter de cette même date, de la réception et de l'instruction de ces demandes, au préfet désigné par arrêté du ministre chargé des naturalisations. Ce dernier préfet poursuit jusqu'à son terme l'instruction de ces demandes.

II. - Les déclarations de nationalité française à raison du mariage reçues par un préfet de département antérieurement à la date d'entrée en vigueur du présent décret dans ce département et qui n'ont pas fait l'objet à cette date d'une transmission au ministre chargé des naturalisations en

application du dernier alinéa de l'article 15 du décret du 30 décembre 1993 susvisé sont transmises par ce préfet, s'il n'est plus chargé, à compter de cette même date, de la réception et de l'instruction de ces déclarations, au préfet compétent pour les recevoir, désigné par arrêté du ministre chargé des naturalisations. Ce dernier préfet poursuit jusqu'à son terme l'instruction de ces déclarations.

Art. 13.— Peuvent être modifiées par décret en Conseil d'Etat :

Les dispositions du décret du 30 décembre 1993 susvisé modifiées par le chapitre Ier du présent décret ;

Les dispositions du chapitre II du présent décret.

Art. 14.— Le Premier ministre et le ministre de l'intérieur sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 19 mars 2015.

François HOLLANDE.

Par le Président de la République :

*Le Premier ministre,*  
Manuel VALLS.

*Le ministre de l'intérieur,*  
Bernard CAZENEUVE.

## **ARRETE MINISTERIEL du 19 mars 2015 pris en application du décret n° 2015-316 du 19 mars 2015 modifiant les modalités d'instruction des demandes de naturalisation et de réintégration dans la nationalité française ainsi que des déclarations de nationalité souscrites à raison du mariage.**

Le ministre de l'intérieur,

Vu le décret n° 93-1362 du 30 décembre 1993 modifié relatif aux déclarations de nationalité, aux décisions de naturalisation, de réintégration, de perte, de déchéance et de retrait de la nationalité française ;

Vu le décret n° 2015-316 du 19 mars 2015 modifiant les modalités d'instruction des demandes de naturalisation et de réintégration dans la nationalité française ainsi que des déclarations de nationalité souscrites à raison du mariage ;

Vu l'avis du comité technique spécial des préfectures en date du 12 février 2015,

Arrête :

Article 1er.— L'autorité administrative compétente, en application des articles 15, 35 et 53 du décret du 30 décembre 1993 susvisé, pour recevoir les demandes de naturalisation, de réintégration dans la nationalité française ou d'autorisation de perdre la nationalité française ainsi que les déclarations de nationalité française à raison du mariage, est désignée, selon le lieu de résidence du demandeur ou du déclarant, conformément au tableau annexé au présent arrêté. Ce tableau fixe également, pour chaque département, chaque collectivité d'outre-mer et la Nouvelle-Calédonie, la date d'entrée en vigueur mentionnée à l'article 11 du décret n° 2015-316 du 19 mars 2015 susvisé.

Art. 2.— Le secrétaire général du ministère de l'intérieur et le directeur général des étrangers en France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

## ANNEXE

Date d'entrée en vigueur du décret n° 2015-316 du 19 mars 2015 et désignation de l'autorité compétente pour recevoir les demandes de naturalisation, de réintégration dans la nationalité française, d'autorisation de perdre la nationalité française et les déclarations de nationalité française à raison du mariage

Lieu de résidence du demandeur ou du déclarant	Autorité compétente pour recevoir les demandes et déclarations	Date d'entrée en vigueur du décret n° 2015-316 du 19 mars 2015
Polynésie française	Haut-commissaire de la République en Polynésie française	1er avril 2015

**AVENANT n° 45-15 du 23 mars 2015 à la convention n° HC 75-11 DIPAC/FIP du 22 février 2011 relative aux études pour la construction de classes, sanitaires, préau et restaurant à l'école primaire de Papetoai par la commune de Moorea-Maiao.**

Entre :

- Le comité des finances locales de la Polynésie française, représenté par le haut-commissaire de la République en Polynésie française, M. Lionel Beffre,

Et :

- La commune de Moorea-Maiao, représentée par son maire M. Evans Haumani,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er.— Le présent avenant abroge l'avenant n° 60-13 du 11 avril 2013.

Art. 2.— Le présent avenant modifie la convention de financement n° HC 75-11 DIPAC/FIP du 22 février 2011 relative aux études pour la construction de classes, sanitaires, préau et restaurant à l'école primaire de Papetoai par la commune de Moorea-Maiao, en ce qui concerne le délai d'exécution de l'opération.

Art. 3.— L'article 6 de la convention de financement initiale relatif aux engagements de la commune est partiellement modifié comme suit :

*Au lieu de :* "achever cette opération dans un délai maximal de 24 mois à partir de la date de la signature de la présente convention" ;

*Lire :* "achever cette opération au plus tard le 21 août 2016."

Art. 4.— Toutes les autres dispositions de la convention initiale non expressément modifiées par le présent avenant sont et demeurent valables.

## ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES

## SERVICE DE L'URBANISME

**ETAT RECAPITULATIF  
DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS  
AUX ILES SOUS-LE-VENT  
POUR LA PERIODE DU 2 AU 6 MARS 2015  
COMMUNE DE TAPUTAPUATEA**

2 mars 2015

Avenant n° 13-140-3 MET.AU.ISLV, M. Thomas Moutame, mandataire de la commune de Taputaputea, parcelle de la terre Faifaipua-Tonoï-Atitautu, cadastrée n° 23, section MM, sise à Avera, modification des plans apportée au projet de rénovation de la salle omnisports de Avera.

**COMMUNE DE TUMARAA**

2 mars 2015

N° 15-23-1 MET.AU.ISLV, M. Cyril Tetuanui, mandataire de la commune de Tumaraa, parcelles cadastrées n° 18 et n° 19, section CH, sises à Vaiaau, construction de coursive, préau, réaménagement de la salle informatique et transformation d'une salle de classe de l'école primaire de Vaiaau.

**ETAT RECAPITULATIF  
DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS  
AUX ILES MARQUISES  
POUR LA PERIODE DU 2 AU 13 MARS 2015  
COMMUNE DE HIVA OA**

3 mars 2015

N° 14-12-1 MET.AU.MARQ, Mme Marie Yannick Scallamera épouse Bonno, parcelle de la terre Paepaepofatu, cadastrée n° 243, section A, sise à Hanaiapa, construction d'une maison d'habitation OPH ;

N° 14-13-1, M. Teikiheeuaiuevau Barsinas, parcelle de la terre Tehutu, cadastrée n° 3031, section A, sise à Atuona, construction d'une maison d'habitation OPH ;

N° 14-15-1, M. Manuel Mendiola, parcelle de la terre Tekohetaa, cadastrée n° 1637, section A, sise à Atuona, construction d'une maison d'habitation OPH ;

N° 14-16-1, M. Jonathan Tuvai Deligny, parcelle de la terre Tekohetaa, cadastrée n° 16257, section A, sise à Atuona, construction d'une maison d'habitation OPH.

**COMMUNE DE FATU HIVA**

3 mars 2015

N° 14-14-1 MET.AU.MARQ, Mme Graziella Kamia, parcelle de la terre Teahupuaa, cadastrée n° 31, section A, sise à Omoa, construction d'une maison d'habitation MTR de 54 mètres carrés.

**COMMUNE DE NUKU HIVA**

3 mars 2015

N° 14-17-1 MET.AU.MARQ, Mlle Rosine Nakeaetou, parcelle de la terre sans nom, cadastrée n° 73, section AB, sise à Taiohae, construction d'une boutique artisanale.

# PARTIE NON OFFICIELLE

## ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

### ETAT DES INSCRIPTIONS TRAITEES AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES DE PAPEETE PENDANT LE MOIS DE JANVIER 2015

#### IMMATRICULATIONS

5 janvier 2015

N° 15 1 A, Muriel Louise Ariette Bonnet, loueur en main-d'œuvre, *nom commercial* : Tereva services, PK 24,500, côté montagne, Tiarei, BP 52, 98708 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 1er décembre 2014 ;

N° 15 2 A, Rotui Richard William Byot, roulotte, PK 31,500, côté montagne, Mahaena, BP 86 Teavaro, 98728 Moorea-Maiao, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 15 3 A, Mereana Vahinerii Cheung Hi, secrétariat, *nom commercial* : Mereana Grace, résidence Les Orchidées, appartement 32, quartier Mission, Papeete, BP 6571, 98703 Faa'a, *date de début d'exploitation* : 5 janvier 2015 ;

N° 15 4 A, Manina Taupenahei Kilian, services divers, PK 18, côté mer, face de la Station Mobil, Tautira, BP 5914, 98716 Pirae, *date de début d'exploitation* : 1er octobre 2014 ;

N° 15 5 A, Vincent Paul Joseph Wagnier, conseil en communication, photographe ambulant, *nom commercial* : Promo Passion Tahiti, PK 8,250, côté montagne, résidence Manutea, lot 6, Arue, BP 20847, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 5 janvier 2015.

6 janvier 2015

N° 15 6 A, Ivana Moeata Aihou Nounou, vente de glace, *nom commercial* : Ata-Here, PK 5,800, côté montagne, Maharepa, Paopao, BP 3465 Teavaro, 98728 Moorea-Maiao, *date de début d'exploitation* : 5 janvier 2015 ;

N° 15 7 A, Aroma Aromaiterai, travaux en tous genres, résidence Puunui, côté montagne, Toahotu, BP 8850 Afaahiti, 98719 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 5 janvier 2015 ;

N° 15 8 A, Nicole Rovine Hatitio née Chapman, garde malade (sans agrément), PK 21,900, vallée de Orofero, BP 10463, 98711 Paea, *date de début d'exploitation* : 5 janvier 2015 ;

N° 15 9 A, Julia Noémie Degage, marchand ambulant, PK 38,500, côté montagne, 98712 Papara, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 15 10 A, Milanda Stéphanie Nyssen née Dombal, artisan, *nom commercial* : P'tite Bulle d'Oleo, lotissement Atima, lot 57, Arue, BP 50122, 98716 Pirae, *date de début d'exploitation* : 19 décembre 2014 ;

N° 15 11 A, Laetitia Irma Jeannine Le Clerc née Dumont, artisan, Tour Te Hiti, résidence de Sainte-Amélie, BP 89, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 5 janvier 2015 ;

N° 15 12 A, Sébastien Arnaud Julien Duverne, photographie et vidéo aérienne, *nom commercial* : Tahiti Aerial View, résidence Pamatai Hills, lot 222, BP 6925, 98703 Faa'a, *date de début d'exploitation* : 5 janvier 2015 ;

N° 15 13 A, Michel Jean Lucien Felez, plomberie, *nom commercial* : MF Plomberie Sanitaire, à côté du restaurant Chez Loula et Rémy, Afaahiti, BP 2109, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 5 janvier 2015 ;

N° 15 14 A, Amalinda Symine Heuea Nathalie Garoche, Institut de beauté, *nom commercial* : Essentielle Esthétique, Pamatai, quartier Robson, 98702 Faa'a, *date de début d'exploitation* : 5 janvier 2015 ;

N° 15 15 A, Nicolas Michel Huchet, Ecommerce, *nom commercial* : Tahiti Box, résidence Hinaraurea n° C26, quartier Pamatai, Faa'a, BP 41870, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 5 janvier 2015 ;

N° 15 16 A, Edouard Teariki Marokura Tavita, travaux en tous genres, PK 21,500, côté montagne, 98711 Paea, *date de début d'exploitation* : 5 janvier 2015 ;

N° 15 17 A, Marcelin Hautua Teave, taxi, travaux en tous genres, PK 21,500, côté montagne, servitude Mahuatua, 98711 Paea, *date de début d'exploitation* : 5 janvier 2015 ;

N° 15 18 A, Maxline Moea Virau née Temauri, activités de poste et de courrier, PK 36,500, côté montagne, Papara, BP 21648, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 5 janvier 2015 ;

N° 15 19 A, Heipua Paullette Tepava, vente de services divers rendus aux entreprises, PK 10,500 vallée de Tuauru, 98709 Mahina, *date de début d'exploitation* : 5 janvier 2015 ;

N° 15 20 A, Raiarii Ketty Tinorua, travaux en tous genres, *nom commercial* : Tinorua, PK 5,064, côté mer, Maharepa, Paopao, BP 477 Paopao, 98728 Moorea-Maiao, *date de début d'exploitation* : 5 janvier 2015 ;

N° 15 21 A, Isabelle Lenoir née Yau Loi, services divers, *nom commercial* : Isa Service, immeuble Ia Orana, appartement n° 51, avenue Georges-Clemenceau, Papeete, BP 5369, 98716 Pirae, *date de début d'exploitation* : 5 janvier 2015.

8 janvier 2015

N° 15 22 A, Vanessa Herenui Toa née Brothers, services divers, *nom commercial* : Heirenuui, PK 4,500, côté montagne, quartier Aoma, Toahotu, BP 7770 Afaahiti, 98719 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 12 janvier 2015 ;

N° 15 23 A, Sandrine Anne Kliber, travaux du bâtiment, *nom commercial* : Pacific Home Concept, immeuble Yersin, angle du Prince-Hinoi et rue Wallis, BP 307, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 7 janvier 2015 ;

N° 15 24 A, Albert Mou, conditionnement de produits issus de la pêche, *nom commercial* : Poissonnerie Baby, PK 5,100, côté montagne, servitude Mou, BP 14487, 98701 Arue, *date de début d'exploitation* : 7 janvier 2015 ;

N° 15 25 A, Jean Taataura Pou, surveillance de travaux divers, travaux de main-d'œuvre, *nom commercial* : Pounamu, quartier Pugibet, route de la pointe Vénus, Mahina, BP 141466, 98701 Arue, *date de début d'exploitation* : 5 janvier 2015 ;

N° 15 26 A, Vaitiare Jennifer Senecal, confection de bijoux, paréos, couronnes, promenade en mer, organisation de soirées polynésiennes et de mariages, PK 5, côté montagne, Paopao, Maharepa, Moorea, BP 120895, 98712 Papara, *date de début d'exploitation* : 7 janvier 2015 ;

N° 15 27 A, Tehei Michael Bernard Tapi, artisanat, *nom commercial* : Dear Diadem, résidence Taina 3, allée des Roses, lot 137, Punaauia, BP 21479, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 12 janvier 2015 ;

N° 15 28 A, Gilles Tehautapapa Teriitahi, négociant en pièces détachées automobiles, *nom commercial* : Tehauto-Parts, PK 8,200, côté montagne, servitude Auffrey, Punaauia, BP 9646, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 12 janvier 2015.

9 janvier 2014

N° 15 29 A, Teva Baltzer, mécanicien-réparateur, *nom commercial* : JS Auto, PK 0,500, côté montagne, quartier Ohiteitei, Afaahiti, BP 7329 Afaahiti, 98719 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 2 janvier 2015 ;

N° 15 30 A, Philippe David Lucien Dubau, consultant, PK 4,900, côté montagne, route du Mont Thabor, Pirae, BP 699, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 1er octobre 2014 ;

N° 15 31 A, Loanah Guillot, loueur en main-d'œuvre, 2e dos d'âne, 2e maison à gauche, route de Fare Rau Ape, Pirae, BP 1744, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 12 janvier 2015 ;

N° 15 32 A, Hereiti Hélène Milwako Vaihei Hopuare, réalisation de mesures et traitements de données, PK 34,500, côté mer, quartier Terotorua, BP 12161, 98712 Papara, *date de début d'exploitation* : 8 janvier 2015 ;

N° 15 33 A, Vahirua Daniel Tea Kautai, négoce, PK 5,100, côté montagne, Afaahiti, 98719 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 8 janvier 2015 ;

N° 15 34 A, Waioana Madjula Largeteau, coiffure sans établissement fixe, *nom commercial* : Kiowaioanavai, PK 43,500, côté montagne, quartier Teaha, 98726 Teva I Uta, *date de début d'exploitation* : 9 janvier 2015 ;

N° 15 35 A, Tepoe Kistina Hereiti Lissant, prestations de services, fabrication de bijoux de luxe ou de fantaisie, *nom commercial* : Fakarava Pearl, PK 4,800, côté montagne, quartier Lucas, Maharepa, BP 226 Paopao, 98728 Moorea-Maiao, *date de début d'exploitation* : 8 janvier 2015 ;

N° 15 36 A, Terootua Manuel Ruaroo, déteinte de vitres, *nom commercial* : Terootua, PK 13,100, côté montagne, lotissement Punavai Plaine, lot 123, BP 1719, Punaauia centre, 98717 Punaauia, *date de début d'exploitation* : 8 janvier 2015 ;

N° 15 37 A, Ravanui Roanito Tanematea, travaux en tous genres, PK 11,500, côté mer, quartier Vairuia, Vairao, BP 231, 98725 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 8 janvier 2015 ;

N° 15 38 A, Parau Temarohirani, négoce, Maiao, 98728 Moorea-Maiao, *date de début d'exploitation* : 8 janvier 2015 ;

N° 15 39 A, Frédéric Tu Philippe Tetavahi, marchand forain, *nom commercial* : Snack Lai, PK 4,400 derrière le CES, route de Puurai, Faa'a, BP 44735, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 8 janvier 2015 ;

N° 15 40 A, Rachel Hinatora Meggy Tau née Turina, fabrication de bijoux de luxe ou de fantaisie, *nom commercial* : Lysis, immeuble Willy, rue Afererii, BP 53058, 98716 Pirae, *date de début d'exploitation* : 9 janvier 2015 ;

N° 15 41 A, Mooria Tera, jardinage, *nom commercial* : TSCH Jardinage, terre Tetiapa, lot 3, n° 3 DW17, côté montagne, Afaahiti, 98719 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 5 janvier 2015 ;

N° 15 42 A, Benjamin Jacques André Declume, maintenance informatique, *nom commercial* : Vaenoha Solutions, PK 8,221, côté montagne, quartier Bordes, Afareaitu, BP 4197 Vaiare, 98728 Moorea-Maiao, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 15 43 A, Yann Duguet, navires et bateaux (entretien et réparation), résidence de la marina Taina, 98717 Punaauia, *date de début d'exploitation* : 6 janvier 2015 ;

N° 15 44 A, Marlène Aroita née Jourdain, services divers, *nom commercial* : Le Petit Conseil, PK 4,600, côté montagne, résidence de Mitirapa, Toahotu, BP 71122 Afaahiti, 98719 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 2 janvier 2015 ;

N° 15 45 A, Antonella Heiani Kohueinui, nettoyage et entretien des locaux, *nom commercial* : Madame Propre, lotissement Atima, lot 39, côté montagne, BP 11410, 98709 Mahina, *date de début d'exploitation* : 6 janvier 2015 ;

N° 15 46 A, Aurélie Navaerua Kwon, services divers, PK 10,800, vallée de Matatia, Punaauia, BP 4847, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 7 janvier 2015 ;

N° 15 47 A, David Ariihau Leang, jardinage, PK 11,500, côté montagne, lotissement Sage, BP 381020, 98718 Punaauia, *date de début d'exploitation* : 6 janvier 2015 ;

N° 15 48 A, Hélène Odette Sylvie Mathieu, garderie d'enfants, *nom commercial* : Mooiti, PK 4,732, côté montagne, Vaiare, Moorea, BP 43695, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 12 janvier 2015 ;

N° 15 49 A, Ariipaea Joaquin Mendez-Garcia, pension bourgeoise, *nom commercial* : Fare Maraetaata, PK 19,100, côté montagne, servitude Montaron, BP 330087, 98711 Paea, *date de début d'exploitation* : 6 janvier 2015 ;

N° 15 50 A, Catherine Josette Huguette Wong née Perdriau, consultant, quartier Vanizette, route de Sainte-Amélie, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 6 janvier 2015 ;

N° 15 51 A, Nadège Sandrine Trullier née Robert, services divers, PK 9,300, lotissement Le Lotus, n° C 36, Punaauia, BP 44042, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 6 janvier 2015 ;

N° 15 52 A, Alain Faite Tatarata, électricien, *nom commercial* : Faite Multiservices, PK 19,100, côté montagne, servitude Montaron, BP 330308, 98711 Paea, *date de début d'exploitation* : 7 janvier 2015 ;

N° 15 53 A, Tuiata Sophie Tehio, négociant, Amaru, BP 1, 98752 Rimatara, *date de début d'exploitation* : 6 janvier 2015 ;

N° 15 54 A, Dora Terai Matahuira née Teihoarii, loueur en main-d'œuvre, *nom commercial* : Teraimatatini, PK 12,500, côté montagne, servitude Deligny 2, BP 1413, Punaauia centre, 98717 Punaauia, *date de début d'exploitation* : 2 janvier 2015 ;

N° 15 55 A, Jean-Luc Nui Temanupaoura, garde malade, PK 31,500, côté montagne, Mahaena, 98706 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 15 janvier 2015 ;

N° 15 56 A, Marie-Laude Sylvana Guillet née Wong, consultant, quartier Bambridge Atihai, Taunua, BP 20454, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 6 janvier 2015 ;

N° 15 57 A, Anton Zastavniy, fabrication de pâtes fraîches, Avatoru, BP 6, 98775 Rangiroa, *date de début d'exploitation* : 5 janvier 2015 ;

N° 15 1 B, EURL Total Matavai, société à responsabilité limitée à associé unique : 1 000 000 F CFP, PK 12,500, côté montagne, Punaauia, BP 8422, Taravao, 98719 Hitia'a O Te Ra, *administrateur* : Rémi André Raoul Leconte, exploitation



d'une station Total, et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptible d'en faciliter l'extension et le développement, notamment dans le développement de l'automobile, la création, l'acquisition, sous toutes ses formes, la propriété, l'exploitation, la location, comme bailleur ou comme preneur, avec ou sans promesse de vente, de tous fonds ou établissements commerciaux entrant dans le cadre de l'objet social, la prise à bail, en totalité ou en partie, de tous immeubles bâtis ou non bâtis, la participation de la société par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, et généralement toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet social, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 15 2 B, Colombani-Latouche, société d'exercice libéral à responsabilité limitée : 3 000 000 F CFP, 9, rue du Lieutenant-Varney, 98714 Papeete, *gérants associés* : Marie-France Anne Marguerite Colombani née Leray et Stéphane Joël Latouche, l'exercice en commun de la profession de pharmacien d'officine telle qu'elle est définie par les dispositions légales et réglementaires en vigueur. Elle ne peut accomplir les actes de cette profession que par l'intermédiaire d'un de ses membres ayant qualité pour l'exercer, et généralement, toutes opérations civiles, mobilières, financières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet visé ci-dessus, ou en faciliter l'accomplissement, *date de début d'exploitation* : 9 janvier 2015 ;

N° 15 3 B, EURL Total Tipaerui, société à responsabilité limitée à associé unique : 1 000 000 F CFP, angle de la vallée de Tipaerui, Papeete, BP 8422, Taravao, 98719 Hitia'a O Te Ra, *gérant associé unique* : Rémi André Raoul Leconte, exploitation d'une station Total, et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptible d'en faciliter l'extension et le développement, notamment dans le développement de l'automobile, la création, l'acquisition, sous toutes ses formes, la propriété, l'exploitation, la location, comme bailleur ou comme preneur, avec ou sans promesse de vente, de tous fonds ou établissements commerciaux entrant dans le cadre de l'objet social, la prise à bail, en totalité ou en partie, de tous immeubles bâtis ou non bâtis, la participation de la société par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, et généralement toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet social, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 15 4 B, SGL, société à responsabilité limitée : 100 000 F CFP, route allée Pierre-Loti, immeuble MC import, Titioro, Papeete, BP 140957, 98701 Arue, *gérant associé* : Rémi André Raoul Leconte, société de gestion, de conseil, de management, de mise à disposition, de personnel, de moyens, de marchandises. ventes de marchandises en gros, semis gros. import-export de marchandises. La prise de participations, sous quelque forme que ce soit, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations. En outre, la société peut effectuer toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation. D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 15 5 B, Fare Nui Construction, société à responsabilité limitée à associé unique : 10 000 F CFP, PK 40,500, côté mer, Hitia'a, BP 467 Tiarei, 98708 Hitia'a O Te Ra, *gérant associé unique* : Alexandra Apua Apuarii, être une société de construction de maison individuelles clés en main. Nous nous exécuterons également dans des travaux de rénovations, d'extensions et d'aménagement. Et plus généralement, toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, juridiques, économiques et financières, civiles et commerciales, se rattachant à l'objet sus indiqué ou à tous autres objets similaires ou connexes, de nature à favoriser, directement ou indirectement, le but poursuivi par la société, son extension ou son développement, *date de début d'exploitation* : 4 décembre 2014 ;

N° 15 6 B, Island Ice, société à responsabilité limitée à associé unique : 50 000 F CFP, PK 21, côté mer, BP 10782, 98711 Paea, *gérant associé unique* : Matahi Andy Neri, tant en France qu'à l'étranger : La vente de glace de réfrigération tel que les glaçons et la glace à écaille, et, plus généralement, toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, financières, commerciales, industrielles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement, *date de début d'exploitation* : 10 janvier 2015 ;

N° 15 7 B, Magasin Vaima, société à responsabilité limitée à associé unique : 200 000 F CFP, PK 48,200, côté montagne, Mataiea, 98726 Teva I Uta, *gérant associé unique* : Jérémy Elwin Chung Sao, en Polynésie française : l'acquisition, l'exploitation et la gestion de tout fonds de commerce, l'importation, la vente en gros ou en détail de toutes marchandises de toute nature. L'aliénation de tout ou partie des biens, meubles ou immeubles appartenant à la société par voie d'échange ou de vente, d'apport en société ou cession de droit au bail. Les emprunts auprès de banques publiques ou privées ou de particuliers, nécessaires à la réalisation de son objet social, avec garantie hypothécaire ou nantissement de tous biens meubles ou immeubles appartenant à la société. Tous placements de capitaux sous toutes ses formes que ce soit, y compris l'acquisition ou la souscription de toutes actions, obligations, parts sociales. Et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement, *date de début d'exploitation* : 9 janvier 2015 ;

N° 15 8 B, Tahiti Pearl Beach Resort, société par actions simplifiée : 5 000 000 F CFP, boulevard Pomare, centre Paofai, bâtiment A, 5e étage, 98714 Papeete, *président* : TB Promotion Pacific (SARLh), représenté par Thierry Daniel Ernest Barbion, *commissaire aux comptes titulaire* : SEG Audit (SAh), *commissaire aux comptes suppléant* : KPMG (SARLh), l'organisation, la promotion, l'entreprise, l'exploitation directement ou indirectement de tous établissements hôteliers, résidences de tourisme, centres de loisirs et, plus généralement, toutes activités liées aux voyages, aux transports touristiques et de tout ce qui se rapporte au tourisme, tout projet, étude de marché, publicité, promotion, gestion et marketing qui concourt au développement du tourisme, de l'hôtellerie et des loisirs, l'acquisition, la prise à bail, la mise en valeur de tous immeubles, bâtis ou non bâtis nécessaires à la réalisation de l'objet, la participation de la société à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, notamment celles dont l'objet serait susceptible de concourir à la réalisation de l'objet social et par tous moyens, notamment par voie de création de sociétés



nouvelles, d'apports, fusions, alliances, groupements d'intérêt économique, sociétés en participations, et, généralement, toutes opérations industrielles, commerciales et financières, de nature mobilière ou immobilière, se rattachant à l'objet défini ci-dessus et susceptibles d'en faciliter la réalisation ou le développement, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 15 9 B, Metali'Nox, société à responsabilité limitée : 100 000 F CFP, PK 3, côté montagne, quartier Walker, Pirae, BP 2897, 98717 Punaauia centre, *gérants associés* : Stéphane Wong et Charlotte Sophie Bos, en Polynésie française, construction métallique. Et, plus généralement, toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, financières, commerciales, industrielles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015.

#### 12 janvier 2015

N° 15 58 A, Miriama Bourgeois née Ahuroa, accueillant familial pour personnes âgées, PK 45,500, côté montagne, lotissement Utuofai, lot 10, Tiarei, BP 319, 98708 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 9 janvier 2015 ;

N° 15 59 A, Solenne Allanic, secrétariat, résidence de Sainte-Amélie, logement n° 03001, BP 9435, 98715 Papeete, *date de début d'exploitation* : 12 janvier 2015 ;

N° 15 60 A, Matthieu Marc Louis Aureau, services divers, appartement 97, pointe des Pêcheurs, côté mer, BP 3408, 98717 Punaauia, *date de début d'exploitation* : 6 janvier 2015 ;

N° 15 61 A, Michel Hatitio, accueillant familial, PK 36,200, vallée de Papeiti, route de l'Abattoir, BP 12225, 98712 Papara, *date de début d'exploitation* : 9 janvier 2015 ;

N° 15 62 A, Meari Mirella Nahei, agent d'accueil de réservation, PK 6,400, côté montagne, servitude Gobrait, Heiri, Faa'a, BP 51655, 98716 Pirae, *date de début d'exploitation* : 12 janvier 2015 ;

N° 15 63 A, Taina Mendelsohn née Peretia, travaux en tous genres, *nom commercial* : Maru Travaux Taina, PK 37, côté montagne, quartier Temarua, BP 120388, 98712 Papara, *date de début d'exploitation* : 9 janvier 2015 ;

N° 15 64 A, Dominique Sierra, travaux en tous genres, PK 19,100, côté montagne, route Maraetaata, BP 381050, 98718 Punaauia, *date de début d'exploitation* : 12 janvier 2015 ;

N° 15 65 A, Marianne Anne Nicole Tayeb, services divers, lotissement Chin Foo, quartier Vetea, BP 51441, 98716 Pirae, *date de début d'exploitation* : 9 janvier 2015 ;

N° 15 66 A, Tema Fabrice Teurua, travaux en tous genres, PK 15, vallée de Faaripo, 98707 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 12 janvier 2015 ;

N° 15 67 A, Mureille Rôti Temanaha née Tuahiva, accueillant familial, lotissement Hennebuisse, route de Pamatai, BP 8068, 98702 Faa'a, *date de début d'exploitation* : 9 janvier 2015 ;

N° 15 68 A, Henri Wong Chou, mécanicien, lotissement Tehapatoa, lot 47 bis, BP 8593, 98702 Faa'a, *date de début d'exploitation* : 9 janvier 2015 ;

N° 15 69 A, Yohann Raphaël Taurai Ah-Wah, services divers, *nom commercial* : Yo-Services, immeuble Hapairai, quartier Princesse-Heiata, Pirae, BP 101, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 12 janvier 2015.

#### 13 janvier 2015

N° 15 70 A, Alexandre Stéphane Vijay Benjamin, consultant juridique, *nom commercial* : Benjamin Consulting, résidence Le Grand Large n° A53, Papeete, BP 7603,

Afaahiti, 98722 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 13 décembre 2014 ;

N° 15 71 A, Tunui Anderson Brothers, travaux en tous genres, PK 22, vallée Orofero, 98711 Paea, *date de début d'exploitation* : 13 janvier 2015 ;

N° 15 72 A, Lara Vaite Rere Farahei, prestation de services, lotissement Puurai, lot 342, BP 62331, 98702 Faa'a, *date de début d'exploitation* : 13 janvier 2015 ;

N° 15 73 A, Sandra Aima Teriiaumoana Matae, taxi, PK 5,700, côté mer, quartier Ropati, 98702 Faa'a, *date de début d'exploitation* : 12 janvier 2015 ;

N° 15 74 A, Christopher André Teva Miley, travaux du bâtiment, *nom commercial* : Ent Miley Construction, route de Fare Rau Ape, quartier Bel Air, Pirae, BP 43967 Fare Tony, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 12 janvier 2015 ;

N° 15 75 A, Marie Moua, désinsectisation, *nom commercial* : Palmer Desinsectisation, avenue du Prince-Hinoi n° 165, BP 2989, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 19 janvier 2015 ;

N° 15 76 A, Gérald Paroe, travaux du bâtiment, PK 4, côté montagne, Aoma, Toahotu, BP 7518 Afaahiti, 98719 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 12 janvier 2015 ;

N° 15 77 A, Neils Aputerai Teinauri, infographiste, *nom commercial* : Nealihana, PK 30,500, côté montagne, lotissement Tiamao 1, 98712 Papara, *date de début d'exploitation* : 12 janvier 2015 ;

N° 15 78 A, Sabine Jullien née Teneriello, massage, route du lotissement Vetea, résidence Hestia, Pirae, BP 9462, 98715 Papeete, *date de début d'exploitation* : 19 janvier 2015 ;

N° 15 79 A, Tuarae Serge Toareinui, travaux en tous genres, *nom commercial* : STR, Puurai, côté montagne, Faa'a, BP 912 Faanui, 98730 Bora Bora, *date de début d'exploitation* : 13 janvier 2015 ;

N° 15 80 A, Hainarii Uura, services divers, quartier Tearoha, vallée Tepapa, BP 44051, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 12 janvier 2015 ;

N° 15 81 A, Sylvie Joséfa Waternaux, massage, *nom commercial* : Syl Vie, PK 41,500, côté montagne, BP 120124, 98712 Papara, *date de début d'exploitation* : 1er février 2015.

#### 14 janvier 2015

N° 15 82 A, Keoma Atae, travaux en tous genres, lotissement Pirae Uta, lot 2, BP 43759, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 13 janvier 2015 ;

N° 15 83 A, Adhene Atae, travaux en tous genres, lotissement Pirae Uta, lot 2, BP 43759, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 13 janvier 2015 ;

N° 15 84 A, Gérard Atamu, travaux en tous genres, PK 5,500, côté montagne, quartier Liliane-Bordes, route de Sainte-Hilaire, BP 6336, 98702 Faa'a, *date de début d'exploitation* : 1er février 2015 ;

N° 15 85 A, Grégory René Jean-Claude Bonnard, transporteur touristique (8 passagers maximum), PK 22, côté montagne, Orofero, BP 330052, 98711 Paea, *date de début d'exploitation* : 13 janvier 2015 ;

N° 15 86 A, Ave Claude Drago, consultant, *nom commercial* : DCM2, lotissement Taina, allée des Fara, lot n° 14, BP 130357, 98717 Punaauia, *date de début d'exploitation* : 13 janvier 2015 ;

N° 15 87 A, Lahaina Wisdom Harrys, garde malade, Tiputa, BP 21, 98776 Rangiroa, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 15 88 A, Paul Tuterai Narii Kelly, magasin d'alimentation générale, *nom commercial* : Magasin Paul, Avatoru, BP 294, 98775 Rangiroa, *date de début d'exploitation* : 5 décembre 2014 ;

N° 15 89 A, Marie-Eve Maitihe, restauration de type rapide, Avatoru, BP 176, 98775 Rangiroa, *date de début d'exploitation* : 2 février 2015 ;

N° 15 90 A, Wilma Mereta Tauotaha née Pani, services divers, *nom commercial* : R3W Services, PK 10,500, côté montagne, lotissement Pereua, lot 45, BP 111279, 98709 Mahina, *date de début d'exploitation* : 13 janvier 2015 ;

N° 15 91 A, Jonathan Teiva Peziere, services divers, garde malade (sans agrément), jardinage, *nom commercial* : JPS Services, quartier Tefaatau, avenue du Général-de-Gaulle, BP 5108, 98716 Pirae, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 15 92 A, Bartolome Pinol Toledo, *nationalité espagnole*, tatoueur, PK 9, côté montagne, lotissement Baccino, lot S, BP 112074, 98709 Mahina, *date de début d'exploitation* : 15 janvier 2015 ;

N° 15 93 A, Nadine Sylvie Theurier née Scolan, coiffure sans établissement fixe, route du lotissement Miri, lot 38, Punaauia, BP 42672, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 15 94 A, Tainanoarii Varney Taaroa, teinture sur textile, *nom commercial* : Teina Roarii Sun, PK 12,500, côté montagne, vallée de Ahonu, Mahina, BP 14359, 98701 Arue, *date de début d'exploitation* : 13 janvier 2015 ;

N° 15 95 A, Jacques Damiano Tapi, artisan, négociant, Titiro, servitude 2, BP 42347, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 15 janvier 2015 ;

N° 15 96 A, Liliane Vaiahu Tapa, loueur en main-d'œuvre, PK 3,500, côté mer, résidence Tamahana Pae Miti B24, Arue, BP 44958, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 13 janvier 2015 ;

N° 15 97 A, Samuel Louis Toulis, fabrication de flexibles hydrauliques, *nom commercial* : Moorea Flexibles, résidence Vaipipiha, lot 19, Pihaena, BP 3232 Temae, 98728 Moorea-Maiao, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 15 98 A, Vairea Valérie Claire Cheung Piou née Williams, couturière pour dames en chambre, route de la pointe Venus, Mahina, BP 41261 Fare Tony, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 13 janvier 2015 ;

N° 15 10 B, Sisthor, société à responsabilité limitée : 200 000 F CFP, PK 9 Tevaitoa, Tumaraa, BP 680, 98735 Uturoa, *gérants associés* : Karine Ginette Lacroix et Dorothée Xavière Claude Delavallade née Gresle, en Polynésie française et partout ailleurs : site internet spécialisé dans la mise en ligne d'annonces de vente d'hôtels et de restaurants. Conseils en communication et assistance à l'installation d'entreprise, création et production de guides pratiques d'installation. Et plus généralement toute activité annexe ou connexe aux activités ci-dessus mentionnées. La participation de la société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance. Et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes pouvant favoriser son extension ou son développement, *date de début d'exploitation* : 13 janvier 2015.

15 janvier 2015

N° 15 99 A, Angélique Faura Vanina Cattiaux, fabrication et vente de stickers en l'état ou sur textile, impression sur textile, *nom commercial* : Taravana Design, lotissement Terevaa, Fare, Huahine, BP 381293, 98718 Punaauia, *date de début d'exploitation* : 14 janvier 2015 ;

N° 15 100 A, Jenny Heivarau Chan Chui Yung, jardinage, *nom commercial* : APE Jardinage, PK 22,500, côté montagne, derrière le magasin Ami-René, Papetoi, 98728 Moorea-Maiao, *date de début d'exploitation* : 14 janvier 2015 ;

N° 15 101 A, Anne-Marie Maité Cotinet, esthétique, *nom commercial* : Luminescence, 1er étage, 7, rue du Général-de-Gaulle, Papeete, BP 690, Paopao, 98728 Moorea-Maiao, *date de début d'exploitation* : 1er février 2015 ;

N° 15 102 A, Tiairani Karin Elisabeth Drollet Le Caill, production audiovisuelle, événementiel, *nom commercial* : Indigitale Tahiti, PK 12,500, côté montagne, Tainuu 2, lot 2, Punaauia, BP 3394, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 14 janvier 2015 ;

N° 15 104 A, Whil Raimana Paofai, chauffeur, PK 37,500, côté montagne, quartier Atetii, BP 121015, 98712 Papara, *date de début d'exploitation* : 27 janvier 2015 ;

N° 15 105 A, Raiamana Vincent Tauotaha, services divers, *nom commercial* : Rai Services, PK 10,500, côté montagne, lotissement Pereua, lot 45, BP 111279, 98709 Mahina, *date de début d'exploitation* : 14 janvier 2015 ;

N° 15 106 A, Moana Bastien Temauu, maintenance informatique, *nom commercial* : Haunui Dev, PK 9,500, côté mer, quartier Taurua-Aumeran, route de la pointe Venus, BP 1035, Punaauia centre, 98717 Punaauia, *date de début d'exploitation* : 14 janvier 2015 ;

N° 15 107 A, Toarere Lanteires, pâtisserie commune vendant en détail (fabricant), négociant sur le marché, Takaroa, 98781 Takaroa, *date de début d'exploitation* : 1er juillet 2012 ;

N° 15 108 A, Julien Guy Paul Munier, loueur en main-d'œuvre, PK 24,500, côté mer, résidence Moea Nui, BP 1019 Tiahura, 98728 Moorea-Maiao, *date de début d'exploitation* : 19 décembre 2011 ;

N° 15 109 A, Timihapai Lorenzo Rupea, import (panneaux solaires et divers), installation, *nom commercial* : Tahiti New Energy, PK 4,800, côté montagne, quartier Ueva, BP 62814, 98702 Faa'a, *date de début d'exploitation* : 13 janvier 2015 ;

N° 15 11 B, Koral, société à responsabilité limitée : 100 000 F CFP, route de Motu Uta, zone récifale Ouest, Papeete, BP 380308, 98717 Punaauia, *gérants associés* : Nuutere Henry Ronald Ewart, Tahiri Hugues Vidal et Rodrigo Ariihau Navarro, toutes opérations se rattachant à l'achat, la vente, la transformation, l'application de tous matériaux d'étanchéité et de couverture dans le bâtiment, la création et l'exploitation d'un atelier de façonnage métallique, la prise, l'acquisition, l'exploitation de toutes marques, les activités de soudure, peinture, et prestations de services aux entreprises et particuliers, travaux de construction pouvant notamment inclure le gros œuvre, le second œuvre et tous travaux de réparation et rénovation. Mise à disposition de machines et véhicules industriels. Et, plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement, l'importation et le négoce, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 15 12 B, Torpe Pacific, société à responsabilité limitée à associé unique : 50 000 F CFP, PK 24,600, côté mer, Paea, BP 40437, 98713 Papeete, *gérant associé unique* : Laurent Joseph Christian Jean Grimaud, la vente stand up paddle, *date de début d'exploitation* : 5 janvier 2015.

16 janvier 2015

N° 15 110 A, Armand Raymond Belli, démarcheur, lotissement Le Lotus lot G2 08, Punaauia, BP 3863, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 7 février 2015 ;

N° 15 111 A, Nicolas Sébastien Guillaume Beynet, services divers, résidence de Taapuna lot 111, 98717 Punaauia, *date de début d'exploitation* : 15 janvier 2015 ;

N° 15 112 A, Patrick Germain Noël Courrioux, laverie, internet secrétariat, *nom commercial* : Bora Bora Laverie, centre commercial Helen's Bay Shopping Center, lot 4, BP 250, 98730 Bora Bora, *date de début d'exploitation* : 3 novembre 2014 ;

N° 15 113 A, Sabrina Nelly Vaipua Estall, vente de services divers, Faanui, côté montagne, chez Teiva-Buchin, BP 1329, 98730 Bora Bora, *date de début d'exploitation* : 1er décembre 2014 ;

N° 15 114 A, Virginie Clotilde Monot née Giusti, création, consultant, lotissement Green Vallée Nui, lot 60, *date de début d'exploitation* : 1er février 2015 ;

N° 15 115 A, Henri Manea, promenade en mer, *nom commercial* : Henua Island Tours, Faanui, BP 304, 98730 Bora Bora, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 15 116 A, Kervin Heinui Rota, travaux en tous genres, *nom commercial* : Heinui Entreprise, PK 25, côté montagne, quartier Onohea, Tiarei, BP 5960, 98716 Pirae, *date de début d'exploitation* : 19 janvier 2015 ;

N° 15 117 A, Terii Teriitahi, artisan (tressage et installation de pandanus), chez Teriitahi épouse Marjorie Teipiti Patio Taurei, côté montagne, 98734 Tahaa, *date de début d'exploitation* : 1er décembre 2014 ;

N° 15 118 A, Frédéric Terorohaupea, vente de services divers, Faanui, côté montagne, quartier Vairea, BP 1479, 98730 Bora Bora, *date de début d'exploitation* : 1er décembre 2014 ;

N° 15 119 A, Mimosa Joséphine Ah-Lo née Teururai, garde malades, PK 17,500, côté montagne, quartier Tipirahirahi, 98707 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 16 décembre 2014 ;

N° 15 120 A, Hina Répéta Virginie Hirirau Timau, nettoyage de locaux, jardinage, blanchisserie (repassage et lavage), *nom commercial* : Entreprise Tearaino, Nunue, côté montagne, face SOCREDO, BP 584, 98730 Bora Bora, *date de début d'exploitation* : 1er décembre 2014 ;

N° 15 121 A, Hei-Arii Jesse Tuihani, infographiste, *nom commercial* : Hdsign, PK 4, côté montagne, quartier Van Bastolaer, route de Nuutania, Faa'a, BP 2868, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 15 janvier 2015.

#### 19 janvier 2015

N° 15 122 A, Marie-Joseph Angia, travaux en tous genres, PK 53,100, côté montagne, lotissement Vaimarama n° 38, Papeari, BP 7494, 98719 Taravao, *date de début d'exploitation* : 14 janvier 2015 ;

N° 15 123 A, Heitiare Anouchka Atger, garde malade, Fitii, côté mer, chez Tuariihihoa-Tehipua, BP 203, 98731 Huahine, *date de début d'exploitation* : 1er novembre 2014 ;

N° 15 124 A, John Barbos-Maui, travaux de construction, *nom commercial* : Entreprise Barbos, PK 37, côté montagne, servitude de la Mairie, Hitia'a, BP 20918, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 15 février 2015 ;

N° 15 125 A, Teiva Jean-Pierre Jules Cornu, services divers, *nom commercial* : Comstain, PK 3,200, côté mer, Afaahiti, BP 7056, 98719 Taravao, *date de début d'exploitation* : 1er octobre 2014 ;

N° 15 126 A, Elma Ahu Faana, garde personne âgée, PK 38,200, côté montagne, BP 318, 98708, *date de début d'exploitation* : 14 janvier 2015 ;

N° 15 127 A, Martine Aline Ballagny née Formelle, médiation, *nom commercial* : Résolutions des Conflits avec Un Mediateur Diplômé, PK 39,500, côté mer, BP 12922, 98712 Papara, *date de début d'exploitation* : 16 janvier 2015 ;

N° 15 128 A, Charles Rouru Harrys, travaux du bâtiment, *nom commercial* : Entreprise Harrys Construction, PK 12, côté montagne, servitude Scholermann, Punaauia, BP 63211, 98702 Faa'a, *date de début d'exploitation* : 19 janvier 2015 ;

N° 15 129 A, Tahiarri Brigitte Le Bronnec-Voisard, couture en chambre, *nom commercial* : LBV Création, PK 11,200, côté montagne, servitude Assaud, Punaauia, BP 4867, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 16 janvier 2015 ;

N° 15 130 A, Emma Tevaearai Mare, garde malade, Maeva, côté mer, BP 42, 98731 Huahine, *date de début d'exploitation* : 21 novembre 2014 ;

N° 15 131 A, Charles Marere, organisateur de soirée et buvette, *nom commercial* : AG&B Agency, PK 18, au village, côté mer, Tautira, BP 16100, 98727 Teva I Uta, *date de début d'exploitation* : 14 janvier 2015 ;

N° 15 132 A, Hurimana Gym Parea Démétrios Moeino, travaux en tous genres, *nom commercial* : ENT Moeino, PK 34,100, côté montagne, Mahaena, BP 50278, 98716 Pirae, *date de début d'exploitation* : 19 janvier 2015 ;

N° 15 133 A, Lucie Tufaaimea née Peu, accueillant familial, Maroe, quartier Faatetoro, BP 236, 98731 Fare, Huahine, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 15 134 A, Gaël Rochette, location voilier sans équipage, chemin Hanaiti, Haapu, côté mer, BP 768, 98731 Huahine, *date de début d'exploitation* : 1er avril 2015 ;

N° 15 135 A, Nadège Mareva Tapao-Terutehei, commissionnaire en affaires locales, négociant, Haamene à 200 mètres de la marina, côté montagne, chez Tapao-Victor, BP 793, 98731 Huahine, *date de début d'exploitation* : 5 novembre 2014 ;

N° 15 136 A, Teora Tereua née Teaurai, accueillant familial, Maeva, côté mer, BP 09, 98731 Fare, Huahine, *date de début d'exploitation* : 21 novembre 2014 ;

N° 15 137 A, Johanna Vahineura Tapa, accueillant familial, Fitii, côté mer, BP 180, 98731 Huahine, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 15 138 A, Titaua Nathalie Noëlle Puupuu née Teriimana, accueillant familial, Maroe, avant le pont, côté mer, B 241, 98731 Huahine, *date de début d'exploitation* : 21 novembre 2014 ;

N° 15 139 A, Vahinemoea Charlene Tetaira, nettoyage et entretien des locaux, *nom commercial* : Anaana Clean, Maeva, Afaahiti, côté montagne, chez Taihia Faatiarau, BP 919, 98731 Huahine, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 15 140 A, Nathalie Mearau Tiihiva, garde malade (handicapé chez elle), Fitii, côté montagne, quartier Vaiaoa, BP 580 Fitii, 98731 Huahine, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 15 141 A, Kevin Alexander Tribet, entretien des bateaux, agent d'escorte, promenade en mer, conciergerie, PK 16, côté mer, après servitude Atitapu, 98718 Punaauia, *date de début d'exploitation* : 16 janvier 2015 ;

N° 15 142 A, Edouard Hubert Adrien Verneau, négociant de produits artisanaux, *nom commercial* : Fenua Arts, résidence Teroma 1, quartier Heiri n° 43 bis, Faa'a, BP 381575, 98718 Punaauia, *date de début d'exploitation* : 19 janvier 2015.

#### 20 janvier 2015

N° 15 143 A, Bélinda Fariua née Arui, prestation de service (ménage, nounou, vendeuse...), *nom commercial* : Beli Services, quartier Mai, côté montagne, stade de Puurai, BP 62099, 98702 Faa'a, *date de début d'exploitation* : 19 janvier 2015 ;

N° 15 144 A, Maxime Marc Simon Blouet, navires et bateaux (construction, aménagement, réparation), Marina de Uturoa, voilier Buguel Eussa, bouée Dream Yacht Charter, Raiatea, BP 2091, 98735 Uturoa, *date de début d'exploitation* : 17 novembre 2014 ;

N° 15 145 A, Etienne Christian Casanovas, vente de services divers, PK 9,200, côté montagne, lotissement Les Patios de Tenape 2, Tevaitoa, Raiatea, BP 1090, 98735 Uturoa, *date de début d'exploitation* : 25 novembre 2014 ;

N° 15 146 A, Elodie Cécile Beigbeder née Cinquin, couture, consultant en biologie, *nom commercial* : Les Feutrinandises, PK 15,500, côté mer, lotissement Bunkley n° 12, Punaauia, BP 41810, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 19 janvier 2015 ;

N° 15 147 A, Haunui Ronny Faraire, excursion, promenade en mer, *nom commercial* : Teahupoo Eden Excursion, PK 8,500, côté montagne, Vairao, BP 15444, 98726 Teva I Uta, *date de début d'exploitation* : 1er mars 2015 ;

N° 15 148 A, Jean Bastien Niurama Stéphane Jules Guarrigues, transformation de denrées végétales (fruits, confits, confiture...), *nom commercial* : Momona, PK 23,700, côté montagne, quartier Chapman, 98711 Paea, *date de début d'exploitation* : 19 janvier 2015 ;

N° 15 149 A, Jerry Hirama Holman, vente de services divers, PK 16,600, côté montagne, chez Lovaina-Teraiharoa, Tevaitoa, Raiatea, 98735 Tumaraa, *date de début d'exploitation* : 1er novembre 2014 ;

N° 15 150 A, Clarita Heiti Frebault née Hutihuti, centre d'accueil pour personnes âgées, PK 3,500, quartier Deane, face à Carrefour, Arue, BP 51786, 98716 Pirae, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 15 151 A, Romain Hiroiti Benjamin Jesiorski, travaux en tous genres, installateur et polyvalent, *nom commercial* : Arii Pose, Maatea, côté montagne, Moorea, BP 21244, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 20 décembre 2014 ;

N° 15 152 A, Lorik Tereva Leau, travaux en tous genres, électricien, *nom commercial* : LL Entreprise, PK 20, côté montagne, servitude Taputuarai, BP 10913, 98711 Paea, *date de début d'exploitation* : 19 janvier 2015 ;

N° 15 153 A, Maimiti Aurélie Malbrun, transport touristique, *nom commercial* : Maimiti Malbrun, PK 8,500, côté montagne, Terega, BP 13211, 98717 Punaauia, *date de début d'exploitation* : 19 janvier 2015 ;

N° 15 154 A, Teura Manate, assistante de vie, Hamuta, lot 67, BP 51244, 98716 Pirae, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 15 155 A, Guillaume Martinez, scaphandrier, plongeur, lotissement Punavai Nui, voie R n° 124, BP 381446, 98718 Punaauia, *date de début d'exploitation* : 19 janvier 2015 ;

N° 15 156 A, Maxime Reia Paul Mejean, loueur en main-d'œuvre, *nom commercial* : Maxime Service, quartier Cérant-Jérusalémy, vallée de Sainte-Amélie, BP 3152, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 22 décembre 2014 ;

N° 15 157 A, Heiroa Joseph Neuffer, travaux en tous genres, *nom commercial* : Hina Design, lotissement Raimoana, lot 8, côté montagne, Avera, Raiatea, BP 409, 98735 Uturoa, *date de début d'exploitation* : 24 novembre 2014 ;

N° 15 158 A, Doris Hinano Niuaïti née Paimata, garde malade (chez la personne malade), Uturaerae, côté montagne, chez Niuaïti Tamuera, Raiatea, 98735 Uturoa, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 15 159 A, Tafara Paroe, travaux en tous genres, PK 4, côté montagne, quartier Poriro, Toahotu, 98724 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 20 janvier 2015 ;

N° 15 160 A, Daphnist Vatea Paroe, travaux en tous genres, PK 4, côté montagne, Toahotu, 98724 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 20 janvier 2015 ;

N° 15 161 A, Gino Maramationa Paroe, travaux en tous genres, PK 4,500, côté montagne, quartier Aoma, BP 7518, 98719 Afaahiti, Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 20 janvier 2015 ;

N° 15 162 A, Paloma Florencia Pistone, vente de services divers, PK 4, côté montagne, chez Izard Jean-Michel, Avera, Raiatea, BP 975, 98735 Uturoa, *date de début d'exploitation* : 1er novembre 2014 ;

N° 15 163 A, Jean-Pierre Rupea, garde malade, PK 17,600, côté mer, quartier Manuapau, chez Rupea Pascal, Faaroa, Raiatea, 98735 Taputapuata, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 15 164 A, Benjamin Tamuera, travaux en tous genres, PK 4,500, côté montagne, quartier Aoma, Toahotu, 98724 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 19 janvier 2015 ;

N° 15 165 A, Herehau Tarati, vente de services divers, PK 17, côté montagne, Vaiheruheru, Raiatea, 98735 Tumaraa, *date de début d'exploitation* : 1er décembre 2014 ;

N° 15 166 A, Teheirani Jennifer Tardivel, négociant, importateur, marchand forain, PK 2,500, côté montagne, chez Mihuraa Daniel quartier Motu Tapu, Raiatea, BP 422, 98735 Uturoa, *date de début d'exploitation* : 1er décembre 2014 ;

N° 15 167 A, Roonui Anapa Eric Tau, prestation de services, PK 4,500, côté montagne, près du Rimap, Faa'a, BP 3902, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 18 décembre 2014 ;

N° 15 168 A, Raihau Jocelin Taurei, jardinage, *nom commercial* : So Clean, PK 10,500, côté montagne, quartier Raihauti, BP 11705, 98709 Mahina, *date de début d'exploitation* : 19 janvier 2015 ;

N° 15 169 A, Hinano Tevaruamihitua Teai, garde malade (sans agrément), route de la Mission catholique, quartier Papeava, BP 4256, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 19 janvier 2015 ;

N° 15 170 A, Patrice Gilbert Teakarotu, coursier, district Atiaoa, Rikitea, BP 77, 98755 Gambier, *date de début d'exploitation* : 20 janvier 2015 ;

N° 15 171 A, Poerani Christiane Teamotuitau, prestation de services, PK 4,500, côté montagne, près du Rimap, Faa'a, BP 3902, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 18 décembre 2014 ;

N° 15 172 A, Raphaël Terehau Teiho, travaux en tous genres, PK 17, côté montagne, quartier Faaroa Raiatea, 98735 Taputapuata, *date de début d'exploitation* : 19 novembre 2014 ;

N° 15 173 A, Arnaud Teriinofo, travaux en tous genres, *nom commercial* : Nohovae Travaux, lotissement Tiamao, côté montagne, n° 15, BP 12213, 98712 Papara, *date de début d'exploitation* : 19 janvier 2015 ;

N° 15 174 A, Wladimir Teamarani Teriipaia, vente de services divers, PK 17, côté montagne, quartier Faaroa, Raiatea, 98735 Taputapuata, *date de début d'exploitation* : 19 novembre 2014 ;

N° 15 175 A, Alphonso Tehina Tuania, vente de services divers, PK 8,200, côté montagne, quartier Paipai, Avera, Raiatea, 98735 Taputapuata, *date de début d'exploitation* : 24 novembre 2014 ;

N° 15 176 A, Yann Tamahere Vahirua, location de toboggan, *nom commercial* : Manuia Slide, PK 18,500, côté mer, Atiha, BP 4128 Teavaro, 98728 Moorea-Maiao, *date de début d'exploitation* : 24 janvier 2015 ;

N° 15 177 A, Honoré Jean Raymond Taaroa Waheo, travaux en tous genres, *nom commercial* : Kalou Travaux Multiservice, PK 2,500, côté montagne, servitude Teamo-Amaru, Afaahiti, 98719 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 19 janvier 2015 ;

N° 15 13 B, Hinatara Productions, société à responsabilité limitée : 200 000 F CFP, lotissement Vetea I, lot 30, 98716 Pirae, *gérant associé unique* : Jacques Jean-Baptiste Raynal, la création, le marketing, la publicité, l'organisation et la promotion de tous spectacles et événements publics et privés, foires, rencontres commerciales, sportives etc. La production, la réalisation, l'édition, la publication, la commercialisation de toutes œuvres littéraires, cinématographiques, télévisuelles et musicales, la diffusion de ces œuvres sur tous supports, y compris électroniques, la promotion et de

développement des activités commerciales, sportives, de loisirs et notamment par la recherche et l'intermédiation de sponsors, mécènes et promoteurs d'événements, l'assistance et le conseil dans ces domaines, l'acquisition, la prise à bail de tous immeubles bâtis ou non bâtis, la participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations, entreprises ou sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher à l'objet social, et généralement toutes opérations techniques, commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes, et de nature à en favoriser la réalisation, *date de début d'exploitation* : 20 janvier 2015.

21 janvier 2015

N° 15 178 A, Daley Glenn Teiva Tamatoa Barff, négociant, commissionnaire en affaires locales, Faanui, côté montagne, quartier Viritua, BP 1080 Vaitape, 98730 Bora Bora, *date de début d'exploitation* : 15 décembre 2014 ;

N° 15 179 A, Lucie Christelle Céline Bellier, vente de services divers, Yacht Club, sur le voilier Gandalf, Nunue, BP 558, 98730 Bora Bora, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 15 180 A, Franck Christian Nicolas Dupont, négociant de véhicules d'occasion, *nom commercial* : Frank Auto, immeuble Diva Nui, appartement A91, côté montagne, Faa'a, BP 52853, 98716 Pirae, *date de début d'exploitation* : 20 janvier 2015 ;

N° 15 181 A, Pascal Valéry Grignon, négociant en prêt-à-porter, organisation d'événements, *nom commercial* : PG Fashion & Glams, résidence Le Régent, 4e étage, appartement 309, avenue du Régent-Paraita, BP 4149, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 20 janvier 2015 ;

N° 15 182 A, Walter Tinihau Ligthart, vente de services divers, Avatoru, 98775 Rangiroa, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 15 183 A, Jean-Marc Karel Teriiauroa Luciani, consultant, éditeur et publication, importateur, *nom commercial* : Tuo Consulting, rue Edouard-Ahne, côté montagne, n° 62, BP 31, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 20 janvier 2015 ;

N° 15 184 A, Anne Ly Thai Bach, vente de services divers (restauration corallienne, animation...), Amanahune, côté montagne, chez Denis Schneider, BP 403, Vaitape, 98730 Bora Bora, *date de début d'exploitation* : 4 décembre 2014 ;

N° 15 185 A, Marie-Lise Bertha Guylène Hinano Marraud, artisanat, bijouterie fantaisie, *nom commercial* : Hinano Bora Market Place, servitude après le Panda d'or, côté montagne, Nunue, BP 626, 98730 Bora Bora, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 15 186 A, Patrick Mousson, transport de marchandises, denrées, matériaux, Poutoru, à côté du temple, côté montagne, BP 149 Haamene, 98734 Tahaa, *date de début d'exploitation* : 15 novembre 2014 ;

N° 15 187 A, Mauna Jean Natua, vente de services divers, Avatoru, BP 161, 98775 Rangiroa, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 15 188 A, Valérie Heimana Puke, vente de services divers, Faanui, côté montagne, chez Tama Glenn, avant le snack, BP 303, 98730 Bora Bora, *date de début d'exploitation* : 20 novembre 2014 ;

N° 15 189 A, Juiiano Heinui Tahuhuterani, vente de services divers, *nom commercial* : Hithiatea Services, Tiipoto, côté montagne, chez Mare Makuana, BP 1135, 98730 Bora Bora, *date de début d'exploitation* : 1er décembre 2014 ;

N° 15 190 A, Georgia Maeva-Nui Teriifaotua, vente de services divers, Amanahune, côté mer, résidence Motuharea chez Jérôme Gence, BP 274, 98730 Bora Bora, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 15 191 A, Geneviève Rava Tetuanui, loueur en main-d'œuvre, Faanui, Tiipoto, côté mer, 98730 Bora Bora, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 15 192 A, Raihau Willy Tinihau, production, réalisation de films, *nom commercial* : Studio RT, rue du Taaone, près Frebault, Pirae, BP 140564, 98701 Arue, *date de début d'exploitation* : 26 janvier 2015 ;

N° 15 193 A, James Teraimarama Tuera, services divers, *nom commercial* : TT, lotissement Erima, logement 142, BP 14418, 98701 Arue, *date de début d'exploitation* : 20 janvier 2015 ;

N° 15 194 A, Vehiatua Vahinetua, commissionnaire en affaire local, transport de marchandises, PK 1, côté montagne, Patio, chez Vehiatua Vincent, BP 90, 98734 Tahaa, *date de début d'exploitation* : 5 janvier 2015 ;

N° 15 195 A, Albert Van Bastolaer, travaux en tous genres, *nom commercial* : Casanova, PK 1,200, côté montagne, Afaahiti, Taravao, BP 7909, 98719 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 14 janvier 2015 ;

N° 15 14 B, EURL Ma, Joha, société à responsabilité limitée à associé unique : 100 000 F CFP, PK 30,800, côté mer, Haapiti, Moorea, BP 43486, 98713 Papeete, *gérant associé unique* : Hervé Jacques Paul Leulle, toutes prestations de service dans le domaine du tourisme aussi en Polynésie française, que hors Polynésie. Activités lagonaires et autres activités récréatives et de loisirs. Hébergement touristique et autre hébergement de courte durée, location de courte durée de voitures et de véhicules automobiles légers. Toutes prestations de services divers et l'achat, la prise à bail ou la location de tous immeubles bâtis ou non, de tous terrains et propriétés foncières de toute nature, et leur mise en valeur, terrains et propriétés par tous moyens directs ou indirects, la construction de tous bâtiments à usage commercial, d'habitation et autres, l'administration, la gestion et l'exploitation de tous immeubles et terrains dépendant de l'actif social, tous emprunts nécessaires à la réalisation de l'objet social, conférer toutes garanties, cautionnements et hypothèques à la sûreté d'engagements des associés, la vente ou l'attribution aux associés de biens meubles ou immeubles devenus inutiles à la société, et généralement, toutes opérations de nature mobilière ou immobilière pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus et à tous objets similaires ou connexes, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 15 15 B, RDT, société à responsabilité limitée : 5 000 000 F CFP, PK 9, côté montagne, Tapuamu, BP 217, Patio, 98733 Tahaa, *gérant associé* : Laurent Masseron, la production, la transformation, de produits agricoles, agroalimentaires, notamment de boissons fermentées ou distillées, et, plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 15 1 C, Luminanui, société civile immobilière : 150 000 F CFP, lotissement Noho Arii, lot 38, Arue, BP 52907, 98716 Pirae, *gérant associé* : Sophie Hiu née Vongue, l'acquisition, la prise à bail, la mise en valeur, la location et la gestion de tous immeubles situés en Polynésie française et en France métropolitaine, ainsi que la prise de participation dans toutes sociétés ayant un caractère civil, toute division et appropriation desdits immeubles, ainsi que l'édification de toutes constructions à usage d'habitation sur ces immeubles, la location, en totalité ou par lots, des immeubles sociaux, et éventuellement et exceptionnellement, l'aliénation de ceux de ces immeubles devenus inutiles à la société au moyen de vente, échanges ou apports en sociétés,



et, généralement toutes opérations civiles pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet ou susceptibles d'en favoriser le développement, et ne modifiant pas le caractère civil de la société, *date de début d'exploitation* : 21 janvier 2015.

#### 22 janvier 2015

N° 15 196 A, Sébastien-Yves Achille Pascal Boulay, loueur en main-d'œuvre, PK 9, côté montagne, lotissement Taina n° 48, 98717 Punaauia, *date de début d'exploitation* : 21 janvier 2015 ;

N° 15 197 A, Jean François Leyton Chimin, transport de passagers, excursions en montagne, *nom commercial* : Leyton, Taipivai, côté montagne, BP 142, 98742 Nuku Hiva, *date de début d'exploitation* : 14 octobre 2014 ;

N° 15 198 A, Louise Marae Harehoe, nettoyage et entretien des locaux, PK 45,200, côté montagne, Faaone, BP 70064 Afaahiti, 98719 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 5 janvier 2015 ;

N° 15 199 A, Martine Vairea Lande, maison d'hôtes, *nom commercial* : Omati Lodge, PK 3,600, côté montagne, lotissement Jamet Rodolphe n° 22, BP 8611, 98719 Afaahiti, Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 1er février 2015 ;

N° 15 200 A, Jean Ioane Mamatui, tatoueur, *nom commercial* : Tatoo By Patu, PK 5, côté mer, centre commercial de Fanomai, BP 60059, 98702 Faa'a, *date de début d'exploitation* : 21 janvier 2015 ;

N° 15 201 A, Vainui Vanessa Richard, restauration, pâtisserie, transformation des fruits, *nom commercial* : Snack Bar Nuku A Taha, Taiohae, BP 141, 98742 Nuku Hiva, *date de début d'exploitation* : 1er mars 2015 ;

N° 15 202 A, Bruno Sandras, consultant, PK 35,200, côté montagne, BP 12429, 98712 Papara, *date de début d'exploitation* : 21 janvier 2015 ;

N° 15 203 A, Maragarita Faaite née Taiopu, marchand ambulant, *nom commercial* : Hauiti, lotissement Fautaua Val n° 64, Pirae, BP 45, 98725 Vairao, Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 21 janvier 2015 ;

N° 15 204 A, Rosa Marere Tapotofararani, services divers (ménage, entretien espace vert), Hao, BP 186, 98767 Hao, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 15 205 A, Tuarii André Tauraa, événementiel, *nom commercial* : Kamaaina Planning Connection, PK 22,700, côté montagne, servitude Haumauuru, BP 10183, 98711 Paea, *date de début d'exploitation* : 21 janvier 2015 ;

N° 15 206 A, Rono Tetuaapua, loueur en main-d'œuvre, *nom commercial* : Rono Services, 11, rue des Poilus-Tahitiens, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 21 janvier 2015 ;

N° 15 16 B, Vaitia Tous Travaux, société à responsabilité limitée : 100 000 F CFP, quartier pic Rouge, villa Tuterai, BP 4372, 98713 Papeete, *gérants associés* : Marcelline Levy née Taruoura et Hélène Maia Averii Milinda Levy, en Polynésie française, directement ou indirectement, le conseil en bâtiment, la réalisation de travaux de bâtiment et travaux publics, la réalisation d'ouvrages de génie civil, de travaux de voirie et réseaux divers, établissement de plans d'architecture et d'exécution, conception et réalisation d'ouvrages et de projets de bâtiment, maîtrise d'ouvrages et maîtrise d'œuvre en bâtiment, tous travaux de second œuvre, l'agencement, la fourniture et la pose de matériel, sous toutes ses formes, d'espaces verts, de jardins et de bûcheronnage. L'importation, l'achat, le stockage, la distribution et la vente de tous matériaux et accessoires nécessaires à la réalisation de l'objet ci-dessus. Et généralement toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou

indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes pouvant favoriser son développement, la participation de la société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015.

#### 23 janvier 2015

N° 15 207 A, Wladimir Jean Claude Brouillet, promenade en mer et autres activités nautiques, *nom commercial* : Fishing & Excursions Polynesia, Avatoru, 98775 Rangiroa, *date de début d'exploitation* : 1er avril 2015 ;

N° 15 208 A, Viritua Raymond Dehors, travaux en tous genres, *nom commercial* : Xavier, Multi-Services, rue Philippe-Bernadino, quartier Vaininiore, BP 43021, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 22 janvier 2015 ;

N° 15 209 A, Wendy Moana, confection de couronnes et de bouquets de fleurs, *nom commercial* : Andreana, PK 4,600, côté montagne, Afaahiti, 98719 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 22 janvier 2015 ;

N° 15 210 A, Thérèse Royol née Tamatoa, accueillant familial, lotissement Kia Ora, lot 93, route du plateau de Taravao, 98719 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 1er février 2015 ;

N° 15 211 A, Ida Teriitauaea Taraunu, accueillant familial, PK 10,200, côté montagne, Opeha, Taputapuatea, Raiatea, BP 638, 98735 Uturoa, *date de début d'exploitation* : 19 septembre 2014 ;

N° 15 212 A, Estelle Timeri Tehau, loueur en main-d'œuvre, *nom commercial* : Tentations, PK 4, côté montagne, quartier Leverd, chemin Têtu, Faa'a, BP 10046, 98711 Paea, *date de début d'exploitation* : 1er février 2015 ;

N° 15 213 A, Romana François Romain Teipoarii, travaux en tous genres, *nom commercial* : RT Travaux, quartier Tepihaa 1, avenue du Chef-Vairaatoa, Papeete, BP 6766, 98702 Faa'a, *date de début d'exploitation* : 23 janvier 2015 ;

N° 15 214 A, Johanna Tito, marchand ambulant, PK 23, côté montagne, BP 1688, Papetoai, 98728 Moorea-Maiao, *date de début d'exploitation* : 19 janvier 2015 ;

N° 15 215 A, Vetea Uuru, travaux en tous genres, *nom commercial* : VTA Services, PK 4,900, côté montagne, quartier Ellis, derrière l'Eglise catholique, BP 62417, 98702 Faa'a, *date de début d'exploitation* : 22 janvier 2015 ;

N° 15 216 A, Lin Ruffieux née Zou, consultant, *nom commercial* : TIP, PK 9,240, côté montagne, face marché de Moorea, BP 603, Paopao, 98728 Moorea-Maiao, *date de début d'exploitation* : 1er février 2015 ;

N° 15 217 A, Marie Elisabeth Otetaevarii Tamarii, vente de casse-croûtes, jus, pâtisserie, vente de limonade et sucrerie, Taiohae, BP 86, 98742 Nuku Hiva, *date de début d'exploitation* : 13 janvier 2015.

#### 26 janvier 2015

N° 15 218 A, Roland Henri Maurice Schwartz, négociant (véhicule), *nom commercial* : RS Oto, PK 31,500, côté mer, quartier Gooding, Haapiti, Moorea, BP 2242, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2011 ;

N° 15 219 A, Blandine Meari Ariihutia Hati Ah-Scha, gouvernante, PK 7,400, côté montagne, face Bel Air, BP 13855, 98717 Punaauia, *date de début d'exploitation* : 23 janvier 2015 ;

N° 15 220 A, Patrick Vetea Bertholon, travaux en tous genres, jardinage, *nom commercial* : Garden House Service, PK 4,300, côté montagne, Maharepa, BP 3022 Temae, 98728 Moorea-Maiao, *date de début d'exploitation* : 10 octobre 2014 ;

N° 15 221 A, Thierry Georges Michel Bompard, vente de services divers, *nom commercial* : Reva Multiservices, voilier Echappe Belle 1, Raiatea, BP 2256, 98735 Uturoa, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 15 222 A, Patrick René Ernest Bouget, ingénierie en bâtiment, *nom commercial* : Bating Consult, résidence Te Ava Nui, Pamatai, côté montagne, Faa'a, BP 14419, 98701 Arue, *date de début d'exploitation* : 1er février 2015 ;

N° 15 223 A, Claude Jean-Jacques Fercot, travaux en tous genres, services divers, PK 19,500, côté montagne, Atiha, Haapiti, BP 4015, 98728 Moorea-Maiao, *date de début d'exploitation* : 19 janvier 2015 ;

N° 15 224 A, Franck Hauata, travaux en tous genres, PK 19,600, côté montagne, Atiha, BP 1499 Papetoai, 98728 Moorea-Maiao, *date de début d'exploitation* : 19 janvier 2015 ;

N° 15 225 A, William Eugène Laurens, travaux en tous genres, *nom commercial* : Menuiserie Marine, Dream Yacht Charter Voilier Hypolite, marina de Uturoa, Raiatea, BP 669, 98735 Uturoa, *date de début d'exploitation* : 4 décembre 2014 ;

N° 15 226 A, Sarah Alice Lehoux, vente de services divers, zone carénage, Uturaerae, côté mer, voilier Bomap, Raiatea, BP 308, 98735 Uturoa, *date de début d'exploitation* : 8 décembre 2014 ;

N° 15 227 A, Vainui Olivier Manarani, garde malades, PK 29, côté montagne, Vaiaau, Raiatea, 98735 Uturoa, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 15 228 A, Pirato Sébastien Puahiohio, négoce, *nom commercial* : Chez Elisa, Maiao, 98728 Moorea-Maiao, *date de début d'exploitation* : 19 janvier 2015 ;

N° 15 229 A, Ahuura Calista Tepou, garde malade, PK 9, côté mer, chez Atani Jean-Camille, Avera, Raiatea, 98735 Taputapuata, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 15 230 A, Sylvain David Noël Thivent, consultant, *nom commercial* : Conseil Prévention Maîtrise des Risques, PK 48,800, côté mer, Faaone, BP 71104, Afaahiti, 98719 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 23 janvier 2015 ;

N° 15 231 A, Jean-Pierre Yuan, négociant, conditionneur, quartier Aratau, côté montagne, Opoa, Raiatea, BP 849, 98735 Uturoa, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 15 17 B, Pacific Care Polynésie, société à responsabilité limitée : 100 000 F CFP, immeuble Vaimoanatea n° A35, Paofai, BP 43965, 98713 Papeete, *gérants associés* : Guillaume Jean-Pierre Daniel Boyer, Valérie Annette Yverneaux née Hernandez et Keira Nessel, en Polynésie française, sur tout le territoire français et à l'étranger. Toutes prestations de services dans le domaine médical et paramédical, dont la coordination de soins, la représentation de laboratoires médicaux, la vente, l'installation, la location, l'assistance et le maintien de tous appareils médicaux et paramédicaux, la participation de la société par tous moyens à toutes autres entreprises, groupements d'intérêts économiques et sociétés françaises ou étrangères, créées ou à créer pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tous objet similaires dont l'objet serait susceptible de concourir à la réalisation de l'objet social et ce, par tous moyens, notamment la voie de création de sociétés nouvelles ou de fonds de commerce, apport, souscription ou achat d'actions ou de parts sociales ou de parts bénéficiaires, de fusion, de sociétés en participation, de groupement, d'alliance ou de commandite, et plus largement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à son objet ou à tous objets similaires ou

connexes. Tous actes ou opérations de quelque nature et importance qu'ils soient, dès lors qu'ils concourent ou peuvent concourir, facilitent ou peuvent faciliter la réalisation des activités visées ci-dessus ou qu'ils permettent de sauvegarder, directement ou indirectement, les intérêts commerciaux ou financiers de la société ou des entreprises avec lesquelles elle est en relations d'affaires, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 15 1 D, Fenua Pharm, groupement d'intérêt économique PK 10, côté montagne, 98709 Mahina, *président du conseil d'administration, administrateur* : Karine Yasmina Yong née Laille, *administrateurs* : Suvirak Yo et Stéphanie Timeri Maeva Noëlle Maunier, *contrôleur de gestion* : Karen Lai Foo née Siu, le groupement a pour objet de faciliter et développer l'activité économique de ses membres, d'améliorer ou d'accroître cette activité dans le respect des dispositions relatives aux officines de pharmacie. A cet effet le groupement pourra mettre en œuvre tous moyens relatifs au développement de l'activité de ses membres et notamment : la gestion et la réalisation d'achats (commandes) en commun pour les pharmacies adhérentes au Groupement, soit avec envoi individuel à chaque membre, soit avec envoi groupé au présent GIE, négociation des meilleures conditions commerciales (obtention des remises maximum par les laboratoires, obtention de remises de fin d'année (RFA). Gestion de la livraison et de la logistique en commun. Coopération entre les pharmacies adhérentes au Groupement et recherche des solutions en commun en cas de rupture de stock individuel, en cas de suivi des litiges sur livraison etc. Gestion commune d'opérations commerciales. Mise en place des outils pour la communication et création d'un site internet, et promotion en commun sous réserve des limites légales dans la profession. Représentation du groupement par l'un de ses membres ou une autre personne déléguée à cet effet aux salons professionnels et auprès des fournisseurs. Enfin, de manière générale, la mutualisation de la facturation de tous services rendus individuellement à chacun de ses membres, à la condition que tous les membres en bénéficient sans exception, quelle que soit la proportion desdits services rendus respectivement à chacun. Plus généralement, faire toutes opérations permettant la réalisation de l'objet poursuivi. Dans le cadre de l'objet ci-dessus défini, l'activité du groupement devra obligatoirement se rattacher à l'activité économique de ses membres et conserver un caractère auxiliaire par rapport à celle-ci. A cet effet, le groupement ou l'un de ses membres pourra : Organiser toute prospection. Organiser toute manifestation. Participer à toute manifestation. Passer tous accords susceptibles de favoriser la réalisation du but poursuivi. Et, plus généralement, faire toutes opérations permettant la réalisation de l'objet qu'il poursuit dans les limites qu'il comporte, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015.

27 janvier 2015

N° 15 232 A, Edmond Aiuto Ata, roulotte, *nom commercial* : Chez Toto, PK 21,500, côté mer, en face de l'école Vaiatu, BP 10697, 98711 Paea, *date de début d'exploitation* : 23 janvier 2015 ;

N° 15 233 A, David Teri Avaeoru, transport de marchandises, *nom commercial* : GPS Line, lotissement Erima, lot 57, BP 141157, 98701 Arue, *date de début d'exploitation* : 1er février 2015 ;

N° 15 234 A, Angélique Blanchemanche, dessinatrice (dessin technique et d'aménagement intérieur), *nom commercial* : Dessin Technique et Aménagement d'Intérieur (DTAI), lotissement Les Hauts de Mahinarama n° 71, Mahina, BP 40659, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;



N° 15 235 A, Nathalie Etienne Flogeac née Boudreault, esthéticienne itinérante, *nom commercial* : Nathalie, PK 13,900, côté montagne, Pihaena, Moorea, BP 4151, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 1er février 2015 ;

N° 15 236 A, Jasmina Pascaline Tihopu née Brothers, accueillant familial, PK 18,800, côté montagne, quartier Tehurui, chez Tihopu Alphonse, Raiatea, 98735 Tumaraa, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 15 237 A, Gilles Daniel Duplaix, services divers, Motu Temae, BP 3537 Teavaro, 98728 Moorea-Maiao, *date de début d'exploitation* : 1er février 2015 ;

N° 15 238 A, Nadine Duriez, entretien et nettoyage des locaux, immeuble Manureva Iti, appartement 6, route de la Cité de l'Air, BP 63537, 98702 Faa'a, *date de début d'exploitation* : 26 janvier 2015 ;

N° 15 239 A, Etienne Tuhoe Fenuaiti, travaux en tous genres, *nom commercial* : Entreprise Fenuaiti, PK 34,800, côté mer, chez Puahio Flore, à Vaiaau, Raiatea, 98735 Uturoa, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 15 240 A, Faaauura Moehei Dan Hopara, coiffeur sans établissement fixe, *nom commercial* : Dan Haïr Style, résidence Vaitareia, lot 18, côté montagne, Heiri, Faa'a, BP 20218, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 26 janvier 2015 ;

N° 15 241 A, Poema Toroatua Hio, garde malade, PK 4,200, côté montagne, Avera, chez Bernard Tching Piou, 98735 Taputapuata, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 15 242 A, Tanoa Benjamin Mau, plats à emporter, importation (vêtements...), négociant, *nom commercial* : Chez Benji/Chez l'Américaine, PK 9,500, côté montagne, quartier Tefaa, BP 156, 98725 Vairao, *date de début d'exploitation* : 22 janvier 2015 ;

N° 15 243 A, Joanna Léa Magali Picard, vendeuse, Sainte-Amélie, Papeete, BP 13914, 98717 Punaauia, *date de début d'exploitation* : 26 janvier 2015 ;

N° 15 244 A, Bellona Herenui Tautu née Puura, garde malade (tierce personne), PK 21,800, côté montagne, Tehurui, Raiatea, 98735 Tumaraa, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 15 245 A, Marie-Louise Rapae, garde malade (tierce personne), PK 3, côté montagne, chez Jean-Claude Tautu, Apooiti Raiatea, BP 1347, 98735 Uturoa, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 15 246 A, Maeva Rupea, garde malade, route traversière, côté montagne, Faaroa, Raiatea, 98735 Taputapuata, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 15 247 A, Yoanna Hutia née Tahiaata, hôtesse cook, *nom commercial* : Yoyo Hôtesse, immeuble Te Ou'a, 1er étage, appartement 11, 10, rue Charles-Viénot, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 24 janvier 2015 ;

N° 15 248 A, Mariana Faaeva A Teihotaata née Taurai, garde malade, PK 9,300, côté montagne, Avera rahi, Raiatea, 98735 Uturoa, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 15 249 A, Raihei Lindsay Teheiuira, vente de services divers, PK 24, côté montagne, chez Teheiuira Romain, à Vaiaau, Raiatea, 98735 Tumaraa, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 15 250 A, Charles Areva Temahahe, fabrication de bijoux, *nom commercial* : Arevatea Créations, lotissement Kia Ora, route du plateau Afaahiti, BP 8307, 98719 Taravao, *date de début d'exploitation* : 15 février 2015 ;

N° 15 251 A, Angéline Toimata Temanupaïoura, prestataire de service, immeuble Panerai, appartement 104, 98714 Papeete, *date de début d'exploitation* : 28 janvier 2015 ;

N° 15 252 A, Florée Vina Tehetia née Teriitua, roulotte, *nom commercial* : Poeheiarai, Mataura, BP 270, 98754 Tubuai, *date de début d'exploitation* : 13 février 2015 ;

N° 15 253 A, Girly Vaihey Terooatea, loueur de chapiteaux et matériels divers, *nom commercial* : Locations Vaihey, Tahina, lot 148, chez Emmanuel Terooatea, Raiatea, BP 707, 98735 Uturoa, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 15 254 A, Jason Tahema Tetainanuarii, infographiste, services divers, *nom commercial* : Tahema, PK 3,500, côté mer, route de la résidence Arahiri, BP 14497, 98701 Arue, *date de début d'exploitation* : 26 janvier 2015 ;

N° 15 255 A, Henriette Fariu Manua née Tokoragi, garde malade, *nom commercial* : Pura, Hitianau, 98760 Faaite, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 15 256 A, Moeranie Tupuaiooro, garde malade (tierce personne handicapée), PK 31,500, côté montagne, Titae, Vaiaau, chez Manuarii Tauraatua, Raiatea, 98735 Tumaraa, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 15 257 A, Patricia Rumepa Tunutu née Uura, négociant en alimentation générale, Hauti, BP 98, 98753 Rurutu, *date de début d'exploitation* : 2 février 2015 ;

N° 15 18 B, Tahiti Smoothies, société à responsabilité limitée à associé unique : 100 000 F CFP, 29, rue Gauguin, Papeete, BP 380311, 98717 Punaauia, *gérant associé unique* : Randy Rayariki Manavarere, tant en France qu'à l'étranger : snack, sandwiches, jus. Et, plus généralement, toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, financières, commerciales, industrielles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 15 19 B, SARL Chez Myriam, société à responsabilité limitée : 100 000 F CFP, PK 40, côté montagne, Hitia'a, 98705 Hitia'a O Te Ra, *gérants associés* : Hinerava Mohea Guénaëlle Michèle Taurua et Stanley Tchoy Yu Faaïtoa Frogier, la création et l'exploitation de tous fonds de restaurant, snack, plats cuisinés à consommer sur place ou emporter, l'acquisition, la mise ou la prise en gérance de tout fonds de commerce de cette nature, la prise à bail et l'acquisition de tous biens, meubles ou immeubles. Et en général toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ci-dessus défini. La société peut recourir, en tous lieux, à tous actes ou opérations de quelque nature et importance qu'ils soient, dès lors qu'ils concourent ou peuvent concourir, facilitent ou peuvent faciliter la réalisation des activités visées ci-dessus ou qu'ils permettent de sauvegarder, directement ou indirectement, les intérêts industriels, commerciaux ou financiers de la société ou des entreprises avec lesquelles elle est en relations d'affaires, *date de début d'exploitation* : 27 janvier 2015 ;

N° 15 20 B, TTO, société à responsabilité limitée à associé unique : 200 000 F CFP, PK 31,500, côté montagne, Mahaena, 98706 Hitia'a O Te Ra, *gérant associé unique* : Teraï Ona Tavi, en Polynésie française, toutes activités pouvant concerner le bâtiment et tous travaux de construction, l'importation, l'achat, la vente, la distribution de tous matériels et matériaux et plus spécialement ceux destinés à la construction et autres entreprises de travaux publics et privés et notamment la fourniture de gros œuvre et l'agencement des constructions et bâtiments, la fabrication et la vente de tous matériaux de construction, la construction de tous bâtiments, l'acquisition, la prise ou la remise en location de tous terrains bâtis ou non et la construction de tous bâtiments la vente de toutes constructions. Tous emprunts, opérations financières, mobilières ou immobilières se

rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptibles d'en favoriser la réalisation, et la remise en garantie des biens mobiliers ou immobiliers appartenant à la société destinée à garantir lesdits emprunts et opérations. Et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement, *date de début d'exploitation* : 27 janvier 2015 ;

N° 15 2 C, Poeminato, société civile immobilière : 150 000 F CFP, lotissement Noho Arii, lot 37, Arue, BP 52907, 98716 Pirae, *gérant* : Sophie Hiu née Vongue, l'acquisition, la prise à bail, la mise en valeur, la location et la gestion de tous immeubles situés en Polynésie française et en France métropolitaine, ainsi que la prise de participation dans toutes sociétés ayant un caractère civil, toute division et appropriation desdits immeubles, ainsi que l'édification de toutes constructions à usage d'habitation sur ces immeubles, la location, en totalité ou par lots, des immeubles sociaux, et éventuellement et exceptionnellement, l'aliénation de ceux de ces immeubles devenus inutiles à la société au moyen de vente, échanges ou apports en sociétés. Et, généralement toutes opérations civiles pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet ou susceptibles d'en favoriser le développement, et ne modifiant pas le caractère civil de la société, *date de début d'exploitation* : 27 janvier 2015.

28 janvier 2015

N° 15 258 A, Tehea Furarama Maquini Amaru, négoce, conditionnement, PK 5, côté montagne, après le temple protestant, Toahotu, BP 70394 Afaahiti, 98719 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 15 259 A, Christine Michelle Huguette Moisset née Blineau, couture, impression sur textile, *nom commercial* : l'Atelier Apetahi, PK 5,200, côté montagne, Avera Taputapuata, BP 640, 98735 Uturoa, *date de début d'exploitation* : 7 janvier 2015 ;

N° 15 260 A, Didier Heimatarii Ebbs, mécanicien, réparateur, tôlier, carrossier, *nom commercial* : Poerani Marine, PK 2,800, côté montagne, chez EBBS Jacqueline et Roverta, Haamene, BP 119, 98734 Tahaa, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 15 261 A, Elisa Vahinemoea Holman, garde malade, PK 14,500, côté montagne, quartier Uparu, chez Holman Moea, Raiatea, 98735 Uturoa, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 15 262 A, Nicole Tenaureamea Teriipaia née Ioane, commissionnaire en affaires locales, lot 151, côté montagne, chez Teriipaia Abel, Tahina, Raiatea, BP 846, 98735 Uturoa, *date de début d'exploitation* : 9 janvier 2015 ;

N° 15 263 A, Gaston Lemaire, vente de services divers, PK 0,500, côté mer, Vaitaporo, Raiatea, BP 390, 98735 Uturoa, *date de début d'exploitation* : 12 janvier 2015 ;

N° 15 264 A, David Leost, importateur de produits divers (électrique, électronique, électromécanique...), manœuvre (pose et entretien divers), *nom commercial* : Api Sun, route du lotissement Erima, îlot C, lot parcelle 301, BP 14130, 98701 Arue, *date de début d'exploitation* : 27 janvier 2015 ;

N° 15 265 A, Laurence Aline Brigato née Liminana, location saisonnière, *nom commercial* : Liminana Laurence Loc Vacances, PK 23,700, côté mer, BP 10792, 98711 Paea, *date de début d'exploitation* : 27 janvier 2015 ;

N° 15 266 A, Jean-Luc Louis Maire, boulangerie (fabrique uniquement du pain), *nom commercial* : Boulangerie Maire, Titiro, face SOMAC, BP 3971, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 1er mars 2015 ;

N° 15 267 A, Jean-François Georges Marrens, consultant, *nom commercial* : JFM Consulting, PK 5, côté montagne, Hei'rai, route de la Vaipoopoo, Arue, BP 53257, 98716 Pirae, *date de début d'exploitation* : 5 janvier 2015 ;

N° 15 268 A, Kieran O'callaghan, *nationalité* : Irlandaise, vente de services divers, Marina Apooiti, chez Tahiti Yacht Charter, bateau Miri VI, Raiatea, BP 860, 98735 Uturoa, *date de début d'exploitation* : 20 décembre 2014 ;

N° 15 269 A, Lorenza Titaina Paarua, garde tierce personne, lotissement Oremu 2, lot 623, Faa'a, BP 4079, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 27 janvier 2015 ;

N° 15 270 A, Edouard Ruiz, logeur, *nom commercial* : La Maison Du Voyage, PK 13,700, côté montagne, Tevaitoa, Raiatea, BP 1692, 98735 Uturoa, *date de début d'exploitation* : 15 janvier 2015 ;

N° 15 271 A, Elie Ned Teuraiterai Salmon, conditionneur (lait de coco), *nom commercial* : Puohine Coconut, PK 44, côté mer, Puohine, Raiatea, BP 833, 98735 Uturoa, *date de début d'exploitation* : 1er février 2015 ;

N° 15 272 A, Joana Shan, garde malade, PK 18,500, vallée Tetoora, Tevaitoa, Raiatea, 98735 Tumaraa, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 15 273 A, Paraita Tufariua, jardinage, travaux en tous genres, Teavaroa, 98781 Takaroa, *date de début d'exploitation* : 20 février 2015 ;

N° 15 274 A, Angéline Meari Mathis née Urarii, services divers, Fareroi n° 32 A, côté mer, BP 11163, 98709 Mahina, *date de début d'exploitation* : 1er juillet 2014 ;

N° 15 275 A, Emmanuel Christian Versace, événementiel sportif, *nom commercial* : Versace Sailing Partners, PK 2,900, côté montagne, centre Tumai, Maharepa, Paopao, 98728 Moorea-Maiao, *date de début d'exploitation* : 27 janvier 2015 ;

N° 15 276 A, Tumataarii Jean Jean-Philippe Pierre Winchester, négociant, quartier Mai, avant le stade Ganivet, côté montagne, BP 63214, 98702 Faa'a, *date de début d'exploitation* : 27 janvier 2015 ;

N° 15 21 B, Déco-Peinture, société à responsabilité limitée : 100 000 F CFP, lotissement Taapuna, lot 143, Punaauia, BP 20978, 98713 Papeete, *gérant associé* : Bruno Grandjean, importation et vente de travaux de peintures. Toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes, la participation de la société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance, *date de début d'exploitation* : 1er mars 2015 ;

N° 15 22 B, Moorea Agrégats, société à responsabilité limitée : 200 000 F CFP, Pihaena, Paopao, BP 376 Maharepa, 98728 Moorea-Maiao, *gérant associé unique* : Jean-Marcel Apeang, l'exploitation, sous toutes ses formes, de toutes carrières ou de tous lits de rivières en vue de l'extraction de pierres et de toutes substances minérales intéressant le bâtiment ou l'entreprise de travaux publics, l'exploitation d'une station de concassage, la mise en œuvre de tous procédés à la transformation et au criblage de toutes pierres à bâtir, produits, matériaux et substances minérales utilisés dans l'industrie du bâtiment, de la construction et des travaux publics, l'achat, la vente et le transport, avec ou sans transformation, soit en vrac, soit au détail, de tous agrégats, l'achat, la production, la vente et le transport de tous matériaux de construction, la location de matériel de

construction et travaux publics, la réalisation de tous travaux de terrassement, d'assainissement, de voirie et réseaux divers, la prise à bail, l'acquisition, l'obtention de toutes concessions de terrains, propriétés, carrières, domaines, nécessaires aux activités de la société, la participation de la société par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social. Et généralement toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet social, *date de début d'exploitation* : 28 janvier 2015 ;

N° 15 23 B, Tbr Polynésie, société à responsabilité limitée : 1 000 000 F CFP, PK 46,300, côté montagne, Mataiea, BP 12336, 98712 Papara, *gérants associés* : Marc Gilles Tapeta, Guillaume Louis Ressencourt et Jacky Claude Jean Bodin, la location, la mise en œuvre de tous matériels de BTP, la vente des dérivés consommables, ainsi que les prestations de formations pour l'utilisation en sécurité des matériels BTP, et les prestations d'études pour les mises en œuvre, la participation de la société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités. Et, plus généralement, toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, financières, commerciales, industrielles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015.

#### 30 janvier 2015

N° 15 277 A, Marcel Arutahi, travaux de terrassement, PK 21,200, côté montagne, BP 10965, 98711 Paea, *date de début d'exploitation* : 1er avril 2015 ;

N° 15 278 A, Wilco Manutahi Bougues, conditionnement et vente de tara, fruits et légumes sous vide, *nom commercial* : Te Fenua Taro, PK 35,500, côté mer, Papara, BP 6154, 98702 Faa'a, *date de début d'exploitation* : 1er février 2015 ;

N° 15 279 A, Jérémy Pierre Sylvain Collet, négociant de véhicules d'occasion, *nom commercial* : Car Discount, résidence Les Hauts de Matatia n° 105, Punaauia, BP 43580, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 29 janvier 2015 ;

N° 15 280 A, Joseph Jean Arthur Croteau, services divers, *nom commercial* : JC Logistique, PK 2,500, côté montagne, quartier Golaz, rue Temarii, Pirae, BP 14905, 98701 Arue, *date de début d'exploitation* : 2 février 2015 ;

N° 15 281 A, Martine Ferrari née Duhart, loueur en main-d'œuvre, PK 8,800, côté montagne, résidence Taina 2, lot n° 67, BP 381267, 98718 Punaauia, *date de début d'exploitation* : 28 janvier 2015 ;

N° 15 282 A, Lucien Epheraima Mao, travaux en tous genres, lotissement Kia Ora, BP 7942, Afaahiti, 98719 Taravao, Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 1er février 2015 ;

N° 15 283 A, Didier Marco O'connor, travaux en tous genres, *nom commercial* : ALG Construction, PK 14,100, côté montagne, lotissement Vaiopu 2 n° 47, BP 381245, 98718 Punaauia, *date de début d'exploitation* : 12 février 2015 ;

N° 15 284 A, Heiata Barbara Eliane Titaina Oldham, négociant de véhicule d'occasion, *nom commercial* : OH Auto Occasion, PK 39,500, côté montagne, quartier Pahara, BP 12205, 98712 Papara, *date de début d'exploitation* : 29 janvier 2015 ;

N° 15 285 A, Cyprien Fetu Peterano, négociant, *nom commercial* : Hivaehu O Pua, vallée Meau, Taiohae, BP 243, 98742 Nuku Hiva, *date de début d'exploitation* : 29 janvier 2015 ;

N° 15 286 A, Alain Pierre Marie Philippe, services divers en infographie et informatique, *nom commercial* : 3DCARRE Tahiti, PK 4,500, côté montagne, quartier Lucas, Maharepa, BP 3007 Teavaro, 98728 Moorea-Maiao, *date de début d'exploitation* : 29 janvier 2015 ;

N° 15 287 A, Philippe Prak, loueur en main-d'œuvre, *nom commercial* : Flipservices, immeuble Pu'Ofe, rue Albert-Leboucher, côté montagne, Papeete, BP 14267, 98701 Arue, *date de début d'exploitation* : 2 février 2015 ;

N° 15 288 A, Namurea Laure Cherry Rambert, services divers, PK 11,500, côté montagne, BP 1474, Punaauia centre, 98717 Punaauia, *date de début d'exploitation* : 29 janvier 2015 ;

N° 15 289 A, Laïza Bontemps née Teauna, travaux de secrétariat, PK 6, côté montagne, servitude Teauna, 98701 Arue, *date de début d'exploitation* : 29 janvier 2015 ;

N° 15 290 A, Flavien Teuira, maçonnerie, chemin vicinal de Taunua, quartier Graffe, 98714 Papeete, *date de début d'exploitation* : 2 février 2015 ;

N° 15 291 A, Mariana Hituira Taaroa née Tokoragi, garde malade, PK 11,800, côté montagne, servitude Pugibet, 98717 Punaauia, *date de début d'exploitation* : 1er février 2015 ;

N° 15 292 A, Serge Denis Pierre Vallier, gravure sur tous supports, *nom commercial* : Tahiti Gravures, servitude Tanepau, route du Plateau de Taravao, BP 8329 Afaahiti, 98719 Hitia'a O Te Ra, *date de début d'exploitation* : 1er février 2015 ;

N° 15 293 A, Tehei Teheiura, loueur de service dans le tourisme nautique, PK 8, côté mer, Avera, Raiatea, 98735 Taputapuata, *date de début d'exploitation* : 1er avril 2013 ;

N° 15 294 A, Muriel Paule Henriette Burle, services divers (médiatrice), *nom commercial* : Fenua Médiation, lotissement Les Hameaux de Mahinarama n° 36, BP 14225, 98701 Arue, *date de début d'exploitation* : 15 février 2015 ;

N° 15 295 A, Hitarii Cédric Allan Maitui, livreur, lotissement Te Tavake, lot 149, Punaauia, BP 21457, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 28 janvier 2015 ;

N° 15 296 A, Laurette Tiheni Mai née Mauahiti, loueur en main-d'œuvre, PK 19,100, vallée Papehuet, BP 10784, 98711 Paea, *date de début d'exploitation* : 1er février 2015 ;

N° 15 297 A, Anne Lydie Vongue née Moux, services divers, PK 3,500, côté mer, résidence Arahiri, Arue, BP 2910, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 29 janvier 2015 ;

N° 15 298 A, Victoria veuve Mazellier née Onaisario-Lema, massage, *nom commercial* : Vicky Tahiti Massage, PK 15, côté montagne, face domicile Hart Alfred, BP 380786, 98718 Punaauia, *date de début d'exploitation* : 1er février 2015 ;

N° 15 299 A, Braille Tina Tua née Puairau, nettoyage et entretien des locaux, *nom commercial* : Familly Tua, PK 16,100, côté montagne, servitude Teremate 1, 98718 Punaauia, *date de début d'exploitation* : 2 février 2015 ;

N° 15 300 A, Barbara Sophie Julie Robin, consultant, PK 8,200, côté montagne, résidence Manu Iti 3 A4, Punaauia, BP 41388, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 15 301 A, Adolphe Tepakia Elie Rousseau, travaux en tous genres, Fariipiti, quartier Adams, 98714 Papeete, *date de début d'exploitation* : 2 février 2015 ;

N° 15 302 A, Riccardo Schievano, *nationalité italienne*, chef cuisinier, Motu Ome'e Anau, hôtel St-Régis, BP 506, Vaitape, 98730 Bora Bora, *date de début d'exploitation* : 28 janvier 2015 ;

N° 15 303 A, Thierry Moana Nagtama Taaroa, plats à emporter, Arutua, 98761 Arutua, *date de début d'exploitation* : 1er février 2015 ;

N° 15 304 A, Clara Delphine Tairua, nettoyage et entretien des locaux, jardinage, PK 16,100, côté montagne, servitude Teremate 1, 98718 Punaauia, *date de début d'exploitation* : 28 janvier 2015 ;

N° 15 305 A, Israël Faateni Taputu, technicien en informatique, *nom commercial* : FI Tech, PK 7,200, côté montagne, Patae, quartier Tepea, Afareaitu, BP 3354 Teavaro, 98728 Moorea-Maiao, *date de début d'exploitation* : 1er février 2015 ;

N° 15 306 A, Esther Tetaronia, services divers, immeuble Choug, appartement 17, avenue du Régent-Paraita, BP 40276, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 30 janvier 2015 ;

N° 15 307 A, Tracey Louise Manate née Thomas, transport de passagers (8 maximum), *nom commercial* : Unique Tahiti, route de la pointe Vénus, quartier Mervin, Mahina, BP 20100, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 28 janvier 2015 ;

N° 15 308 A, Peniaminia Tiaihau, travaux en tous genres, PK 4,800, côté montagne, quartier Hapare, route Tavararo, 98702 Faa'a, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015 ;

N° 15 309 A, Yvans Tetua Li Cheng, organisation événementiels, *nom commercial* : Urban Agency, lotissement Erima, îlot C, lot 41, Arue, BP 1, 98713 Papeete, *date de début d'exploitation* : 1er janvier 2015.

### MODIFICATIONS

5 janvier 2015

N° 07 1144 A, Gène Ephraïma Hapairai, transfert du siège et de l'établissement principal à Afaahiti PK 4, côté mer ;

N° 12 809 A, Philippe François Michel Yves Lemonnier, suppression de l'activité de concierge et de l'enseigne Conciergerie de Tahiti à compter du 31 décembre 2014. Adjonction de l'enseigne Pacific Ventury à compter du 31 décembre 2014 ;

N° 13 92 B, Miti Hue Mamie, société à responsabilité limitée, aux termes d'un acte reçu par Me Julien Chan, notaire associé à Punaauia, le 23 décembre 2014, Mlle Ranitea Cardines a cédé la totalité de ses parts soit au total 90 parts portant les numéros 1 à 90 à Mme Hélène Tevahitua épouse Lehartel, lui appartenant dans la SARL Miti Hue Mamie, avec effet à compter du jour de l'acte. L'article 7 des statuts relatif au capital social a été modifié en conséquence ;

N° 08 11 C, Nohoraa Nehenehe, société civile immobilière, aux termes d'un acte reçu par Me Julien Chan, notaire associé à Punaauia, en date du 19 décembre 2014, la SAS EPPV et la société Moorea Papeete ont cédé, à M. Philippe Goutagny 18 parts, portant les numéros 2 à 14 et 16 à 20 de la SAS EPPV et 1 part portant le numéro 15 de la société Moorea Papeete, et à Mme Marie-Thérèse Duraffour, 19 parts, portant les numéros 21 à 39 de la SAS EPPV et 1 part portant le numéro 40 de la société Moorea Papeete, avec entrée en jouissance au jour de l'acte. L'article 7 des statuts relatif au capital social a été modifié en conséquence ;

N° 09 67 C, Tauaa, société civile immobilière, aux termes d'un acte revu par Me Philippe Clemencet le 4 décembre 2014, contenant cession de parts, M. Philippe Breul a démissionné de ses fonctions de gérant et M. Roger Vaneau a été nommé gérant en ses lieu et place pour une durée illimitée.

6 janvier 2015

N° 08 1748 A, Marie Florentine Maro née Tokoragi, adjonction de l'activité de nettoyage et entretien des locaux à compter du 5 janvier 2015 ;

N° 14 88 B, Société coopérative Mokai, société coopérative maritime, modification survenue sur la dénomination, suivant procès-verbal enregistré le 23 décembre 2014, il a été décidé de modifier la dénomination sociale de Coopérative de Pêche Mokai en Société Coopérative Mokai ;

N° 05 35 B, Océanienne de centre d'appels, société par actions simplifiée, il résulte du procès-verbal des délibérations du président du 7 novembre 2014, que le siège social actuellement situé à Papeete, immeuble Sarateva, lot G, carrefour de la Fautaua a été transféré à Papeete, rue du Docteur-Cassiau, immeuble Tereva.

8 janvier 2015

N° 08 235 A, Tekahu Tepapatahi, adjonction des activités de nettoyage et entretien des locaux, jardinage à compter du 7 janvier 2015. L'activité de pension de famille reste la plus importante ;

N° 08 235 A, Tekahu Poltavtseef née Tepapatahi, adjonction des activités de nettoyage et entretien des locaux, jardinage à compter du 7 janvier 2015. L'activité de pension de famille reste la plus importante ;

N° 01 1494 A, Emmanuel Frédéric Juan, suppression de l'activité de agence de publicité et adjonction de l'activité de production de films et de programmes pour la télévision à compter du 7 janvier 2015 ;

N° 02 1865 A, You Kohi Hiro Ouwen, ouverture d'un établissement secondaire sis au marché de Papeete à compter du 1er janvier 2014 ;

N° 90 329 A, Toareia Romy Catherine Ravea née Teaha, changement de l'enseigne commerciale magasin Ravea par Magasin Toa Mauri à compter du 7 janvier 2015 ;

N° 05 73 C, Kuriri Kool, société civile agricole, aux termes d'un acte en date du 20 décembre 2014, M. John Vahine cède la totalité de ses parts à Mme Tepurotu Raino et démissionne de sa qualité de cogérant. Mme Tepurotu Raino est nommée cogérante de la société avec Mme Iris Bredin.

9 janvier 2014

N° 11 1479 A, Larisa Piron née Makarova, adjonction de l'activité de traduction au nom commercial Russian Tahiti à compter du 2 janvier 2014 ;

N° 02 1865 A, You Kohi Hiro Ouwen, suppression de l'activité de bijoutier à compter du 31 décembre 2014. adjonction de l'activité d'artisan d'art à compter du 2 janvier 2015 ;

N° 14 1316 A, Théophile Micheli Tamarii, suppression de l'activité de centre de loisirs et de l'enseigne Vive Les Vacances, remplacés par l'activité de jardinage et l'enseigne Toa Services Express à compter du 6 janvier 2015 ;

N° 12 87 B, Green Pearl Résidence, société à responsabilité limitée, cessation temporaire d'activité à compter du 15 juin 2012 ;

N° 13 195 B, L'Ozier d'Ellis, société à responsabilité limitée, mise en sommeil de la société à compter du 1er janvier 2015 ;

N° 12 221 B, ATV Fun Tours, société à responsabilité limitée, adjonction de l'activité de location à courte durée de voitures et de véhicules automobiles légers à compter du 6 janvier 2015 ;

N° 13 59 C, SAP Financement, société civile de participation, dissolution de la société, aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 31 décembre 2014, les associés ont décidé la dissolution anticipée volontaire de la société à compter du même jour et sa

liquidation amiable sous le régime conventionnel. Elle a nommé M. Daniel Choquet en qualité de liquidateur et le siège de la liquidation est fixé à l'ancien siège social ;

N° 07 74 C, Ora Noa, société civile immobilière, aux termes d'un acte reçu par Me Alexandrine Clemencet, notaire associé à Papeete, le 18 novembre 2014, M. Stéphane Thomas et Mlle Myriam Baaloudj ont cédé la totalité des parts leur appartenant dans la SCI Ora Noa. A la suite il a été procédé à la nomination de M. Thibaud Sery et Mlle Vaiana Ly en qualité de gérants pour une durée illimitée en remplacement de M. Stéphane Thomas et Mlle Myriam Baaloudj, démissionnaires.

12 janvier 2015

N° 14 1535 A, Mathieu Angelin, adjonction de l'activité d'importateur à compter du 9 janvier 2015. Adjonction du S à l'enseigne commerciale. Celle-ci devient Mat Riggings Services à compter du 9 janvier 2015 ;

N° 10 1952 A, Manutea Jacques Monnier-Metuaore, ouverture de l'établissement sis à Arue à compter du 1er janvier 2013 ;

N° 13 403 A, Harold Torea Teaha, adjonction de l'activité de location de matériels (chaises, tables, chapiteaux...) à compter du 9 janvier 2015 ;

N° 05 1546 A, Patricia Moea Yolanda Teotahi, changement de l'activité de l'entreprise : l'activité principale couture devient livreur à compter du 9 janvier 2015. Changement de l'adresse postale, BP 110899 Mahina à compter du 9 janvier 2015.

19 janvier 2015

N° 05 35 B, Océanienne de Centre d'Appels, société par actions simplifiée, suite au transfert du siège social le 7 novembre 2014, il a été décidé la fermeture de l'établissement situé à Papeete, immeuble Sarateva lot G, Carrefour de la Fautaua à compter de cette date ;

N° 14 292 B, Menahem, société à responsabilité limitée à associé unique, modification du nom commercial : ancien : Menahem ; nouveau : French Polynesia/Sotheby's International Realty à compter du 16 janvier 2015 ;

N° 59 1 B, Banque SOCREDO, société anonyme d'économie mixte, ouverture le 19 décembre 2014 d'un guichet automatique de banque situé dans la station Shell de Punaauia ;

N° 09 28 B, Océanienne de conservation sécurisée de données, société par actions simplifiée, suite au transfert du siège social le 1er octobre 2014, il a été décidé la fermeture de l'établissement situé à Faa'a, route du lotissement de Pamatai, à compter de cette même date.

20 janvier 2015

N° 14 15 B, Faareva Agrégats, société à responsabilité limitée, cessation d'activité de la société. Mise en sommeil de la société.

## RADIATIONS

5 janvier 2015

N° 011032 A, Charles Matahi Bernière, PK 43,200, côté montagne, BP 15272 Mataiea, 98726 Teva I Uta, date d'effet : 31 décembre 2004 ;

N° 11 1229 A, Jean-Dominique Teva Taraua Devatine, terre Paehauma Tai, côté montagne, 98722 Hitia'a O Te Ra, date d'effet : 31 décembre 2014 ;

N° 12 2165 A, Charley Christian Tuairai Hira, PK 4,900, côté montagne, quartier Tauraa, route de Tavararo, BP 62513, 98702 Faa'a, date d'effet : 31 décembre 2014 ;

N° 11 1794 A, Audrey Elise Julie Marie Lachaud, PK 4,500, côté mer, à Maharepa, BP 3527, 98728 Moorea-Maiao, date d'effet : 30 novembre 2011 ;

N° 13 1948 A, Florent Milloux, quartier Maiti, Afareaitu, BP 3197, 98728 Moorea, date d'effet : 31 décembre 2014.

6 janvier 2015

N° 13 17 A, Serge Jonathan Ben Soussan, PK 12,500, côté montagne, Punaauia, BP 2596, 98713 Papeete, date d'effet : 31 décembre 2015 ;

N° 09 1339 A, Williams Mahenatuaira Jean Estall, Fitii, côté montagne, 98731 Huahine, date d'effet : 31 décembre 2015 ;

N° 12 1217 A, Heipuah Gaëlle Fiu, Atuona, 98741 Hiva Oa, date d'effet : 8 octobre 2014 ;

N° 14 1651 A, Cindy Elisabeth Hina Leroux, PK 19,100, côté mer, Paea, BP 43102 Fare Tony, 98713 Papeete, date d'effet : 5 janvier 2015 ;

N° 14 1354 A, Virginie Scanga, Saint-Hilaire, lotissement Tehapatoa, Faa'a, BP 21215, 98713 Papeete, date d'effet : 31 décembre 2014 ;

N° 14 1362 A, Suzanne Inès Teikitohe, PK 24, côté montagne, lotissement Vaitupa n° 8, BP 330398, 98711 Paea, date d'effet : 5 janvier 2015 ;

N° 14 2177 A, Colette Kollars née Teikitohe, PK 24, côté montagne, lotissement Vaitupa n° 8, BP 330398, 98711 Paea, date d'effet : 5 janvier 2015 ;

N° 01 968 A, Bernard Auguste Meignen, PK 2,500, côté mer, Teavaro, BP 56, 98713 Papeete, date d'effet : 5 janvier 2015.

8 janvier 2015

N° 14 323 A, Cyril Camus, PK 10,200, côté montagne, lotissement Tihu Uti n° 28 à Matatia, Punaauia, BP 53206, 98716 Pirae, date d'effet : 31 décembre 2014 ;

N° 13 2039 A, Miriarii Florynui Eugénie Deane, PK 23,400, côté montagne, lotissement Paehau 2, servitude Totoe, Paea, BP 380538, 98718 Punaauia, date d'effet : 8 décembre 2014 ;

N° 13 2053 A, Carol Moana Pereoo née Hunter, avenue du Chef-Vairaatoa, 98713 Papeete, date d'effet : 7 janvier 2015 ;

N° 14 1132 A, Heitiare Dacia Ly, 2, logement 23, route Walker, lotissement Hamuta Val, BP 5388, 98716 Pirae, date d'effet : 15 juillet 2014.

9 janvier 2015

N° 74 11 A, Georges Alezrah, centre Vaima, rue Jeanne-d'Arc, BP 2602, 98713 Papeete, date d'effet : 31 décembre 2014 ;

N° 14 2136 A, Teheiorotua Karel Dubois, PK 12, côté montagne, quartier Scholermann, BP 2848, 98717 Punaauia, date d'effet : 8 janvier 2015 ;

N° 89 266 A, Karl Edwin Tavae Estall, PK 4,500, côté mer, lotissement SETIL, lot 62, BP 63178, 98702 Faa'a, date d'effet : 30 octobre 2014 ;

N° 07 407 A, Philippe Tsien-Min Ly-Sao, PK 53, côté mer, 98727 Teva I Uta, date d'effet : 15 décembre 2013 ;

N° 13 599 A, Thespi Patrice Magnifique Poujade, balcons du Lotus, appartement A22, Punaauia, BP 21185, 98713 Papeete, date d'effet : 11 janvier 2015 ;

N° 13 1290 A, Fernand Matai Riveta, PK 4,800, côté montagne, quartier Temaru, BP 62523, 98702 Faa'a, date d'effet : 8 janvier 2015 ;

N° 14 1531 A, Maria Tina Poupard née Tematahotua, PK 4, côté montagne, résidence Ahonu, BP 7468, 98719 Afaahiti, date d'effet : 8 janvier 2015 ;

N° 14 1855 A, Tcheco Loncelo Tere, PK 9,600, côté montagne, lotissement Miri n° 404, Punaauia, BP 62932, 98702 Faa'a, date d'effet : 31 décembre 2014 ;

N° 12 383 A, Gislaine Tehuihui Apuarii née Tihoni, quartier Maraetefau, Titiro, Papeete, BP 14693, 98701 Arue, date d'effet : 18 août 2014 ;

N° 12 34 A, Steven Heremoana Banner, lot 52, de la terre Moetui Tautira, BP 1293, 98713 Papeete, *date d'effet* : 6 janvier 2015 ;

N° 10 107 A, Căline Mara Marae née Chang, Oremu au dessus de l'école maternelle, 98702 Faa'a, *date d'effet* : 31 décembre 2014 ;

N° 08 529 A, André Jacques Maurice Feral, PK 19,500, lotissement Seigneur n° 1, côté montagne, BP 10618 Paea, 98711 Paea, *date d'effet* : 31 décembre 2014 ;

N° 14 1017 A, Aurélie Malavielle, Tavararo, côté mer, Faa'a, BP 141491, 98701 Arue, *date d'effet* : 31 décembre 2014 ;

N° 13 2033 A, Franklin Teriiahaereite'i Taaroa, quartier Juventin, Tipaerui, BP 530, 98713 Papeete, *date d'effet* : 31 décembre 2014 ;

N° 13 2097 A, Marie Christine Tearere Curieux née Teikitohe, PK 24,600, côté montagne, lotissement Vaitiare 1, BP 10745, 98711 Paea, *date d'effet* : 5 janvier 2015 ;

N° 14 296 A, Elisa Heipua Williams, vallée Tepapa, lotissement n° 19, route de la Mission, BP 21222, 98713 Papeete, *date d'effet* : 28 novembre 2014.

*12 janvier 2015*

N° 14 343 A, Serge Tamanui Ariitai, lotissement Erima 2, logement social 5, Arue, BP 5531, 98716, *date d'effet* : 9 janvier 2015 ;

N° 09 974 A, Gérard Marama Brothers, PK 4,500, quartier Liliane Bordes, 98704 Faa'a, *date d'effet* : 9 janvier 2015 ;

N° 13 2284 A, Andrée Danielle Gaultier, PK 16,200, côté mer, quartier Vaihere, BP 378, 98728 Moorea-Maiao, *date d'effet* : 9 janvier 2015 ;

N° 08 1025 A, Danielle Patricia Ah-Sam née Huveke, PK 36, côté montagne, quartier Hauverovero, 98712 Papara, *date d'effet* : 9 janvier 2015 ;

N° 13 1177 A, Manolia Terai Mao, PK 3,400, côté mer, servitude Benjamin-Deane, Arue, BP 2423, 98703 Punaauia, *date d'effet* : 9 janvier 2015 ;

N° 13 70 A, Jefferson Tavahia Mariteragi, PK 11,900, côté montagne, quartier Tehei, Punaauia, BP 15224, 98726 Mataiea, *date d'effet* : 30 octobre 2013 ;

N° 06 1068 A, Heifara Raymond Merlo, PK 51, quartier Papeivi, 98720 Faaone, *date d'effet* : 9 janvier 2015 ;

N° 04 1874 A, Irène Teuru Tetuanui Tevaria, Avatoru, BP 176, 98775 Rangiroa, *date d'effet* : 30 décembre 2014 ;

Fait à Papeete, le 23 février 2015.

*La greffière,*  
Mérine LE GALL.

#### TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE PAPEETE

*Avis d'ordonnance conférant force exécutoire  
à la recommandation de rétablissement personnel  
sans liquidation judiciaire*

Le tribunal de première instance de Papeete ayant rendu l'ordonnance conférant force exécutoire à la recommandation de rétablissement personnel sans liquidation judiciaire :

Date de la décision : 20 mars 2015.

Nom de famille du débiteur : TEHAU.

Prénom : Fredy Vaininiore.

Date de naissance : 20 août 1963 à Rangiroa.

Commune de résidence : Papeete.

Les déclarations de tierce opposition devront être adressées au greffe du tribunal de première instance de Papeete dans un délai de deux mois à compter de la date de la présente publication.

Date d'établissement de l'avis : 24 mars 2015.

Signature de l'expéditeur : Tribunal de première instance de Papeete

Cachet du greffe : Greffe du surendettement.

Renseignements obligatoires mais non publiés : Dossier n° 15/2 - Minute n° 20.

Greffe du tribunal de première instance de Papeete :

Tél : 40 41 55 77 - fax : 40 41 55 03.

Le tribunal de première instance de Papeete ayant rendu l'ordonnance conférant force exécutoire à la recommandation de rétablissement personnel sans liquidation judiciaire :

Date de la décision : 20 mars 2015.

Nom de famille du débiteur : PAOFAL.

Prénom : Germain Tutavae Léonard.

Date de naissance : 11 avril 1957 à Papeete.

Commune de résidence : Pirae.

Les déclarations de tierce opposition devront être adressées au greffe du tribunal de première instance de Papeete dans un délai de deux mois à compter de la date de la présente publication.

Date d'établissement de l'avis : 24 mars 2015.

Signature de l'expéditeur : Tribunal de première instance de Papeete

Cachet du greffe : Greffe du surendettement.

Renseignements obligatoires mais non publiés : Dossier n° 15/3 - Minute n° 21.

Greffe du tribunal de première instance de Papeete :

Tél : 40 41 55 77 - fax : 40 41 55 03.

Le tribunal de première instance de Papeete ayant rendu l'ordonnance conférant force exécutoire à la recommandation de rétablissement personnel sans liquidation judiciaire :

Date de la décision : 20 mars 2015.

Nom de famille du débiteur : TUPAIA.

Prénom : Bellona.

Nom d'usage : PAOFAL

Date de naissance : 11 janvier 1966 à Uturoa.

Commune de résidence : Pirae.

Les déclarations de tierce opposition devront être adressées au greffe du tribunal de première instance de Papeete dans un délai de deux mois à compter de la date de la présente publication.

Date d'établissement de l'avis : 24 mars 2015.

Signature de l'expéditeur : Tribunal de première instance de Papeete

Cachet du greffe : Greffe du surendettement.

Renseignements obligatoires mais non publiés : Dossier n° 15/3 - Minute n° 21.

Greffe du tribunal de première instance de Papeete :

Tél : 40 41 55 77 - fax : 40 41 55 03.

#### THE SIX PASSENGERS

**Société à responsabilité limitée**

**au capital de 2 210 000 F CFP**

**Siège social : Avatoru, Rangiroa**

**RCS Papeete n° TPI 95 5 B (ancien TPI n° 5359 B 95),**

**N° TAHITI : 319020**

*Avis*

L'assemblée générale en date du 20 mars 2015 décide de mettre fin aux fonctions de gérant de M. Ugo MAZZAVILLANI, à compter de ce jour.

L'assemblée générale décide de nommer à compter de ce jour, Mme Coralie MARCHAIS en qualité de cogérante pour une durée illimitée.

La gérance.



*Avis de constitution*

Suivant acte rédigé sous seing privé, il a été constitué une société dont les caractéristiques principales sont les suivantes :

*Dénomination* : SCI HORIZONS54.

*Forme* : Société civile.

*Siège social* : Résidence Les Horizons, Tipaerui, appartement n° 54.

*Objet social* : La propriété de tous droits et biens immobiliers acquis ou reçus en apport par la société, la gestion et l'exploitation de ces droits ou biens, sous forme de location ou autre, leur mise à disposition gratuite ou non au profit d'un associé ou de sa famille, et plus généralement, toutes opérations mobilières, immobilières et financières, à caractère strictement civil, se rattachant à l'objet social.

*Durée* : 99 années.

*Capital social* : 20 000 F CFP divisé en 100 parts de 200 F CFP chacune, numérotées de 1 à 200 attribuées aux associés en proportion de leurs apports en numéraire.

*Gérance* : La société a pour cogérants M. Raymond COLOMBIER, demeurant Résidence Les Horizons, Tipaerui, Papeete, et Mme Sonia WALTHER, demeurant à Pamatai, Faa'a, quartier Socrédo, lot n° 66.

*Immatriculation* : La société sera immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

**SCI AM3***Avis de constitution*

Il est constitué le 2 juillet 2014 la SCI AM3 au capital de 60 000 F CFP.

*Siège social* : Papeete, appartement n° 302, rue Papeete, immeuble Les Terrasses de l'Océan, route de l'Uranie.

*Objet* : La société a pour objet la propriété, l'acquisition, la prise à bail, la promotion, la mise en valeur, la location de tous immeubles bâtis ou non, de toutes propriétés foncières de toute nature, l'édification de tous bâtiments, la gestion, la location des immeubles sociaux et l'aliénation des immeubles devenus inutiles à la société, la souscription, la prise de participation de parts sociales dans d'autres sociétés, les emprunts, même avec garantie hypothécaire des biens appartenant à la société, et avec ou sans cautionnement même hypothécaire des associés ou des sociétés dans lesquelles ces derniers ont des participations auprès des banques ou de particuliers, et généralement, toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en favoriser le développement, pourvu qu'elles ne modifient pas le caractère civil de la société.

*Mutations entre vifs* : Les parts sont librement cessibles entre associés ; elles ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la société qu'avec le consentement de la gérance.

*Gérance* : Les associés nomment comme premiers gérants MM. Ariirimarau et Ariihau MEUEL. Cette nomination est faite sans limitation de durée.

*Durée* : 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

**SARL RAIHERE**

**Société à responsabilité limitée en liquidation  
au capital de 1 000 000 F CFP**

**Siège social** : Papara, centre commercial Tamanu Papara,  
local n° L03  
RCS 08 137 B

*Avis*

L'assemblée générale extraordinaire des associés, en date du 26 mars 2015, a décidé la dissolution anticipée de la société à compter de ce jour et sa liquidation amiable sous le régime conventionnel, conformément aux dispositions statutaires.

La société subsistera pour les besoins de la liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci. Le lieu où la correspondance doit être adressée et celui où les actes et documents concernant la liquidation doivent être notifiés, a été fixé à Papara, centre commercial Tamanu Papara, BP 120, 98712, siège de la liquidation.

Elle a nommé comme liquidateur M. Bernard ROURE en lui conférant les pouvoirs les plus étendus, sous réserve, de ceux exclusivement réservés par la loi à la collectivité des associés, dans le but de lui permettre de mener à bien les opérations en cours, réaliser l'actif, apurer le passif et répartir le solde entre les associés dans le respect de leurs droits.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du tribunal de commerce de Papeete

Le gérant.

**SCI LES ORCHIDEES**

**Société civile immobilière au capital de 100 000 F CFP**

**RC n° 4739 C Papeete, n° TAHITI : 267823**

**BP 4512 Papeete, Tahiti**

**Tél. (689) 40 42 18 34 - Fax : (689) 40 42 18 35**

*Avis de clôture de liquidation*

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 25 mars 2015, les associés de la SCI LES ORCHIDEES, ont :

- approuvé les comptes définitifs de liquidation au 25 mars 2015 ;
- approuvé le mode de répartition du solde disponible de liquidation ;
- déchargé M. Yves BUHAGIAR de son mandat de liquidateur, et donné à ce dernier quitus de sa gestion ;
- constaté la clôture de la liquidation à compter du 25 mars 2015.

La société sera radiée du registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Pour avis et mention,  
Le liquidateur.

**Me Dominique DUBOUCH, notaire**

**11, rue du Dr-Cassiau,**

**BP 555, 98713 Papeete, Tahiti**

**Tél. : (689) 40 42 96 36 - Fax : (689) 40 43 78 44**

**dubouch@notaires.pf**

*Changement de régime matrimonial*

Suivant acte reçu par Me Dominique DUBOUCH, notaire à Papeete, Tahiti, le 25 mars 2015, M. Patrick AARONA RAGIVARU et Mme Teehu Eliane BURNS, son épouse, demeurant ensemble à Paea, PK 22,300 Orofero, résidence Turevareva, n° 7, BP 10367, 98711 Paea, mariés à Paea, le 4 décembre 2010, sous le régime de la communauté légale de biens, ont adopté, pour l'avenir, le régime de la séparation de biens.

Les oppositions pourront être faites dans un délai de trois mois et devront être notifiées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte d'huissier de justice à Me Dominique DUBOUCH, notaire à Papeete, BP 555, 98713 Papeete.

En cas d'opposition, les époux peuvent demander l'homologation du changement de régime matrimonial au tribunal de première instance de Papeete.

**COOPERATIVE KAITUMU OTE HENUA**

**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**

**(26 février 2015)**

Présidente :	PAUTEHEA Antonia
Secrétaire :	SCALLAMERA Florentine
Trésorière :	KAIHA Anne-Marie



## ANNONCES DIVERSES

### FEDERATION DES ASSOCIATIONS DES PARENTS D'ELEVES POUR LES ECHANGES CULTURELS (FAPELEC)

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(17 janvier 2015)

Président	: GATIEN Manarii
Vice-président	: MOUNEIX Dominique
Secrétaire	: TOKORAGI Wilson
Trésorier	: THUNOT John

### ASSOCIATION TAMARII AVIATION CIVILE ET METEO-RANCE (ATACEM)

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(24 janvier 2015)

Présidente	: BATUT Marguerite
Secrétaire	: SIMON Karine
Secrétaire adjointe	: PARTOUCHE Micheline
Trésorier	: PUTOA Tereamanu
Trésorier adjoint	: GAMBLIN Moana

### ASSOCIATION MANUREVA I TE RAI MATUA TINi

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(14 mars 2015)

Président	: ROOMATAAROA Edwin
Vice-présidents	: GENTILHOMME Hélène VAEA Tubala TAPUTU Monia
Secrétaire	: RIVETA Nuupure
Secrétaire adjointe	: FLORES Célestine
Trésorière	: TAVITA Annie
Trésorière adjointe	: ATAPO Manuia

### ASSOCIATION DES RESERVISTES DE LA MARINE EN POLYNESIE FRANÇAISE ACORAMA/ACOMAR 987

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(7 février 2015)

Président	: DOLIQUE Guy
Vice-président	: GOMEZ Michel
Secrétaire	: MONFOUGA Didier
Secrétaire adjoint	: FUSSIEN Gaël
Trésorier	: MARDEGAN Sylvain
Trésorier adjoint	: BUFFET Philippe

### ASSOCIATION DES FAMILLES D'ELEVES DE L'ECOLE PRIMAIRE DE PAPETOAI (AFE)

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(14 octobre 2014)

Présidente	: HANERE-LE BRONNEC Christiane
Vice-présidente	: TERAITUA Lucenda
Secrétaire	: CERAN-JERUSALEM Hinanui
Secrétaire adjointe	: BROTHERS Heipua
Trésorière	: SERENO Miriama
Trésorier adjoint	: TEFAATAU Cambridge

### ASSOCIATION LES AMIS DU LIBAN TAHITI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(8 janvier 2015)

Présidents d'honneur	: BOUISSOU Jean-Christophe BULLARD Michel
Président	: MAROUN Joseph
Vice-présidents	: TEANOTOGA Hinano BLANCHARD Moana ABI SAAB Simon FRITCH Hinoi TRÖNDLE Philippe
Secrétaire	: BERNIER Valérie
Secrétaire adjoint	: BERNEDE Gilles
Trésorier	: DAL FARRA Didier
Trésorier adjoint	: BONET-TIRAO Temavea

### SNEP POLYNESIE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(9 octobre 2014)

Secrétaire	: THIEURY Jean
Secrétaire adjoint	: MATHEL Tinihau
Trésorière	: CAPDEVILA-PEYRONNE Emilie
Trésorier adjoint	: LELEU Pierre

### ASSOCIATION DISTRICT DE FOOTBALL DE TAHUATA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(15 janvier 2015)

Président	: BURNS Teapua
Vice-président	: HAITI Sébastien
Secrétaire	: TORII Marcelle
Secrétaire adjointe	: HUTAOUHO Graziella
Trésorier	: TIMAU Simon
Trésorier adjoint	: HUTAOUHO Valentin

### COMITE DES BANQUES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE DE LA FEDERATION BANCAIRE FRANÇAISE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(3 février 2015)

Président-secrétaire	: CARMAGNOLLE Christian
Vice-président	: TEPELIAN Patrice
Trésorier	: ESTALL James

### ASSOCIATION DES JEUNES DE TEFAAROA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(26 février 2015)

Président	: TIHONI Alexis
Vice-présidente	: LENOIR Maimiti
Secrétaire	: TUA Maleana
Secrétaire adjointe	: RIMAONO Flora
Trésorière	: BARBOS Titaina

# COMPAGNIE DES EXPERTS JUDICIAIRES PRES LA COUR D'APPEL DE PAPEETE

## RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (6 mars 2015)

Président	: BEAUMONT Etienne
Vice-président	: PETIT Jean-Michel
Secrétaire	: JONCKER Vincent
Trésorière	: MORIN Véronique
Assesseur	: DEVATINE Taraua
Membres	: BOULAY Christophe BOISSIN Jean-Louis CORTEEL Jean-Michel PAOLI Nicolas BONNARD Michel MUNOZ Jean
Commissaire aux comptes	: PALACZ Daniel

# LES COPAINS DU ROCK'N ROLL

## RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (25 février 2015)

Président	: D'ESPALUNGUE Régis
Vice-présidente	: DURAND Liliane
Secrétaire	: DAVIGNON Patrick
Trésorière	: ROIGNANT Annick

# CONSEIL DU SCOUTISME POLYNESIEN

## RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (18 mars 2015)

Président	: KELLY Georges
Vice-présidents	: CHUONG André TAPU Timi
Secrétaire	: TETUA Bélinda
Secrétaire adjointe	: MARAETEFEAU Mitiana
Trésorière	: SOMMERS Marina
Trésorière adjointe	: LEVY Taraina

# ASSOCIATION FAMILIALE RANGAI RAHANAI RAHAUA A MANATE

## Modification de statuts

Son siège social est fixé à Punaauia, PK 18, côté montagne.

## RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (21 mars 2015)

Président	: FLOHR Allan
Vice-président	: NICOLAS Charles
Secrétaire	: BENNETT Tetua
Secrétaire adjointe	: ARO Odette
Trésorière	: LOVAR Claudine
Trésorière adjointe	: POAREU Arthémise

# AGENCE IMMOBILIERE SOCIALE DE POLYNESIE FRANÇAISE (AISPF)

## RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (12 mars 2015)

Présidente	: BAMBRIDGE Antonina
Vice-présidente	: LE COINTRE Véronique
Secrétaire	: MORAND Anne
Secrétaire adjoint	: ATENI Toriki
Trésorier	: BIRET Jerry
Trésorière adjointe	: AH SCHA Christiane

# ASSOCIATION HEREHIA

## RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (24 mars 2015)

Présidente	: LENOIR Anoano
Secrétaire	: LUCAS Ida
Trésorier	: LENOIR Hans

# ASSOCIATION GROUPE HEI TAHITI

## RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (10 mars 2015)

Présidente	: TROMPETTE Tiare
Vice-présidentes	: BUCHIN Hina-Arii URIMA Moana
Secrétaire	: BOOSIE Isabelle
Secrétaire adjointe	: SIDER Remuna
Trésorière	: FREBAULT Ahélyla
Trésorière adjointe	: TUTEIRIHIA Poerava
Assesseurs	: SANCAN Teina GEROS Manutea

# TA'ATIRAA MATAHIAPO TE PUAI HOPE NO UTUROA

## RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (18 mars 2015)

Présidente	: SHAM KOUA Evangéline
Vice-président	: GUILLOUX Germain
Secrétaire	: ROOPINIA Viviane
Secrétaire adjointe	: DEGUARA Marie-Hélène
Trésorière	: CHASSAGNIOL Tevahine
Trésorière adjointe	: IHORAI Noeline
Commissaire aux comptes	: TAUTU Victor
Assesseurs	: TETUANUI Phiripi LEMAIRE Alexandrine AITE Elvina IOTEFA Marie-Jeanne

# RAIATEA YACHT CLUB

## RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (6 mars 2015)

Président	: WOLF Nicolas
Vice-président	: JEANNOT Nicolas
Secrétaire	: GLOUX-DOUVRAIN Marina
Secrétaire adjointe	: DOLIQUE Leila
Trésorier	: FITOUSSI Jérôme
Trésorier adjoint	: CUILLANDRE Quentin

# ASSOCIATION LES AMIS DES GUIDES ET SCOUTS D'EUROPE DE TAHITI (AGSET)

## Modification de statuts

L'association a modifié ses statuts.

## RENOUVELLEMENT DU BUREAU : (18 janvier 2015)

Présidente	: TROUCHE Isabelle
Vice-président	: BILLON Lucas
Secrétaire	: TROUCHE Vetea
Trésorier	: GOSSE Jean-Pierre

# COOPERATIVE DES PECHEURS PROFESSIONNELS DE RAROMATAI RAVA'AI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :  
(11 octobre 2014)

Président d'honneur	: IOTEFA Gamaliela
Président	: VARNEY Johnny
Vice-président	: PUAHIO Edgar
Secrétaire	: LAI Joseph
Secrétaire adjoint	: BAUGER Olivier
Trésorier	: GUILLOTS Robertson
Trésorier adjoint	: OTOMIMI Moana
Assesseurs	: AH MIN Lazare TERIIPAIA Temarii MOUA Tehuiarii TAPUTU Benjamin ATANI Bruno

## ASSOCIATION TE HOTU NO PAPETOAI (Récépissé n° 6323 DIRAJ du 21 mars 2015)

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION TE HOTU NO PAPETOAI, fondée le 7 mars 2015, a pour objet :

- de sensibiliser et mobiliser les jeunes contre la drogue, l'alcool... ;
- d'organiser diverses activités et manifestations sportives ou socio-culturelles ;
- de permettre le développement à l'insertion des diverses activités (manifestation, encadrement et animation) ;
- d'inciter les jeunes à toutes participations actives au fonctionnement de l'association ;
- de promouvoir la protection de l'environnement et de nos lagons ;
- de promouvoir la culture de nos produits locaux dans les serres ou les champs ;
- d'être le porte-parole des jeunes en défendant leurs droits et devoirs ;
- de combattre les nuisances sonores ;
- d'organiser des soirées (galas, bals et autres...).

Son siège social est fixé à Moorea, Papetoai, PK 23,800, côté montagne.

Sa durée est illimitée.

### COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: HAUMANI Temaerehia
Vice-président	: FAATAU Jonas
Secrétaire	: RUA Winta
Trésorière	: MARTIN Daisy
Trésorière adjointe	: BUCHIN Frida

## ASSOCIATION THUNOT IDA (Récépissé n° 6304 DIRAJ du 21 mars 2015)

Extraits de statuts

Il a été fondé le 21 février 2015 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée ASSOCIATION THUNOT IDA.

Elle a pour but principal de regrouper tous les membres de l'association afin de consolider et de retrouver les liens et degrés de parenté qui les unissent et ainsi de se connaître. Elle se fixe aussi comme but :

- d'établir une généalogie exacte et précise d'une succession ;
- de faire des recherches en biens immobiliers et mobiliers appartenant aux ancêtres ;
- de recueillir tous les documents dans les services concernés (tribunal, cadastre, notaire, mairie) ;
- d'organiser si possible des déplacements pour faire aboutir les recherches sus-citées et rencontrer d'autres parents ;
- d'organiser, de collaborer ou de participer à l'organisation de fêtes, concours et autres manifestations à caractère folklorique, culturel, artisanal et corporatif ;
- d'organiser, de représenter et de défendre les intérêts des membres de l'association.

Son siège social est fixé à Paea, PK 20,100, côté montagne.

Sa durée est illimitée.

### COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TEORE Vaitaha
Vice-présidente	: TAUAROA Isabelle
Secrétaire	: TEORE Tehinarii
Secrétaire adjointe	: TEORE Ida
Trésorière	: ARIIPEU Ingrid
Trésorière adjointe	: HONG Rautiare

## ASSOCIATION FAMILIALE TEHARE PAPARA (Récépissé n° 6262 DIRAJ du 18 mars 2015)

Extraits de statuts

Il a été fondé le 28 février 2015 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION FAMILIALE TEHARE PAPARA.

Elle a pour but :

- la recherche de la généalogie exacte et précise d'une succession ;
- de rechercher des terres familiales (biens fonciers) appartenant aux ancêtres ;
- de recueillir tous les documents dans les services concernés (tribunal, cadastre, notaire, mairie) ;
- d'organiser si possible des déplacements pour faire aboutir les recherches sus-citées et de rencontrer d'autres parents ;
- de faire des levées de fonds pour remplir la caisse de l'association ;
- de gérer au mieux les biens fonciers ;
- de participer aux diverses activités culturelles, artisanales ou corporatives ;
- d'organiser, de représenter et de défendre les intérêts des membres de l'association.

Son siège social est fixé à Faa'a, Oremu, lot n° 813.

Sa durée est illimitée.

### COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: TOLLIS Célestine
Secrétaire	: TAPUTU Samila
Trésorier	: TOLLIS Paul

**ERRATUM**

La présente annonce remplace celle parue au JOPF n° 24 du 24 mars 2015 à la page 2484.

**ASSOCIATION TIARERAURI**

(Récépissé n° 627 DIRAJ du 18 mars 2015)

**Extraits de statuts**

Il est fondé le 11 mars 2015 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 modifiée et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION TIARERAURI.

Elle a pour objet de permettre à ses adhérents de manière conviviale et dans un esprit de partage :

- de s'initier à la couture ou de parfaire leurs connaissances dans ce domaine ou en patronage ;
- de pratiquer régulièrement la couture à la machine ou à la main ;
- d'organiser, de collaborer ou de participer à l'organisation de fêtes, concours et autres manifestations à caractère folklorique, culturel, artisanal et corporatif.

Son siège social est fixé à la servitude Jean Roy-Bambridge, rue Paul-Bernière, 98716 Pirae.

Sa durée est illimitée.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Présidente : YAMATAY Christiane  
Secrétaire et trésorier : YAMATAY Siméon

**ASSOCIATION TE PUKU NUI O NAIKI**

(Récépissé n° 1391 DIRAJ du 3 mars 2015)

**Extraits de statuts**

Il a été fondé le 3 octobre 2014 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée ASSOCIATION TE PUKU NUI O NAIKI.

Elle a pour but la mise en œuvre de tous les moyens visant à défendre les intérêts des membres, à développer les activités agricoles, de pêche artisanale et de transformation des produits de l'agriculture et de la pêche, à aider les membres à s'insérer dans la vie active et à resserrer les liens de fraternité entre les associés.

Son siège social est fixé à Hakahau, Ua Pou.

Sa durée est illimitée.

**COMPOSITION DU BUREAU :**

Présidente : WAGNER Marielle  
Vice-présidente : KOHUMOETINI Annette  
Secrétaire : HAPIPI Daniel  
Secrétaire adjointe : VALENTIN Dayenne  
Trésorière : TEIKITUTOUA Simone  
Trésorière adjointe : KAIHA Sylvie  
Assesseurs : KAUTAI Jean-Pierre  
BRUNEAU Eulalie  
TATA Maheata  
KOHUMOETINI Aimé

## ANNONCES MARCHES PUBLICS

### APPEL D'OFFRES N° 15/003

Extension des caméras de vidéo protection  
de la ville de Punaauia

*Maître d'ouvrage* : Commune de Punaauia.

*Mode de passation* : Appel d'offres ouvert lancé conformément aux articles 295 et suivants du code des marchés publics applicable aux communes de Polynésie française.

*Objet* : Extension des caméras de vidéo protection de la ville de Punaauia.

*Limite de remise des offres* : Le 4 mai 2015, avant 11 heures à la cellule des marchés.

*Durée de validité des offres* : 90 jours.

*Renseignements* : Commune de Punaauia, cellule des marchés, tél. : 689 40 86 56 98, fax : 689 40 45 06 06.

*Consultation et retrait des dossiers* : Gratuitement auprès de la cellule des marchés de la commune de Punaauia.

*Justifications exigées* : Justificatifs à produire détaillés dans le règlement particulier d'appel d'offres.

*Attention particulière* : Article "critères de jugement" du règlement particulier d'appel d'offres.

*Date d'envoi à la publication* : Le 25 mars 2015.

*Le maire,*  
R. TUMAHAI.

### AVIS D'APPEL A LA CONCURRENCE N° 18-15 MET

Marché de travaux passé par la Polynésie française, ministère de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement

1. *Objet du marché* : Construction de l'abri de survie de Amanu (CdP), reprise des travaux.

2. *Mode de passation* : Appel d'offres ouvert (articles 19, 20 et 23 à 25 *quater* du CMP), sans variante.

3. *Consultation du règlement de la consultation et de l'ensemble du dossier* auprès du bureau des marchés de la direction de l'équipement, centre administratif, 11, rue du Commandant-Destremau, bâtiment A1, 3e étage.

4. *Les conditions auxquelles doivent répondre les offres et notamment le modèle suivant lequel elles doivent être présentées*, sont indiquées dans le DCE qui peut être consulté dans les conditions fixées au 3).

5. *Retrait du dossier de consultation chez* : ABC Diffusion, rue Cook, Paofai, tél. : 40 45 29 29.

6. *Envoi à la publication le* : 25 mars 2015.

7. *Remise des offres* : Au bureau des marchés de la direction de l'équipement, centre administratif, 11, rue du Commandant-Destremau, bâtiment A1, 3e étage avant le lundi 4 mai 2015 à 11 heures, délai de rigueur (toute offre parvenue après cette heure sera rejetée).

8. *Validité des offres* : 150 jours à compter de la date limite de remise des offres.

9. *Critères d'acceptation des candidatures* :

Les justificatifs concernant la situation administrative du candidat :

- certifications par l'administration fiscale (service des contributions et Trésor public) attestant au 31 décembre précédent, de la situation fiscale régulière de l'entrepreneur à l'égard de ses obligations déclaratives et de paiement de l'impôt (situation à jour pour l'année précédente et soldée pour les autres années) ;

- certificats attestant que l'entrepreneur est à jour de ses cotisations auprès de la Caisse de prévoyance sociale (la date de validité portée sur ce certificat ne devra pas être antérieure à un mois de la date limite de remise des offres) ;
- la déclaration sur l'honneur pour justifier qu'ils n'entrent dans aucun cas mentionné aux deux premiers alinéas de l'article 9 du CMP ;
- pour les candidats admis au règlement judiciaire, selon l'alinéa 3 de l'article 9 du CMP :
  - 1- la copie du ou des jugements prononcés ;
  - 2- lorsqu'ils sont en période d'observation, une attestation du juge-commissaire les habilitant à poursuivre leur activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché.
- effectif minimum de 5 personnes.

Les justificatifs concernant les capacités professionnelles, financières et techniques exigées des candidats :

- les références en travaux en indiquant le type de travaux, l'année de réalisation, le montant des travaux et la part sous-traitée en montant ou en pourcentage, la durée des travaux, le lieu d'exécution des travaux et le client ;
- une déclaration concernant le chiffre d'affaire global des trois derniers exercices disponibles ;
- une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement. Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature.

Les entreprises de création récente devront prouver leurs capacités professionnelles, financières et techniques par tout moyen, notamment par une déclaration appropriée de banque, des justifications professionnelles, ou attestations de qualification professionnelles de certains agents qualifiés, ou des certificats d'identité professionnelle ou tout autre justificatif regardés comme équivalents.

10. *Critères de jugement des offres* : Le jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles 25, 25 *bis*, 25 *ter* et 25 *quater*, du code des marchés publics (CMP). Les offres seront analysées et sélectionnées au terme d'un classement prenant en compte les critères et sous-critères suivants, selon la pondération indiquée :

- prix apprécié au travers du forfait global : 70 points ;
- valeur technique, appréciée au travers du mémoire : 30 points ; une note inférieure ou égale à 10 est éliminatoire :
  - procédés d'exécution et moyens utilisés : 6 points ;
  - provenance et références des fournitures : 9 points ;
  - note d'hygiène et sécurité : 9 points ;
  - programme d'exécution des travaux : 3 points ;
  - plans d'ensemble et de détail explicitant l'offre : 3 points.

11. *Justifications à produire détaillées dans le règlement de la consultation* : Entre autres, mémoire justificatif.

*Le ministre de l'équipement,  
de l'aménagement et de l'urbanisme  
des transports intérieurs  
et de l'environnement,  
Albert SOLIA.*

## TARIFS

des Abonnements de l'Imprimerie officielle à compter du 1er Mars 2010

<i>TARIF en F CFP</i>	<b>TTC</b>	<b>Hors Taxe</b>
	Polynésie française	France — DOM-TOM — Autres Pays
		<i>Voie aérienne</i>
Numéro .....	263*	515
Abonnement 1 an .....	13 533	26 604
* Frais d'expédition non inclus pour les îles.		

## LISTE DES OUVRAGES DISPONIBLES A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

(Prix TTC)

- Code des impôts (mise à jour au 1er janvier 2014).....	5 220 F CFP
- Code de l'environnement (JOPF n° 60 NS du 17 avril 2014).....	1 680 F CFP
- Code des douanes (mise à jour au 1er avril 2014).....	3 062 F CFP
- Affiches "Accident du Travail" .....	174 F CFP
- Affiches "Défense de consommer" .....	174 F CFP
- Affiches "Loi sur l'ivresse" .....	267 F CFP
- Affiches "Réglementation sur le commerce des boissons" (français et tahitien).....	58 F CFP
- Barème des ANFA (10 F la feuille ou 1840 F l'ensemble) .....	2134 F CFP
- Budget général de la Polynésie française et budget des comptes spéciaux 2010 .....	2 294 F CFP
- Budget général de la Polynésie française 2011 .....	2 515 F CFP
- Budget général de la Polynésie française 2012 .....	2 641 F CFP
- Budget général de la Polynésie française 2013 .....	2 594 F CFP
- Budget général de la Polynésie française 2014 .....	3 192 F CFP
- Code des communes de la Polynésie française (JOPF n° 2 NS du 29 juillet 1998) .....	368 F CFP
- Code pénal (JOPF n° 8 NS du 2 août 1996) .....	378 F CFP
- Code de procédure pénale (JOPF n° 9 NS du 16 août 1996) .....	704 F CFP
- Convention collective des assurances.....	331 F CFP
- Convention collective de l'automobile .....	336 F CFP
- Convention collective du bâtiment et des travaux publics .....	940 F CFP
- Convention collective des banques .....	496 F CFP
- Convention collective du commerce .....	525 F CFP
- Convention collective du gardiennage .....	352 F CFP
- Convention collective de l'industrie hôtelière de Polynésie française .....	536 F CFP
- Convention collective de l'industrie.....	431 F CFP
- Convention collective de l'imprimerie, de la presse et de la communication .....	750 F CFP
- Convention collective du nettoyage .....	410 F CFP
- Instruction comptable de la Polynésie française (JOPF n° 1 NS du 2 janvier 2007 <i>broché</i> ).....	1 040 F CFP
- Livret d'apprentissage anticipé de la conduite (octobre 2009) .....	670 F CFP
- Plan général d'aménagement de la commune de Hiva Oa (JOPF n° 36 NS/2009) .....	263 F CFP
- Plan général d'aménagement de la commune de Huahine (JOPF n° 19 NS/2010).....	263 F CFP
- Plan général d'aménagement de la commune de Nuku Hiva (JOPF n° 52 NS/2008) .....	263 F CFP
- Plan général d'aménagement de la commune de Papara (JOPF n° 15 NS/2010).....	326 F CFP
- Plan général d'aménagement de la commune de Papeete rectificatif (JOPF n° 65 NS/11) .....	263 F CFP
- Plan général d'aménagement de la commune de Pirae (JOPF n° 42 NS/11).....	263 F CFP
- Procès-verbal type des délégués du personnel ou comité d'entreprise.....	139 F CFP
- Statut de la fonction publique :	
Tome 1 : Dispositions générales (mise à jour au 31 janvier 2004) .....	2 629 F CFP
Tome 2 : Statuts particuliers (mise à jour au 31 mars 2002) .....	2 730 F CFP
Tome 3 : Filière de la santé (mise à jour au 30 avril 1999).....	1 659 F CFP

*Consulter le bureau commercial pour les autres ouvrages*

Commandes-facturation : ouvert du lundi au jeudi de 7 h 00 à 15 h 00 et Vendredi de 7 h 00 à 14 h 00 - Tél. : 40 50 05 79 - Fax : 40 42 52 61 - bcom@imprimerie.gov.pf

Régie : ouvert du lundi au vendredi de 7 h 00 à 12 h 00 - Tél. : 40 50 05 78 - Fax : 40 50 05 70 - regie@imprimerie.gov.pf